

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DE L'EXTREME NORD

DEPARTEMENT DU MAYO KANI

COMMUNE DE DZIGUILAO

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

FAR NORTH REGION

MAYO KANI DIVISION

DZIGUILAO COUNCIL

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE DZIGUILAO



Réalisé par :



Tél : 77081397 / 77845027
E-mail : apd_maroua@yahoo.fr

Sous le financement du :



PROGRAMME NATIONAL DE
DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF
CELLULE REGIONALE DE COORDINATION DE L'EXTREME-NORD

Septembre 2011

RESUME

1. Contexte et justification

Le Plan Communal de développement (PCD) de Dziguilao s'inscrit dans le cadre global de la recherche de l'amélioration des conditions de vie et de la lutte contre la pauvreté. Cet objectif est au centre du Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) et la vision 2035. C'est ainsi qu'avec l'aide des partenaires au développement, le Gouvernement a poursuivi avec le Programme National de Développement Participatif (PNDP) dans sa phase II. Ce Programme a pour mission principale de responsabiliser les communes à la base dans le processus progressif de décentralisation ; afin de les rendre acteurs de leur propre développement. Le mode d'intervention du PNDP passe essentiellement par l'élaboration participative du Plan Communal de Développement (PCD). C'est un instrument de prévision et de partenariat. Le PCD est la vision de développement d'une Commune, un guide des actions à mener dans le temps et dans l'espace pour améliorer le cadre de vie des populations.

Pour l'accomplissement de sa mission, le PNDP s'appuie sur des organisations relais appelées Organisme d'Appui Local (OAL). Ainsi dans le cadre de ses activités dans la région de l'Extrême-Nord, le PNDP, par le biais d'un appel à candidature, a mandaté l'OAL GIC APD, pour l'élaboration du Plan de Développement Communal (PCD) de Dziguilao.

2. Présentation de la structure chargée d'accompagner la commune dans l'élaboration du PCD de Dziguilao

Le GIC APD est une structure d'appui au développement qui a vu le jour en mars 2007. Il est la résultante d'une mûre réflexion d'enseignant d'Université, d'ingénieurs, d'économistes et des cadres de développement tous rompus aux problématiques de développement en Afrique. Le GIC APD pense qu'en axant son intervention à la base, les chances sont grandes de promouvoir un développement véritablement participatif.

3. Objectifs

3.1. Objectif global

L'objectif global de l'intervention est de définir la vision claire et le cadre de développement de la Commune de Dziguilao pour l'amélioration des conditions de vie des populations et à lutter efficacement contre la pauvreté.

3.2. Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement il s'est agit de :

- Identifier les principaux atouts et les problèmes de la Commune ;
- Analyser les problèmes identifiés en y apportant des éléments de solution ;
- Elaborer le cadre logique de la commune ;
- Elaborer le cadre de dépense en moyen terme ;
- Elaborer le plan d'investissement annuel ;
- Elaborer le cadre sommaire de gestion environnemental ;
- Elaborer le calendrier de passation des marchés
- Définir les modalités de mise en œuvre et de suivi du PDC ;
- Accompagner et former le Comité Communal de Suivi-Evaluation (CCSE) pour une bonne exécution du PDC.

4. Brève présentation de la commune

4.1. Situation géographique

La commune de Dziguilao se situe dans l'arrondissement de Taibong, département du Mayo-Kani, région de l'Extrême-Nord. Elle se trouve sur la frontière Cameroun-Tchad. Elle est limitée de la manière suivante :

- au Nord par l'arrondissement de Guidiguis
- au sud par la République du Tchad
- à l'EST par l'arrondissement de Tchatibali
- à l'Ouest par l'arrondissement de Kaélé

4.2. Brève description physique de la commune de Dziguilao

Le climat de la région est de type soudano sahélien, caractérisé par deux saisons : une saison de pluie et une saison sèche. Les précipitations moyennes annuelles dans l'arrondissement de Dziguilao sont d'environ 800 mm. La température moyenne annuelle est de 27°C avec une amplitude annuelle de 8°C; avec un minimum de 21°C et un maximum de 45°C. Les mois les plus chauds sont ceux de mars, avril et mai, tandis que les mois les plus froids sont ceux de décembre, janvier et février.

Le relief de la région est caractérisé par un ensemble de plaines. Le relief est peu accidenté. En effet, le territoire de la commune de Dziguilao est plat. Il n'existe pas de massif rocheux.

Les sols de la région sont très diversifiés et se caractérisent par la coloration qui tend à se noircir et sa texture qui varie d'un endroit à un autre. On note les sols sablo limoneux, les sols à texture sablo argileux, les sols alluvionnaires à texture sablo limoneux, qui se trouvent dans les plaines et surtout sur les abords des mayos.

L'arrondissement de Taïbong est arrosé par deux mayos, le mayo de Mbraodong qui sert de limite naturelle entre la République du Cameroun et celle du Tchad, et le mayo de Dziguilao qui prend sa source dans ses environs. Ces cours d'eau sont irréguliers et à sec pendant une bonne partie de l'année. Leur écoulement de surface ne dure que trois à quatre mois : juillet, août, septembre et octobre (saison de pluie).

La végétation dominante est la savane arbustive caractéristique de la zone soudano sahélienne. La flore est assez diversifiée. On y rencontre les espèces comme *Faidherbia albida*, *Ziziphus mauritiana*, *Tamarindus indica*, *Azadirachta indica*, *Acacia seyal* etc. Certaines de ces plantes sont utilisées dans la pharmacopée traditionnelle. Cette végétation subit une forte détérioration suite à la poussée démographique, à la création des nouvelles plantations et à la coupe abusive du bois de chauffe et de service.

Dans ces localités, la faune sauvage est en voie de disparition. Les espèces les plus représentés sont les reptiles : serpent, les varans ; les oiseaux (pigeon, pintade, héron, corbeau et vautours) ; rats écureuils et les insectes

La commune est parsemée de plusieurs unités écologiques à l'instar de la savane, des mayos et des sols incultes.

4.3. Les différentes communautés constitutives de la commune (UPP et villages)

La commune de Dziguilao est composée de 10 grands villages, dont 3 chefferies de deuxième degré (Goudaye, Dziguilao et Golonghini) et de 7 chefferies de troisième degré (Balané, Barlang, Domba, Maporé, Mbraodong et Souaye). Ces chefferies regroupent plusieurs villages ou quartiers.

5. Approche méthodologique utilisée : les principales étapes

L'approche méthodologique utilisée pour toutes les étapes est l'approche participative. Elle s'articule autour des points suivants: La préparation, La collecte des données et traitement, La consolidation des données, La planification, la mobilisation des ressources et la programmation ; La mise en place du mécanisme de suivi évaluation. La préparation met en exergue la préparation pédagogique ; l'information, la formation et la préparation du Conseil Municipal et d'autres intervenants dans le processus de planification ; l'information de la tutelle sur la décision d'élaborer le PCD ; la mise en place d'un mécanisme formel de suivi ; l'invitation des

participants et le lancement officiel de la planification. Cette étape a été faite à travers des séances de travail ou des réunions.

Quant au diagnostic communal, il s'agit du : diagnostic au niveau des villages ; diagnostic de l'espace urbain communal et diagnostic de l'institution communale. Cette étape a été réalisée par le biais des revues documentaires, des cartographies, des interviews semi structurées, des travaux de groupe, des brainstormings, les restitutions et les synthèses en plénière.

La planification a consisté en : la formulation des propositions pour une situation désirée ; l'élaboration du cadre logique du plan. Cette étape a été également réalisée par le biais des travaux de groupe, des brainstormings, des restitutions et des synthèses en plénière. La mise en place du mécanisme de suivi-évaluation s'est faite par la mise en place du comité de suivi qui met fin aux activités du comité de pilotage qui s'occupait du processus d'élaboration du PCD.

La rédaction du rapport a tenu compte des informations issues de diverses sources de collectes tels que les rapports monographiques ; les outils du diagnostic participatif et de la planification ; les interviews semi structurées et l'observation directe ou participante.

6. Résultat du diagnostic

6.1. Fiche synthétique de présentation de la commune

<p>Case 1 : Données d'identification : Nom de la Commune : Dziguilao Arrondissement : Taïbong Département : Diamaré Région : Extrême-Nord Année de création de la commune : 1993 Personne ressource : M. le Maire SOUARESSAM DENIS Adresse : BP Dziguilao Tél : (Portable) : +237 77 91 78 65 +237 94 10 01 51</p>	<p>Case 2, Données socio-économiques (suite et fin)</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Cultures</th> <th>Superficies (ha)</th> <th>Rendement (t/ha)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Sorgho de saison de pluie</td> <td>1800</td> <td>1,1</td> </tr> <tr> <td>Sorgho de saison sèche</td> <td>1950</td> <td>1,2</td> </tr> <tr> <td>Coton</td> <td>750</td> <td>0,9</td> </tr> <tr> <td>Manioc</td> <td>153</td> <td>8</td> </tr> <tr> <td>Arachides</td> <td>200</td> <td>0,94</td> </tr> <tr> <td>Niébés</td> <td>250</td> <td>0,9</td> </tr> <tr> <td>Maïs</td> <td>1026</td> <td>1,13</td> </tr> <tr> <td>Riz pluvial</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table> <p>Autres activités du paysan (ne) s : Collecte des PFNL, exploitation artisanale du bois d'œuvre et du sable, petit commerce</p> <p>Effectifs des élevages des paysans (estimations)</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Bovins</th> <th>Ovins</th> <th>Caprins</th> <th>Volaille</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>6650</td> <td>8700</td> <td>9800</td> <td>32 000</td> </tr> <tr> <th>Porcins</th> <th>Canins</th> <th>Equins</th> <th>asains</th> </tr> <tr> <td>1350</td> <td>1750</td> <td>52</td> <td>125</td> </tr> </tbody> </table> <p>Description d'autres activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Forêts : exploitation artisanale du bois e, et des PFNL, - Artisanat : Forgerons, Tisserant, potiers, maroquiniers - Commerce : commercialisation des produits agricoles, d'élevage et des produits de première nécessité et matériaux de constructions <p>Description des infrastructures :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Communications : Routes communales et pistes impraticables en toute saison, présence des réseaux MTN, Orange par endroit • Education : 37 écoles primaires (34 écoles publiques, 02 écoles des parents 01 écoles privées), 05 établissements d'enseignement secondaires (02 lycées et 03 CES) • Santé: 06 formations sanitaires parmi lesquelles 01 privée • Hydraulique : 38 puits à ciel ouvert ; 41 forages dont 05 non fonctionnels 	Cultures	Superficies (ha)	Rendement (t/ha)	Sorgho de saison de pluie	1800	1,1	Sorgho de saison sèche	1950	1,2	Coton	750	0,9	Manioc	153	8	Arachides	200	0,94	Niébés	250	0,9	Maïs	1026	1,13	Riz pluvial			Bovins	Ovins	Caprins	Volaille	6650	8700	9800	32 000	Porcins	Canins	Equins	asains	1350	1750	52	125
Cultures	Superficies (ha)	Rendement (t/ha)																																										
Sorgho de saison de pluie	1800	1,1																																										
Sorgho de saison sèche	1950	1,2																																										
Coton	750	0,9																																										
Manioc	153	8																																										
Arachides	200	0,94																																										
Niébés	250	0,9																																										
Maïs	1026	1,13																																										
Riz pluvial																																												
Bovins	Ovins	Caprins	Volaille																																									
6650	8700	9800	32 000																																									
Porcins	Canins	Equins	asains																																									
1350	1750	52	125																																									
<p>Case 2 : Données socio-économiques : Données socio-économiques : Superficie : 264 km² Population : 50387 Habitants Densité : 191 hbts/Km² Hommes : 46% Femmes : 54% Nombre de Communautés / Villages : 10 villages Principales langues locales parlées : Toupouri Religions : Religion traditionnelle (animisme), Christianisme et Islam Groupes socioprofessionnels : hommes, femmes, jeunes, agriculteurs, éleveurs, corps de métiers et groupes vulnérables Organisations extérieurs opérant dans la Commune : SODECOTON, GTZ/PADDL, le PNDP, PDR-EN, CODAS-CARITAS, FEICOM, Fondation Bethlehem Jours et sites de marchés locaux : Dziguilao (jeudi). Végétation : Soudano Sahélienne Activités agricoles par les paysans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Superficie par paysans : 1 à 3 ha - Superficie par paysannes : 0,5 à 1 ha - Nombre d'actif agricole : 21000 âmes - Culture attelée : Oui 																																												

6.2. Consolidation des données

La commune présente plusieurs atouts et potentialités. On note :

- Sols adaptés à plusieurs spéculations ;
- 01 délégation d'arrondissement d'agriculture, 02 postes agricoles,
- Population nombreuse et dynamique ;
- Présence des GIC;
- Présence des magasins de stockage ;
- Présence de la SODECOTON,
- Existence d'un grand marché périodique ;
- Existence des vergers ;
- 01 délégation d'arrondissement de l'élevage, 02 centres zootechniques et vétérinaires ;
- Cheptel assez important ;
- Présence d'un percepteur de finance ;
- Présence des opérateurs économiques ;
- Présence des potentiels touristiques ;
- Présence des forages et puits ;
- Existence des cours d'eau
- Présence des groupes électrogènes ;
- Présence des la routes communales ;
- Présence des réseaux téléphoniques par endroit MTN et Orange,
- Présence de l'audio visuel
- Présence des motos taxis.
- Présence de 06 formations sanitaires ;
- Présence du personnel soignant ;
- Présence des médicaments des soins de première nécessité ;
- Existence des COSA et relais communautaires ;
- Présence des CLLS ;
- Nombre élevé des femmes ;
- Existence des associations féminines ;
- Existence des centres spéciaux d'état civil;
- Existence du commissariat spécial et gendarmerie
- Existence des établissements scolaires (secondaires, primaires,)
- Existence des centres d'alphabétisation ;
- Présence des enseignants qualifiés ;
- Population scolarisable importante ;
- Présence des APEE ;
- Existence des activités sportives scolaires;
- Existence de quelques terrains de jeu ;
- Existence d'une représentation du conseil national de la jeunesse ;
- Existence des mouvements et associations des jeunes ;
- Jeunesse dynamique ;
- Cultures variées et diverses.

Nonobstant ces atouts plusieurs problèmes/contraintes inhibent développement de l'arrondissement. Il s'agit pour les 28 secteurs:

- Faible productivité agricole
- Faible productivité de l'élevage
- Difficulté d'appropriation des terres et des espaces
- Faible développement urbain et habitat
- Difficulté de préservation de l'environnement et de la protection de la nature
- Mauvaise gestion des ressources forestières et fauniques
- Difficulté d'accès aux services administratifs décentralisés et maintien de l'ordre
- Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité
- Difficulté d'accès aux enseignements secondaires
- Difficulté d'accès à l'enseignement supérieur
- Difficulté d'accès aux de santé de qualité
- Difficulté d'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique
- Faible réalisation et suivi des travaux publics
- Faible intégration socioéconomique des personnes vulnérables
- Difficulté de promotion de la femme et de la famille
- Difficulté d'accès aux services de promotion de la jeunesse
- Faible développement des sports et des activités sportives
- Difficulté d'accès aux moyens de transport et aux infrastructures routières
- Difficultés d'accès à l'emploi, l'auto-emploi et la formation professionnelle
- Difficultés de développement économique et artisanal
- Accès difficile aux produits de recherche scientifique et de l'innovation
- Faible développement des activités touristiques
- Difficulté de promotion de la culture locale
- Difficulté d'accès aux ressources minières et au développement industriel
- Difficulté d'accroître les activités commerciales
- Difficulté d'accès à une télécommunication de qualité
- Difficulté de sécurisation sociale des travailleurs
- Difficultés d'accès aux informations au niveau local

7. Planification et programmation du développement

7.1. Principales actions à mener

Pour améliorer les conditions de vie de la population de la commune de Dziguilao, les objectifs suivants ont été fixés. Il s'agit de :

- L'amélioration de la production agricole ;
- L'amélioration de la productivité de l'élevage
- L'amélioration du cadre d'appropriation des terres et des espaces
- La promouvoir de l'urbanisation locale et le développement de l'habitat
- La préservation de l'environnement et protection de la nature
- L'Amélioration de la gestion des ressources forestières et fauniques
- Faciliter l'accès aux services administratifs décentralisés et de maintien de l'ordre
- Faciliter l'accès à l'éducation de base de qualité
- Faciliter l'accès aux enseignements secondaires de qualité

- Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur
- Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité
- Faciliter l'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique
- Améliorer la réalisation et le suivi des ouvrages publics
- Promouvoir l'intégration socioéconomique des personnes vulnérables
- Favoriser la promotion de la femme et de la famille
- Faciliter l'accès aux services de promotion de la jeunesse
- Promouvoir le développement des sports et des activités sportives
- Sécuriser les transports sur les routes de l'arrondissement
- Faciliter l'accès à l'emploi, à l'auto-emploi et à la formation professionnelle
- Faciliter le cadre de développement économique et artisanal
- Améliorer l'accès aux produits de la recherche
- Promouvoir le développement des activités touristiques
- Promouvoir la culture locale
- Faciliter l'accès aux ressources minières et au développement industriel
- Faciliter l'émergence des activités commerciales
- Faciliter l'accès à une télécommunication de qualité
- Promouvoir la sécurité sociale des travailleurs
- Faciliter l'accès aux informations au niveau local
- Renforcer les capacités du personnel ;
- Améliorer les services financiers;
- Améliorer le patrimoine communal ;
- Améliorer les relations et communication de la commune ;

7.2. Principales actions à mener (CDMT)

Pour atteindre les résultats escomptés, des actions prioritaires devront être réalisées dans un moyen terme. Les secteurs éligibles sont des secteurs sociaux dont le besoin est immense et l'urgence est signalée. Il s'agit de :

- De la construction de 04 bâtiments de 02 salles de classe chacune à l'école de Balané, Golonguini II, Bilsoué, Djaolané
- La Réhabilitation des salles de classes dans 07 écoles primaires (Maporé, danhou, Soueye, Mbraodong, Kepna, Goundaye, Manenbagué)
- L'équipement de 14 écoles primaires en 900 table-bancs à raison de 50 par écoles (Goundaye, Mbraodong Maporé, Bitou, Saadong, Danhou, Dongrossé, Golonguini, Barlang, Manenbagué, Dziguilao I, Soueye Domba, Padé)
- La Construction de 02 bâtiments de 02 salles de classe chacune aux CES de Barlang et Dongrossé
- La Réhabilitation de 07 anciens forages en pannes ((Goundaye centre, EP de Goundaye, Mbraodong, Barlang, Golonguini marché, Mbilsoué -Danhou, Kéra,)
- Réalisations de 02 nouveaux forages à Bitou et Bilou
- L'électrification de l'Axe Guidiguis-Goundaye
- L'électrification de l'Axe Goundaye-Dziguilao
- La Construction et équipement de centre de santé intégré à barlang ou Balané
- Le reprofilage de 05 km de route dans l'espace urbain communal
- L'ouverture de 05 km de nouvelles routes dans la commune

- L'appui aux couches vulnérables
- L'appui à l'organisation des activités culturelles des jeunes

7.3. Le plan d'investissement annuel (PIA)

Des actions retenues, les plus urgentes ont fait l'objet d'une programmation. Il s'agit de :

- De la construction de 02 bâtiments de 02 salles de classe chacune à l'école de Balané, Golonguini II,
- L'équipement de 14 écoles primaires en 700 table-bancs à raison de 50 par écoles (Goundaye, Mbraodong Maporé, Bitou, Saadong, Danhou, Dongrossé, Golonguini, Barlang, Manenbagué, Dziguilao I, Soueye Domba, Padé)
- La Construction de 02 bâtiments de 02 salles de classe chacune aux CES de Barlang et Dongrossé
- La Réhabilitation de 07 anciens forages en pannes ((Goundaye centre, EP de Goundaye, Mbraodong, Barlang, Golonguini marché, Mbilsoué -Danhou, Kéra,)
- Réalisations de 02 nouveaux forages à Bitou et Bilou
- L'électrification de l'Axe Guidiguis-Goundaye
- La distribution de 12 appareils aux handicapés

7.3. Budget du plan

Le budget La réalisation des actions prioritaires sur une période de trois ans (2011- 2013) nécessite un investissement de **386 492 572**FCfa (trois cent quatre vingt six millions quatre cent quatre vingt douze mille cinq cent soixante douze Franc Cfa) soit 105 160 057 frs Cfa pour l'éducation de base, 36 000 000 frs CFA pour l'enseignement secondaire, 169 500 000 frs CFA pour l'eau et l'énergie, 45 580 028 frs CFA pour la santé, 12 666 119 frs CFA pour les travaux publics, 2 666 119 frs pour l'affaire sociale et 322 238 frs CFA pour supporter les activités de la jeunesse. Ce montant sera supporté par la commune à hauteur de 10% et par les partenaires à hauteur de 90% du montant total.

Sommaire	Pages
RESUME	ii
1. Contexte et justification	ii
2. Présentation de la structure chargée d'accompagner la commune dans l'élaboration du PCD de Dziguilao	ii
3. Objectifs	ii
3.1. Objectif global	ii
3.2. Objectifs spécifiques	ii
4. Brève présentation de la commune	ii
4.1. Situation géographique	ii
4.2. Brève description physique de la commune de Dziguilao	iii
4.3. Les différentes communautés constitutives de la commune (UPP et villages)	iii
6. Résultat du diagnostic	iv
6.2. Consolidation des données	v
7. Planification et programmation du développement	vi
7.1. Principales actions à mener	vi
7.2. Principales actions à mener (CDMT)	vii
7.3. Le plan d'investissement annuel (PIA)	viii
Sommaire	ix
LISTE DES ABREVIATIONS	xii
LISTE DES TABLEAUX	xiv
LISTE DES FIGURES	xvi
LISTE DES PHOTOS	xvii
I. INTRODUCTION	1
1.1 Contexte et justification	1
1.2. Objectif du PCD	1
1.3. Structuration du document	1
2. METHODOLOGIE	2
2.1. PREPARATION	3
2.1.1. Préparation pédagogique	3
2.1.2. Information, formation et préparation du Conseil Municipal et d'autres intervenants dans le processus de planification	3
2.1.3. Information de la tutelle sur la décision d'élaborer le PCD	4
2.1.4. Mise en place d'un mécanisme formel de suivi	4
2.1.5. Invitation des participants	4
2.1.6. Lancement officiel du processus de planification	4
2.2. Collecte des informations et traitements	4
2.2.1. Diagnostic au niveau des villages	4
2.2.2. Diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC)	5
2.2.3. Diagnostic de l'institution communale (DIC)	5
2.2.4. La collecte des données GPS	5
2.2.5. Restitution des diagnostics	5
2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie	5
2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation	6
2.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif	7

2.6. Plan de communication du PCD	7
3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE.....	8
3.1. Localisation	9
3.2. Milieu biophysiques	11
3.2.1. Climat	11
3.2.2. Sols	11
3.2.3. Relief.....	11
3.2.4. Hydrographie.....	11
3.2.5. Flore / Végétation	11
3.2.6. Faune	12
3.3. Milieu humain	12
3.3.1. Histoire	12
3.3.2. Culture.....	13
3.3.3. Données Démographiques	13
3.3.4. Mobilité de la population.....	14
3.3.5. Activités économiques	14
3.4. Principales infrastructures par secteur de la Commune.....	15
3.4.1. Les secteurs productifs.....	15
3.4.2. Les secteurs sociaux	17
3.4.3. Services sociaux de base	19
3.4.4. Acteurs du développement de la Commune.....	20
4. SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC	21
4.1. Synthèse du DIC.....	22
4.1.1. Gestion des ressources humaines	22
4.1.2. Ressources financiers	25
4.1.4. Gestion des relations entre la Mairie et ses partenaires.....	30
4.1.5. Axes de renforcement.....	31
4.2 Synthèse du DEUC.....	33
4.2.1 Les corps de métiers.....	33
4.2.2 Les couches vulnérables.....	37
4.3 Synthèse du diagnostic sectoriel au niveau des villages	38
4.4 Principaux problèmes et besoins consolidés	48
4.4.1 Principaux problèmes	48
4.4.2 Besoins.....	50
5. PLANIFICATION	60
5.1. LA VISION DE LA COMMUNE.....	61
5.2. Objectifs spécifiques du PCD	61
5.3. Cadre logique du plan communale de développement	61
5.4. Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal	119
5.5. PROGRAMMATION.....	120
5.5.1. Ressources mobilisables.....	120
5.5.2. Cadre de dépense à moyen terme (CDMT) des projets prioritaires	121
5.6. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT	124
5.6.1. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels et les mesures	124
5.6.2. Plan sommaire de gestion de l'environnement.....	127
5.7. Plan d'investissement annuel (PIA).....	129

5.8. Plan de passation des marchés du PIA	131
5.9. LE DISPOSITIF DE MISE EN OEUVRE ET DE SUIVI – EVALUATION DU PLAN	133
5.9.1. La mise en œuvre du plan	133
5.9.2. Le rôle des acteurs.....	133
5.9.3. Les étapes de mise en œuvre.....	134
5.9.4. Le dispositif de suivi – évaluation du Plan de Développement Communal	135
5.9.5. Le suivi du plan	135
5.9.6. L'évaluation du plan	136
5.9.7. Les outils de suivi évaluation.....	136
5.10. Plan de communication	137
5.10.1 communication interne au sein de la commune en tant qu'institution	137
5.10.2 la communication institutionnelle	137
5.10.3. La communication de masse.....	141
5.10.4. Actions de plaidoyer.....	142
CONCLUSION	143
BIBLIOGRAPHIE	144
6. ANNEXE	145
Annexe 1: QUELQUES FICHE DE MICROPROJET.....	146
Annexe 2: LISTE DES VILLAGES.....	150
Annexe 3: ARRETE COMMUNAL	151

LISTE DES ABREVIATIONS

AES SONEL : American Energy Society - Société Nationale d'Electricité du Cameroun

AGR : Activités Génératrice de revenu

ADD : Alliance démocratique pour le développement

APEE : Association des Parents d'Elèves et Enseignants

APD : Action pour la promotion du développement Durable

ARV : Anti Rétro Viro

BIR : Bataillon d'Intervention Rapide

CAC : Centimes Additionnels Communaux

CAMTEL : Cameroon Telecommunication

CETIC: Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial

CES : Collège d'Enseignement Secondaire

CDMT: cadre des dépenses à moyen terme

CDV : Comité de Développement Villageois

CGPE : Comité de Gestion des Points d'Eau

CLC : Comité Local de Concertation

CLLS : Comité Local de Lutte Contre le VIH/SIDA

CM : Comptabilité Matière / Conseil Municipal

CNPS : Caisse National de Prévoyance Sociale

COSA: Comité de santé

COGES: Comité de gestion

CODAS-CARITAS : Comité diocésain des activités associatives et caritatives

COFIL : Comité de pilotage

CRTV : Cameroon Radio and Television

CSI : Centre de Santé Intégré

CT : Court Terme

CVUC : Communes et Villes Unies du Cameroun

DAO : Dossier d'Appel d'Offre

DEUC : Diagnostic de l'espace Urbain Communal

DIC : Diagnostic Institutionnel Communal

DPV : Diagnostic participatif du village

DSRP : Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté

DSCE : Document de stratégie pour la croissance et l'emploi

FAO : Foods agricultural Organisation (Fond des nations Unies pour l'Agriculture)

FEICOM : Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale

GIC : Groupe d'Initiative Commune

GPS : Global positioning point

GTZ : Coopération Technique Allemande

IEPM : Instituteur de l'enseignement primaire et maternel

IEG : Instituteur de l'enseignement général

IB : Infirmier breveté

IDE : Infirmier Diplômé d'Etat

ISS : Interview Semi Structuré

IRAD : Institut de la Recherche Agricole pour le Développement

IST : Infections Sexuellement Transmissibles
MINADER : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINATD : Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINCULTURE : Ministère de la Culture
MINEE : Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEP : Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature
MINEPIA : Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINEDUB : Ministère de l'Education de Base
MINDAF : Ministère des domaines et affaires foncières
MINFOF : Ministère des Forêts et de la Faune
MINSEP : Ministère des sports et de l'éducation Physique
MINJEUN : Ministère de la Jeunesse
MINSANTE : Ministère de la Santé Publique
MINFOF : Ministère des forêts et faune
MINDUH : Ministère du développement urbain et de l'habitat
MINIMIDT : Ministère des industries, des mines et du développement technologique
MINTOUR : Ministère du tourisme
MTN : Mobile Telephone Network
OAL : Organisme d'Appui Local
OSC : Organisation de la société civile
ONG : Organisation Non Gouvernementale
PIA : plan d'investissement annuel
PDR-EN : Projet de développement de la région de l'Extrême nord
PSSA : Programme de sécurisation de la sécurité alimentaire
PADDL : Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local
PAM : Programme Alimentaire Mondial
PCD : Plan Communal de Développement
PME/PMI : Petite et Moyenne Entreprise / Petite et Moyenne Industrie
PNDP : Programme National de Développement Participatif
PREPAFEN : Projet de Réduction de la Pauvreté et actions en Faveurs des Femmes dans la province de l'Extrême- Nord.
RDPC : Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
SAR/SM : Section Artisanale et Rurale/Section Ménagère
SDE : Services Déconcentrés de l'Etat
SDF : Social Democratic Front NN
SEMRY : Société d'expansion et de modernisation du riz de Yagoua
SEPO : Succès, Echec, Potentialités, Obstacles
SIDA : Syndrome d'Immuno Déficience Acquise
SODECOTON : Société de Développement du Coton du Cameroun
TPG : Trésorier payeur général
UNDP : Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès
VIH : Virus d'Immuno Déficience Humaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Pages
Tableau 1: Composition des membres de l'équipe de facilitation	6
Tableau 2: Liste des différentes espèces faunique	12
Tableau 3: Effectif de la population en fonction de la tranche d'âge	14
Tableau 4: Liste des conseillers municipaux	23
Tableau 5: Patrimoine de la commune de Dziguilao	28
Tableau 6 : axes de renforcement	31
Tableau 7 : Effectif niveau d'organisation des corps de métier	33
Tableau 8 : Difficultés, opportunités et attentes des corps de métier	34
Tableau 9 : Activités, difficultés, opportunités et attentes des groupes vulnérables	37
Tableau 10 : Accessibilité des groupes vulnérables aux infrastructures	37
Tableau 11 : Problèmes identifiés par secteur dans les villages	38
Tableau 12 : Problèmes reformulés	48
Tableau 13 : Besoins secteur hydraulique	50
Tableau 14: Besoins secteur éducation	52
Tableau 15 : Besoins consolidés par secteurs	53
Tableau 16 : Cadre logique du secteur Agriculture	62
Tableau 17 : Cadre logique du secteur Elevage	65
Tableau 18 : Cadre logique du secteur Domaine et affaires foncières	68
Tableau 19 : Cadre logique du secteur Développement Urbain et de l'Habitat	69
Tableau 20 : Cadre logique du secteur Environnement et Protection de la nature	71
Tableau 21 : Cadre logique du secteur Forêt et faune	72
Tableau 22: Cadre logique du secteur Administration, décentralisation et maintien de l'ordre	73
Tableau 23 : Cadre logique du secteur Education de base	75
Tableau 24 : Cadre logique du secteur Enseignement secondaire	77
Tableau 25 : Cadre logique du secteur Enseignement supérieur	80
Tableau 26 : Cadre logique du secteur Santé publique	81
Tableau 27: Cadre logique du secteur Eau et énergie	83
Tableau 28 : Cadre logique du secteur Travaux publics	86
Tableau 29 : Cadre logique du secteur Affaires sociales	87
Tableau 30 : Cadre logique du secteur Promotion de la femme et de la famille	88
Tableau 31 : Cadre logique du secteur Jeunesse	90
Tableau 32 : Cadre logique du secteur Sport et éducation physique	92
Tableau 33 : Cadre logique du secteur Sport et éducation physique	94
Tableau 34 : Cadre logique du secteur Emploi et Formation professionnelle	96
Tableau 35 : Cadre logique du secteur Petites et moyennes entreprises, économies sociales et artisanats	98
Tableau 36 : Cadre logique du secteur Recherche scientifique et innovation	101
Tableau 37 : Cadre logique du secteur Tourisme	103
Tableau 38 : Cadre logique du secteur Culture	105

Tableau 39 : Cadre logique du secteur Industrie, Mines et Développement Technologique	106
Tableau 40 : Cadre logique du secteur Commerce	108
Tableau 41 : Cadre logique du secteur Poste et Télécommunication	110
Tableau 42 : Cadre logique du secteur Travail et sécurité sociales	112
Tableau 43 : Cadre logique du secteur Communication	113
Tableau 44 : Cadre logique de l'institution communale	114
Tableau 45 : Coûts estimatifs par secteur	117
Tableau 46 : Plan d'utilisation et de gestion des terres	119
Tableau 47 : Ressources mobilisables	120
Tableau 48 : Répartition des ressources par quotas	120
Tableau 49 : cadre des dépenses à moyen terme pour les projets prioritaires	121
Tableau 50 : principaux potentiels impacts et mesures d'atténuation	124
Tableau 51 : Plan sommaire de gestion	127
Tableau 52 : Plan d'investissement annuel	129
Tableau 53 : Plan de passation des marchés	131
Tableau 54 : Rôle des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du plan	133

LISTE DES FIGURES

Figures	Pages
Figure 1 : Carte de la commune de Dziguilao	10
Figure 1 : Pyramide des âges de la population de Dziguilao	14
Figure 2 : Comparaison de recettes de la commune de Dziguilao	26
Figure 3 : Comparaison de dépenses de la commune	26

LISTE DES PHOTOS

Photos	Pages
Photo 1 : Cheptel bovin	15
Photo 2 : Vue partielle du marché de Dziguilao	16
Photo 3 : Route Goundaye-Dziguilao	18
Photo 4 : Population à la recherche de l'eau	19

I. INTRODUCTION

1.1 Contexte et justification

Le document de DSRP élaboré en 2002 relève que le plus grand nombre des pauvres est concentré dans l'extrême Nord dont fait partie la commune de Dziguilao. Conscient de ce fait le Gouvernement du Cameroun avec l'aide des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux a mis en place un important programme de développement décentralisé participatif dénommé Programme National de Développement Participatif (PNDP).

Conçu dans l'optique de réduire la pauvreté et de promouvoir un développement durable à la base, le PNDP dans sa deuxième phase se doit d'accompagner les communes pour être dans le train de la décentralisation et pouvoir s'arrimer au document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) et la vision 2035 qui sont les boussoles de développement de notre pays. A ce titre, il a pour mission principale de responsabiliser les communes à la base dans le processus progressif de décentralisation ; afin de les rendre acteurs de leur propre développement. Le mode d'intervention du PNDP passe essentiellement par l'élaboration participative du Plan Communal de Développement (PCD). Ce sont les Instruments de prévision et de partenariat. Le PCD est la vision de développement d'une Commune, un guide des actions à mener dans le temps et dans l'espace pour améliorer le cadre de vie des populations. Autrement dit, c'est une planification de la situation désirée dans le futur en partant de la situation à problème. Il permet à la commune de concevoir, d'organiser, de planifier, de suivre et d'évaluer les activités de développement. Pour l'accomplissement de sa mission, le PNDP s'appuie sur des organisations relais appelées Organisme d'Appui Local (OAL).

Ainsi dans le cadre de ses activités dans la région de l'Extrême-Nord, le PNDP, par le biais d'un appel à candidature, a mandaté l'OAL GIC APD au mois de Décembre 2010, pour l'élaboration du Plan Communal de Développement (PCD). C'est dans cette perspective qu'une équipe pluridisciplinaire des facilitateurs spécialisés en planification participative, a été mis sur pieds pour mener à bien le Diagnostic de l'Institution Communal (DIC) du 2 au 15 avril et la planification le 08 au 10 Août 2011.

1.2. Objectif du PCD

L'objectif global de l'intervention est de définir une vision claire de développement de la Commune Dziguilao pour l'amélioration des conditions de vie des populations et à lutter efficacement contre la pauvreté.

Plus spécifiquement il s'agira de :

- Identifier les principaux atouts et les problèmes de la Commune ;
- Analyser les problèmes identifiés en y apportant des éléments de solution ;
- Elaborer le cadre logique de la commune ;
- Elaborer le cadre de dépense en moyen terme ;
- Elaborer le plan d'investissement annuel ;
- Elaborer le cadre sommaire de gestion environnemental ;
- Elaborer le calendrier de passation des marchés ;
- Définir les modalités de mise en œuvre et de suivi du PCD ;
- Accompagner le Comité de Suivi pour une bonne exécution du PCD.

1.3. Structuration du document

Le présent rapport se décline en cinq articulations :

- La démarche méthodologie utilisée,
- La présentation sommaire de la commune
- Les résultats synthétiques des diagnostics
- La planification
- Une partie réservée aux annexes.

2. METHODOLOGIE

DEMARCHE METHODOLOGIQUE

L'approche Méthodologique utilisée pour l'élaboration du PCD de Dziguilao s'articule autour de:

- La préparation de l'ensemble du processus,
- La collecte des informations et traitement (Le diagnostic participatif),
- La consolidation des données du diagnostic et cartographie
- L'atelier de planification, mobilisation des ressources et de programmation et ;
- La mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

2.1. PREPARATION

La préparation de l'ensemble du processus ou préparation administrative a débuté par la soumission des propositions au niveau des communes en vue d'être éligible à l'atelier de renforcement de capacité des OAL que la PNDP organise. L'atelier de renforcement des capacités des OAL dans la Région de l'Extrême Nord s'est tenu à Yagoua du 19 septembre au 4 octobre 2010. Le GIC APD y a participé avec deux équipes de quatre membres où les travaux se sont déroulés en salle et sur le terrain. Cette étape a permis aux membres de l'APD de découvrir la nouvelle approche nationale de planification.

La signature des contrats s'en est suivie après une rencontre tripartite organisée à Guidiguis pour les communes du Mayo Kani. Par la suite une équipe s'est déployée sur le terrain pour la prise de contact avec l'exécutif communal et les autorités administratives et traditionnelles. Cette équipe a séjourné dans la commune du 03 au 04 décembre 2010 en vue d'expliquer et sensibiliser les différentes parties prenantes.

2.1.1. Préparation pédagogique

La préparation pédagogique a consisté dans un premier temps à la mobilisation de l'équipe pluridisciplinaire devant mener la mission sur le terrain. Cette équipe est constituée de 8 personnes. Un atelier de restitution de la formation de Yagoua fut organisé du 05 au 08 janvier 2011 à Maroua dans les locaux du GIC pour permettre aux différents membres de s'imprégner des outils de planification.

Au cours de cette rencontre, les différents outils ont été présentés et chacun a partagé son expérience sur la stratégie de planification participative. Au terme de ces échanges, les aspects ci-après ont été élucidés :

- Le passage en revue des étapes et outils des diagnostics participatifs (DPV, DEUC et DIC) et de la planification communale. Ceci a consisté à choisir les outils appropriés ; à élaborer le canevas d'animation, et les grilles d'analyse ; et à programmer l'intervention ;
- L'élaboration des fiches de collecte des données de base pour la monographie communale et pour le DIC ;
- L'organisation du travail : Il a consisté à la répartition des rôles des membres au sein de l'équipe.

2.1.2. Information, formation et préparation du Conseil Municipal et d'autres intervenants dans le processus de planification

Lors de l'atelier de formation des OAL, y ont également participé les représentants des communes. Ils leurs revenaient de restituer les travaux à l'ensemble de l'exécutif communal et au conseil municipal. C'est ainsi qu'ils ont été sensibilisés sur l'importance du PCD. L'attention a été portée sur :

- Le rôle du PCD,
- Le contenu du PCD,
- Les objectifs du PCD,
- La démarche d'élaboration du PCD,
- Les critères de qualité du PCD,
- Ainsi que sur les rôles des conseillers municipaux et des autres acteurs de la planification participative communale.

C'est donc en toute connaissance de causes et de conséquences que les acteurs du développement communal au premier chef desquels les conseillers municipaux, ont décidé de structurer et de booster le développement de la commune de Dziguilao.

2.1.3. Information de la tutelle sur la décision d'élaborer le PCD

Dans le souci non seulement de faciliter le déroulement du processus et de l'approbation du PCD mais aussi et surtout de solliciter l'appui de la tutelle à l'élaboration et au suivi de la mise en œuvre du PCD, la Mairie a informé et sensibilisé la tutelle sur la décision d'élaborer le PCD par le biais des courriers.

2.1.4. Mise en place d'un mécanisme formel de suivi

Le mécanisme de suivi des activités du processus d'élaboration du PCD est assuré par le comité de pilotage (COFIL). Ce comité a pour mission de définir les orientations et stratégie du PCD, de veiller au bon déroulement du processus de planification et d'assurer la participation effective des populations. La désignation des membres s'est fait le 17 Décembre 2010 lors de l'atelier de lancement du processus de planification. Les membres ont été choisis en fonction non seulement en fonction de leur compétence mais aussi par souci de représentativité au sein de la commune. L'arrêté municipal consacrant l'effectivité du comité a été signé le 28 Décembre 2010. Le comité est constitué de sept membres dont le président Mr Domga Barthélémy 2^{ième} adjoint au maire.

2.1.5. Invitation des participants

Pour remplir les invitations, il fallait d'abord avoir l'aval de monsieur le Préfet pour sa disponibilité. Une fois la date fixée, les invitations ont été transmises aux acteurs du développement communal notamment l'Exécutif Communal, les Conseillers Municipaux, le personnel communal, les sectoriels, les autorités traditionnelles et religieuses, le secteur privé, les opérateurs économiques, les élites et les organisations de la société civile.

2.1.6. Lancement officiel du processus de planification

L'atelier de lancement du processus de planification dans la commune de Dziguilao a été jumelé avec la dernière session du conseil municipal qui s'est tenu le 17 décembre 2010 dans la salle de réception de la commune. Pour ne pas entraver le programme de cette session, une plage horaire a été réservée à l'OAL pour la présentation de son équipe, puis la démarche métrologique ainsi que son programme de travail.

2.2. Collecte des informations et traitements

La collecte des informations s'est faite sur l'ensemble des trois diagnostics. L'approche méthodologique utilisée est celle participative autour des différents outils spécifiques à chaque type de diagnostic. Ainsi pour le premier palier du diagnostic, le diagnostic au niveau des villages

2.2.1. Diagnostic au niveau des villages

La collecte des données pour la monographie de la commune a été faite sur la base des fiches de collecte des données élaborée à cet effet. L'analyse des données collectées a

permis d'ébaucher une liste des contraintes, des potentialités et des problèmes de l'espace communal.

Le diagnostic se fait en trois jours. Avant la descente de l'équipe sur le terrain, une préparation préalable est faite, où un certain nombre d'informations sont collectées. Ainsi, pour la réalisation du diagnostic participatif au sein des villages, les outils ci-dessous ont été utilisés: la fiche de collecte des données de base, La cartographie du village (unité de paysages, vulnérabilité et mobilité), le diagramme de Venn, la matrice des potentialités/contraintes par secteur d'activité, la matrice SEPO par secteur, l'interview semi structurée (ISS) et le transect, les arbres à problèmes, le tableau des causes / effets, le tableau des solutions endogènes.

Pour ce faire les travaux se déroulent en deux temps (les travaux en groupe socioprofessionnel ou mixte et les travaux en plénière). Toutefois lors de l'introduction, une présentation du PNDP, de ses objectifs et son mécanisme d'intervention ; la mission de la mission de l'APD dans la commune en général et en particulier dans le village est faite.

2.2.2. Diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC)

Le diagnostic au niveau de l'espace urbain communal s'effectue de la même manière que celui du village à la seule différence que l'approche est basée sur les couches vulnérables et les corps de métier. Les mêmes outils sont développés à l'exception du transect. Pour la collecte des informations, on utilise les fiches de collecte des corps de métier et des groupes vulnérables.

2.2.3. Diagnostic de l'institution communale (DIC)

La fiche élaborée à cet effet a été utilisée par les planificateurs et les facilitateurs endogènes communaux, pour collecter les données sur la commune en tant qu'institution. Les points d'attention de la fiche de collecte comportaient entre autres :

- Les ressources humaines (Conseil Municipal et personnel communal),
- Les ressources financières,
- Le patrimoine communal,
- Les relations de la commune avec les différents acteurs (tutelle, secteur privé, partenaires au développement, chefs traditionnels...).

Au terme du DIC, un plan d'action sommaire a été élaboré, pour être soumis à la validation des participants à l'atelier de restitution du DIC qui s'est tenu le 17 juillet 2011.

2.2.4. La collecte des données GPS

Les données GPS ont été collectées à l'aide du GPS sur des fiches préalablement conçues par le PNDP. L'approche consiste à couvrir toutes les infrastructures de la commune, village par village en attribuant un numéro à toutes les infrastructures identifiées et pointées.

2.2.5. Restitution des diagnostics

La restitution des diagnostics a permis aux participants (COPIL) d'enrichir et de valider les résultats du DEUC et DIC. L'accent a été mis sur les contraintes et les atouts de la commune. Elle a permis d'obtenir la liste des axes d'intervention. Elle a été faite en plénière.

2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie

La consolidation des données du diagnostic devrait se faire lors un atelier regroupant le COPIL, les conseillers et les sectoriels. Faute de moyen pour organiser cet atelier et le fait que les OAL étaient déjà très en retard sur le délai, lors de la réunion mensuelle du mois de

juin, cet atelier fut annulé. Ainsi, le GIC APD a procédé à la consolidation des données issues des diagnostics après la validation des rapports du DIC et DEUC au mois d'août 2011.

Ainsi pour le diagnostic sectoriel au niveau des villages, la fiche de consolidation des données a été utilisée. Les problèmes par secteurs de tous les villages ont été sommés pour avoir la liste des problèmes des villages par secteur. En suite, après la validation du rapport du diagnostic au niveau de l'espace urbain communal, les problèmes des corps des métiers et des groupes vulnérables ont été sommés à ceux des villages. Cette liste des problèmes par secteurs pour les deux premiers paliers du diagnostic est complétée par la liste des problèmes de l'institution communale après validation du rapport du DIC.

Avec la liste des problèmes de la commune par secteur, nous avons procédé à une analyse qui a abouti à l'élaboration des cadres logiques. Ces cadres logiques ont été soumis aux sectoriels en vue d'apporter leur critiques et suggestion suivant leur norme sectoriel.

2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

L'atelier de planification s'est tenu du 08 au 10 Août 2011. Au cours de ces travaux, il était question de valider les résultats des diagnostics et d'amender les cadres logiques, puis procéder à la planification (CDMT) en fonction des ressources mobilisées et la programmation (PIA). L'approche méthodologique utilisée est toujours l'approche participative. Les travaux se sont déroulés en plénière et en groupe. Les outils utilisés sont les cadres logiques, les tableaux de planification et de programmation.

Ainsi pour la première étape (validation des cadres logiques), les sectoriels ont tour à tour exposé les cadres logiques en mettant l'accent sur les retouches apportées et le respect des normes sectorielles. Les participants à leur tour posaient les questions au sectoriel et à l'OAL en vue d'avoir plus d'éclaircissement.

La seconde étape de la planification a été dévolue au maire. Mr SOURESSAM a présenté les ressources que la commune et ses partenaires peuvent mobiliser pour financer le PCD. Ainsi, la capacité d'investissement de la commune a été dégagée sur une moyenne du budget d'investissement des trois dernières années, puis la part des partenaires de la commune que sont le PNDP et le PDR-EN a été quantifiée. Les ressources mobilisables une fois identifiées ont permis d'orienter la suite des travaux à savoir la planification.

L'élaboration du CDMT s'est fait en fonction du montant des ressources. Un accent a été mis sur les secteurs sociaux prioritaires. Ainsi, le maire a orienter sa vision sur l'éducation, l'eau et l'énergie, la santé et les travaux publics. Un montant a été alloué à chaque secteur en fonction de sa priorité. En fonction du montant alloué, les actions prioritaires ont été retenues et étalées sur les trois prochaines années.

Les actions retenues dans le cadre de la première année ont fait l'objet du PIA.

Pour mener à bien l'atelier de planification, l'équipe composée de 05 experts fut constituée. Le tableau 1 comme l'illustre:

Tableau 1: Composition des membres de l'équipe de facilitation

N°	Noms et Prénoms	Sexe	Niveau d'étude	Qualités	Qualifications
1	HAIWANG RENE	M	BAC+ 5	Chef d'équipe	Ingénieur du Génie rural
2	MOULAKDI ANDRE	M	BAC +5	Facilitateur	Professeur des écoles normales
3	TABOULI CELESTIN	M	BAC +2	Facilitateur	Technicien supérieur en agriculture

4	MAIRAMA	F	BAC	Facilitateur	Promotrice de santé communautaire
5	WANBARA GORSALA	M	BAC	Facilitateur	Infirmier vétérinaire

2.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

La mise en place du mécanisme de suivi de la mise en œuvre de PCD s'est faite le dernier jour de l'atelier de planification. Le comité de suivi évaluation met terme au travail effectué par le COPIL. Ainsi les modalités de désignation des membres ont été communiquées aux participants et les conditionnalités. A l'issue de la concertation entre le maire et les différents conseillers, un bureau de 10 personnes a été constitué. Il s'agit de DOMGA Barthélemy comme président, WANKAGUE ANOTOLE rapporteur par ailleurs agent communal de développement du PNDP et des membres NDOUMGA Robert, SADOU Jonas, TAÏDANDI, DANWANG Théophile, DJONWE Germain et DJORWE. L'arrête municipal consacrant l'effectivité de ce comité a été signé le 24 novembre 2011. Ce comité a pour principale mission le suivi des activités de la mise en œuvre du PCD.

2.6. Plan de communication du PCD

A l'issue des travaux, pour une diffusion du PCD, il a été demandé aux conseillers et à l'exécutif quel sera la stratégie de communication du document. Ainsi, les différentes sources de médiatisation ont été inventoriées.

3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

PRESENTATION DE LA COMMUNE**3.1. Localisation**

La commune de Dziguilao se situe dans l'arrondissement de Taibong, département du Mayo-Kani, région de l'Extrême-Nord. Elle se trouve sur la frontière Cameroun-Tchad. Elle est limitée par :

- au Nord par l'arrondissement de Guidiguis
- au sud par la République du Tchad
- à l'EST par l'arrondissement de Tchatibali
- à l'Ouest par l'arrondissement de Kaélé

La commune de Dziguilao est parmi les dernières unités administratives à être créé dans le département du Mayo Kani. Elle a été créée par décret présidentiel n° 93/321 du 25 novembre 1993 après l'éclatement de l'arrondissement de Guidiguis en 3 unités administratives. Cette unité administrative compte 10 villages regroupés autour des chefferies traditionnelles à savoir 3 chefferies de deuxième degré (Goundaye, Dziguilao et Golonghini) et 7 chefferies de troisième degré (Balané, Barlang, Domba, Maporé, Mbraodong et Souaye).

La carte de la commune est représentée par la figure 1.

Figure 1 : Carte de la commune de Dziguilao

3.2. Milieu biophysiques

3.2.1. Climat

Le climat de la région est de type soudano sahélien, caractérisé par deux saisons : une saison de pluie et une saison sèche. La saison de pluie dure quatre mois soit de juin à septembre. Quant à la saison sèche, elle s'étend d'octobre à mai soit huit mois. Les précipitations moyennes annuelles des cinq dernières années dans l'arrondissement sont d'environ 800 mm. Les mois les plus pluvieux sont ceux d'août et de septembre.

La température moyenne annuelle est de 27°C avec une amplitude annuelle de 8°C; avec un minimum de 21°C et un maximum de 45°C. Les mois les plus chauds sont ceux de mars, avril et mai, tandis que les mois les plus froids sont ceux de décembre, janvier et février.

Les vents dominants dans la région sont :

La Mousson : de direction Ouest-Est, il souffle de mai à septembre

L'Harmattan : vent chaud et sec, il souffle du nord vers le sud à partir du mois d'octobre jusqu'en avril.

3.2.2. Sols

Les sols de la région sont très diversifiés et se caractérisent par la coloration qui tend à se noircir et sa texture qui varie d'un endroit à un autre. On note :

- les sols sablo limoneux
- Les sols à texture sablo argileux,
- Les sols alluvionnaires à texture sablo limoneux, qui se trouvent dans les plaines et surtout sur les abords des mayos.

3.2.3. Relief

Le relief de la région est caractérisé par un ensemble de plaines. Le relief est peu accidenté. En effet, le territoire de la commune de Dziguilao est plat. Il n'existe pas de massif rocheux.

3.2.4. Hydrographie

La commune de Dziguilao est arrosée par deux mayos, le mayo de Mbraodong qui sert de limite naturelle entre la République du Cameroun et celle du Tchad, et le mayo de Dziguilao qui prend sa source dans ses environs. Ces cours d'eau sont irréguliers et à sec pendant une bonne partie de l'année. Leur écoulement de surface ne dure que trois à quatre mois : juillet, août, septembre et octobre (saison de pluie).

3.2.5. Flore / Végétation

La végétation dominante est la savane arbustive caractéristique de la zone soudano sahélienne. La flore est assez diversifiée. On y rencontre les espèces comme *Faidherbia albida*, *Ziziphus mauritiana*, *Tamarindus indica*, *Azadirachta indica*, *Acacia seyal* etc. Certaines de ces plantes sont utilisées dans la pharmacopée traditionnelle.

Il est à signaler qu'*Azadirachta indica* gagne du terrain dans toute la zone et s'impose comme la formation végétale la plus présente. Il est favorisé par le phénomène de reboisement.

Cette végétation subit une forte détérioration suite à la poussée démographique, à la création des nouvelles plantations et à la coupe abusive du bois de chauffe et de service.

3.2.6. Faune

Dans ces localités la faune sauvage est en voie de disparition les espèces les plus représentés sont les mammifères (antilopes et gazelles), les reptiles : serpent, les varans ; les oiseaux (pigeon, pintade, héron, corbeau et vautours) ; rats écureuils et les insectes

Tableau 2: Liste des différentes espèces faunique

Espèces	Nom scientifique
Actiodactyles	
Céphalophe de grimm	Sylvicapra grimmia
Gazelle à front roux	Gazella rufifrons
Phacochère	Phacocheirus africanus
Rongeurs	
Porc-épic	Hystrix cristata
Ecureuil fouisseur	Euxerus erythropus
Lièvre à oreille de lapin	Lepus saxatilia
Reptiles	
Varan	Varanus exanthematicus
Python canin	Python canina

3.2.7. Unités écologiques

La commune de Dziguilao est parsemée de plusieurs unités écologiques à l'instar de la savane, des mayos et des sols holomorphes.

-La savane : Elle est de type arborée. Les populations y prélèvent le bois de chauffe et de service. Celle-ci connaît une dégradation rapide du fait de l'action de l'homme. Le principal problème qu'on y rencontre c'est le déboisement.

-Les mayos : ils sont la plus part des temps asséchés et constituent un important potentiel en ressources naturelles telle le sable. Avec les alluvions qui se déposent sur les berges lors des inondations, les alentours des mayos sont prisés pour le développement du maraîcher.

-Les sols holomorphes : Ce sont les zones incultes abandonnées par les populations. Ces zones peuvent être récupérées et constituées des réserves forestières qui à termes pourraient être bénéfiques non seulement à la commune, mais à toutes les populations et contribueraient à stopper l'avancée du désert.

-Les zones inondables : Ce sont les zones où pendant l'eau stagne pendant les mois les plus orageux. Ces zones de dépression se trouvent pratiquent dans l'ensemble de la commune. Ils sont propices pour le maraichage et la pratique du riz pluvial. C'est le cas du village Mbraodong où il existe un fort potentiel pour le développement du riz pluvial.

3.3. Milieu humain

3.3.1. Histoire

Pour rapprocher les administrés des administrateurs, le gouvernement de la République du Cameroun a créé l'unité administrative de Taïbong, ayant pour chef lieu Dziguilao par le biais

du décret présidentiel n° 93/321 du 25 novembre 1993. Cette unité est créée suite à l'éclatement de l'ancienne commune de Guidiguis.

La commune a vu succéder à sa tête trois maires. Il s'agit tour à tour de M BINWE, DJORWE et SOUARESSAM DENIS qui ont tous fait un mandat de cinq ans à l'exception du troisième qui est en cours de mandat. Chaque maire a pu réaliser selon les conditions locales les actions entrant dans le cadre du développement de la commune et l'épanouissement des populations de l'arrondissement.

3.3.2. Culture

La culture dans l'arrondissement se résume à la culture Toupouri de part la composition de la population qui est à 99% de cette ethnie. Elle s'articule autour des rites, des cérémonies de naissance, des mariages, des décès et des fêtes traditionnelles et religieuses.

L'initiation concerne les jeunes garçons de 07 ans au moins qui sont conduits en brousse par les maîtres pendant trois mois pour leur apprendre à devenir des hommes. Ces dernières années la période de trois mois n'est pas respectée compte tenu du calendrier scolaire. C'est une phase très nécessaire chez les Toupouri. Les fêtes traditionnelles sont le "féo kagué", le « féo Baa » ou « Yii Baa », fête du coq généralement célébré au mois d'octobre par les Doré ; le "féo guéré" ; le »féo baaré. Les danses les plus célèbres sont le « Gourna » et le « waïwa ». Le mariage en pays toupouri s'effectue de la manière suivante. Toute jeune fille en âge de procréer (14 à 21 ans) est convoitée par un prétendant. Le mariage se fait entre les habitants du village, des villages voisins et même en dehors du pays mais entre les différents clans. La dote dépend de l'entente entre la famille du prétendant et celle de la jeune fille. Il est strictement interdit de voir un couple de même clan s'unir pour se marier. Autrefois, la dote était très élevée, elle reste aujourd'hui symbolique. De ce fait, cette dote s'élève généralement :

- 06 bœufs pour le père de la fille,
- 07 chèvres accompagnées d'un gros bouc pour la mère de la fille,
- Une somme de 80000 à 120000 francs CFA pour le père de la fille.

La succession dépend de l'organisation de chaque famille. Dans le cas où le fils ne peut succéder à son père, c'est l'oncle paternel qui intervient. Les décisions sont prises hiérarchiquement par le chef du village et familièrement par le chef de famille.

Le couscous de mil est le met principal, il est le plus souvent accompagné de sauces très épicées ou de légumes. Le mode d'habillement est celui du boubou chez les hommes et le pagne chez les femmes

Il existe également dans l'arrondissement des chrétiens et des musulmans. Chaque religion a ses fêtes. Les différentes religions mènent leurs activités en toute tranquillité.

Les différentes ethnies de la commune cohabitent pacifiquement. On enregistre des mariages interethniques.

3.3.3. Données Démographiques

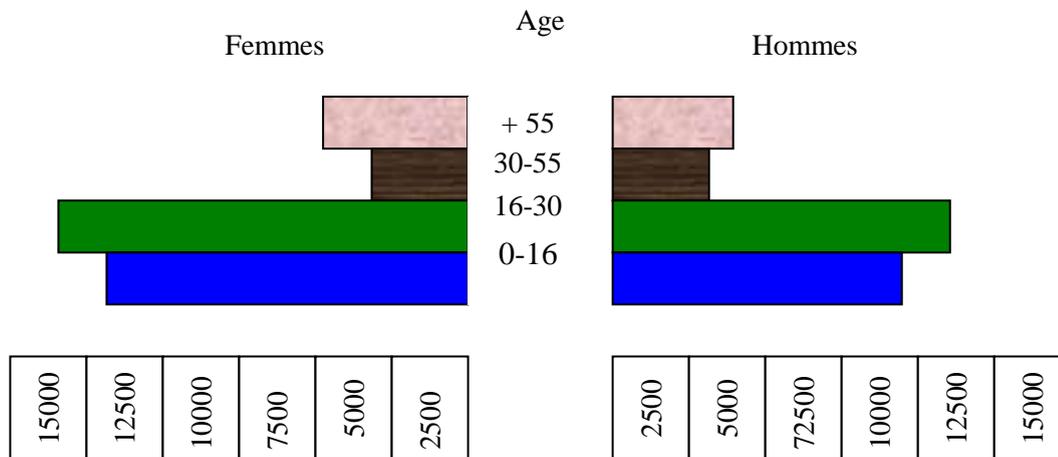
La commune de Dziguilao couvre une superficie de 264 km² et a une population estimée à 50 387 habitants, soit une densité de population de 191hbs/Km². Cette population est répartie dans les 10 chefferies que compte l'arrondissement. Il s'agit de 3 chefferie de deuxième degré (Goudaye, Dziguilao et Golonghini) et de 7 chefferies de troisième degré (Balané, Barlang, Domba, Maporé , Mbraodong et Souaye). En ce qui concerne la population le tableau 3 illustre l'effectif de la population en fonction de la tranche d'âge.

Tableau 3: Effectif de la population en fonction de la tranche d'âge

Sexe/ classes d'âge	0 – 16 ans	16 – 30 ans	30 – 55 ans	plus de 55 ans	Total
Hommes	9158	9565	2494	1961	23178
Femmes	10750	11229	2928	2302	27209
Total	19908	20794	5422	4263	50387
%	39,51%	41,27%	10,76%	8,46%	100%

Source : adapté des données collectées sur le terrain et les données de la commune

La pyramide des âges (figure 1) montre la répartition et la structure de la population par classe d'âge et par sexe.

**Figure 2 :** Pyramide des âges de la population de Dziguilao

3.3.4. Mobilité de la population

Les populations de la commune de Dziguilao sont essentiellement agricoles dans la zone Cette dynamique population de la commune de Dziguilao, du fait de sa situation géographique proche du Tchad et des liens séculiers qui existent entre elles, les populations de Dziguilao vont au Tchad pour les raisons de commerce, de visite familiale et d'élevage. Ces populations vont également dans toutes les autres communes voisines à savoir Tchatibali, Kaélé, Guidiguiss, Touloum, datchéka et Doukoula. En plus des ces communes environnantes, les populations vont également dans les autres départements de la Région de l'Extrême nord ainsi que les autres régions du pays pour diverses raisons (commerce, santé visite familiale, étude, agriculture, élevage)

3.3.5. Activités économiques

Les populations de la commune de Dziguilao sont essentiellement agricoles dans la zone rurale. Cependant, elles pratiquent aussi l'élevage, l'artisanat et le petit commerce. Dans la zone urbaine, en dehors des activités ci énumérées, on dénombre les travailleurs dans le secteur public et dans le secteur privé formel et informel.

3.4. Principales infrastructures par secteur de la Commune

3.4.1. Les secteurs productifs

➤ L'agriculture

L'agriculture est la principale activité économique et porte essentiellement sur les cultures vivrières (sorgho de saison des pluies, le sorgho de contre saison, arachides, sésame, niébé, le riz pluvial, le maïs), les cultures de rentes (oignons, coton), les tubercules (patate, manioc). Les techniques culturales sont archaïques, et pratiquées avec du matériel rudimentaire. Cette agriculture est sujette la plupart de temps aux conditions naturelles défavorables et aux intempéries. Les produits de cette activité sont destinés à l'autoconsommation et à la commercialisation. Le nombre d'actifs agricole est estimé à 21 000 environ. Les rendements tournent autour de 1000 kg/ha pour les céréales, 800 kg pour les oléagineux, 1200 kg pour les tubercules notamment la patate.

Comme infrastructure, on trouve dans l'arrondissement une délégation d'arrondissement, deux postes agricoles et un secteur SODECOTON.

Les difficultés majeures dans ce domaine d'activité sont :

- Les difficultés d'accès aux engrais, semences et produits phytosanitaires (éloignement des centres de distribution et prix élevés) ;
- L'inadéquation du matériel de travail (archaïque) ;
- Difficultés de commercialisation (absences de marchés dans certains villages) ;
- Les difficultés d'accès au financement ;
- La faible structuration ou organisation des acteurs.

➤ L'élevage

L'activité d'élevage est pratiquée presque par toute la population. L'élevage se fait suivant le mode mixte : en divagation pendant la saison sèche et en claustration/ transhumance en saison des pluies. Les espèces élevées sont : les bovins, caprins, ovins, porcins, et volaille etc. il n'existe pas de ferme avicole.

Sur le plan infrastructurel on note la délégation d'arrondissement et deux centres zootechniques de contrôle vétérinaire (CZCV). On y trouve des parcs vaccinogènes, des puits pastoraux, des parcs à bétail, des mares et des magasins. Selon les chiffres recueillis auprès du responsable du MINEPIA, la localité dispose de 6650 têtes de bovins, 8700 ovins, 9800 caprins, 1350 porcins, 3200 volailles, 52 équins 125 asins et 1750 canins ces différents cheptel connaissent les problèmes d'insuffisance de pâturage, l'étroitesse des pistes à bétail, le tarissement des marres artificielles et les épidémies qui sévies de manière régulière dans la localité.

Les activités liées à la pêche sont rythmées par les écoulements de surface des cours d'eau et les mares. La courte durée des eaux de surface ne favorise pas le développement de ces activités. Elles se pratiquent à l'aide des nasses et lignes.



Photo 1 : Cheptel bovin**➤ L'exploitation des ressources naturelles**

La commune repose sur des ressources naturelles que sont : les carrières de sable, la latérite, le bois et les essences qui ont des propriétés formidables pour les populations de Dziguilao. Celles-ci restent inexploitées et ne sont prélevées par les populations que pour des besoins ponctuels.

➤ La chasse

Cette activité se raréfie au fil des années à cause de la diminution de l'habitat naturel des animaux. Les populations organisent des parties de chasse groupées pour accomplir certains rites traditionnels. Le matériel de chasse utilisé est les bâtons et quelquefois des pièges. Les produits de cette activité sont destinés à l'autoconsommation.

➤ La transformation

Il n'existe aucune unité de transformation industrielle dans la commune de Dziguilao. néanmoins, les populations transforment de manière artisanale les arachides et les grains de neems et de caïcédrat en huile végétale très prisée. On peut aussi signaler la transformation du mil en "Billi-Billi" ; une sorte de boisson traditionnelle.

➤ Le commerce et les équipements marchands

La commune compte un grand marché formel qui fonctionne périodiquement. Il s'agit des marchés de Dziguilao qui se tient tous les jeudis. Le marché de Dziguilao draine des foules immenses venant des horizons divers. Les commerçants viennent du grand sud du pays, de l'ensemble de la Région de l'Extrême-Nord et des pays voisins comme le Tchad et Nigéria. A ces marchés s'ajoutent les marchés périodiques des villages tels que pont vert Goundaye, Golonguini. On y retrouve dans ces marchés des produits tels que, le vivriers, le bétail, les petits ruminants, la volaille, les produits manufacturés etc.



Photo 2 : Vue partielle du marché de Dziguilao

➤ L'artisanat, le Tourisme

L'artisanat est aussi pratiqué dans la commune de Dziguilao. Cette activité n'est pas trop développée. On y rencontre des tanneurs, des maroquiniers, des forgerons qui fabriquent des haches, des couteaux, des faucilles, etc. ; des potiers qui fabriquent des canaris ; des tisserands qui fabriquent des nattes et tout autre objet d'art en paille. Le marché de l'artisanat

est peu structuré malgré le nombre d'artisans. Il manque de débouchés, pour les produits de l'artisanat, ceci crée un désintéressement progressif des populations dans la zone rurale.

Sur le plan touristique, la commune possède des potentialités peu exploités. La richesse culturelle constitue la première potentialité. Sa localisation à la frontière avec la Tchad est de nature à favoriser cette activité. Egalement le projet de création d'un parc dont l'arrondissement fait parti, est de nature à booster ce secteur.

➤ **Grenier**

Les populations stockent leurs récoltes dans les greniers construits dans les concessions (greniers traditionnels). Ces greniers sont de forme arrondie et surmontés par des pierres pour éviter la destruction des produits par les termites et autres ennemies. Il existe une autre forme de greniers traditionnels qui sont fait de tiges de mils. Ils ont la forme arrondie. Les produits stockés sont : maïs, mil, niébé, sésame et fonio. Ils sont généralement faits en matériaux provisoires (terre cuite, ou en tige de mil).

Il existe tout de même des magasins de stockages qui ont été construits par des organisations privés comme le PREPAFEN, le PSSA, la SODECOTON, etc. L'accès à ces magasins est subordonné au prélèvement préalable d'un franc symbolique représentant les frais d'entretien et d'emmagasiner.

A coté de ces magasins on dénombre également le magasin du FAO/PAM.

➤ **Machinisme**

Comme dans toute la région, Le machinisme n'est pas très avancé dans la commune de Dziguilao. On signale tout de même la présence des machines chez certains particuliers. On trouve aussi des moulins à écraser, des groupes électrogènes et des motos pompes qui font office de machinisme dans la communauté.

➤ **Les activités génératrices de revenu**

Les activités génératrices de revenus portent sur le commerce et les activités temporaires comme le transport par "moto taxi", les « call-boxeurs », les garagistes, les couturiers, les coiffeurs, les boutiquiers et les vendeurs du carburant etc. Leur revenu est difficilement estimable du fait du caractère informel de l'activité. Mais ceux qui s'y engagent trouvent leur compte malgré la rareté des clients. Le secteur alimentaire est représenté par les grands restaurateurs et les petits dits « tourne dos ».

3.4.2. Les secteurs sociaux

➤ **Education**

Sur le plan éducatif, la commune de Dziguilao compte 37 écoles primaires (34 publiques, 01 privées, 02 des parents) ; 05 établissements secondaire (02 lycées et 03 CES).

Dans l'éducation de base, on compte pour l'ensemble des écoles 195 enseignants dont 73 maîtres, 108 Instituteurs contractuels et 17 fonctionnaires ; 11904 élèves ; 126 salles de classe ; 1063 tables bancs ; 21 latrines et 4 points d'eau.

Dans l'enseignement secondaire, on a 05 établissements d'enseignement secondaire avec 2254 élèves, 55 enseignants dont 37 35 salles de classe, 699 tables bancs, 12 latrines, 1 point d'eau.

L'enseignement supérieur n'est pas représenté dans l'arrondissement. Néanmoins les enfants de l'arrondissement fréquentent les différentes universités et grandes écoles du pays.ils s font face à plusieurs difficultés.

Il faut noter que la majorité des écoles primaires et secondaires souffre d'une insuffisance d'infrastructures, d'équipements scolaires et des enseignants qualifiés.

➤ **Santé**

Sur le plan sanitaire, il existe 06 structures dans l'arrondissement (05 CSI publics, et 01 dispensaire privé catholique). Les CSI sont situés à Dziguilao, Goundaye, Golonguini, Balané et Barlang. Il n'y a pas de médecins. On trouve 33 personnels sanitaires dont 03 infirmiers diplômés d'état (IDE), 05 infirmiers brevetés (IB), 16 Aides soignants (AS), 04 techniciens adjoints de laboratoires (TAL), 06 commis et 03 autres personnels d'appui.

➤ **VIH/SIDA**

La situation du VIH/SIDA est alarmante dans la zone. Le taux de prévalence varie entre 3% et 4%. Ce taux se situe au dessus de la moyenne régionale. Il est favorisé par le déficit d'information, le poids des traditions qui prône la polygamie, le nombre élevé de rapports non protégés.

La prise en charge des malades ou des personnes vivant avec le VIH/SIDA au niveau des centres de santé n'existe pas. Ces centres de santé ne disposent que de test. Pour leur approvisionnement en ARV, les malades se rendent à l'hôpital Régional de Maroua ou Yagoua où sont logés les centres de prise en charge et de dépistage.

➤ **Routes**

Les routes de la commune de Dziguilao souffrent d'un entretien irrégulier et inapproprié, d'une absence de fossés latéraux pour empêcher la détérioration rapide de la chaussée et d'un mauvais état voire une absence des ouvrages de franchissement. Le phénomène d'érosion est le véritable ennemi de ces routes.



Photo 3: Route Goundaye-Dziguilao

➤ **Eau et énergie**

Le réseau hydraulique est présent dans la commune à travers les puits et forages. On compte environ 41 forages (parmi lesquels 5 en pannes), 38 puits à ciel ouverts. Les communautés s'approvisionnent à partir des puits à ciel ouvert, des forages et des mayos. On constate que le nombre de points d'eau ne croît pas avec l'augmentation exponentielle de la population. L'approvisionnement en eau reste un problème majeur pour certaines populations car il n'existe pas une mini adduction d'eau potable qui devrait desservir la population urbaine. Les forages et puits sont donc insuffisants et à cela s'ajoute la faible gestion de ces points d'eau existants.

Il faut signaler qu'il n'existe pas encore d'électrification dans l'arrondissement. Le réseau électrique d'AES SONEL est en cours dans la commune. La première phase de connexion de la commune sur financement FEICOM est matérialisée sur le terrain par le dépôt des poteaux. Il existe des particuliers qui utilisent les groupes électrogènes dans les. Les énergies renouvelables ne sont pas utilisées



Photo 4 : Population à la recherche de l'eau

➤ **Assainissement**

Il existe au sein de la commune un bureau de l'hygiène et de l'assainissement. Dans la zone urbaine, la collecte des ordures est assurée par la population elle-même qui essaye tant bien que mal de faire propreté. Le relief plat du territoire de la commune ne favorise pas le drainage des eaux. Dans la zone urbaine les canaux de drainage ne débouchent pas sur un exutoire. Ce réseau est peu dense et se trouve bouché par les ordures et le sables.

➤ **Environnement**

La situation de l'environnement est très préoccupante dans la mesure où plusieurs de ses composantes subissent une dégradation progressive plus ou moins irréversible. Ces composantes sont la végétation et le sol.

Végétation : le couvert végétal subi de plein fouet les phénomènes de déboisement et des feux de brousse qui laissent libre cours à l'avancé du désert et favorise la faible pluviométrie..

Sol : les feux de brousse dénudent les sols et les exposent au phénomène d'érosion qui enlève la partie arable du sol et l'appauvrit. De plus les vieilles piles jetées dans la nature polluent les sols en plomb et constituent un poison pour les micro-organismes du sol.

3.4.3. Services sociaux de base

Il n'existe aucun centre de promotion et d'insertion social dans la commune. Malgré tout l'exécutif communal tient compte de l'assistance aux sinistrés (les inondations, les éboulements de terrain, etc...).

➤ **Protection sociale**

La protection sociale dans la commune est limitée à ceux qui travaillent et qui sont du reste soit pris en compte par le trésor (cas des agents de l'Etat et fonctionnaires) soit pris en compte par la CNPS. Toutefois dans chaque village, il existe une chaîne de solidarité à travers les comités de développement et les tontines.

➤ **Moyens d'information et de communication**

Aucune radio rurale n'existe dans cette commune. Toutefois la population bénéficie du réseau FM 94.8, la radio rurale de Kaélé et reçoit faiblement le signal de la CRTV télé. Les réseaux Orange, MTN sont présents par endroit faute d'antenne. La couverture de la commune n'est pas totale. Le réseau Camtel est absent et aussi l'internet.

➤ **Organisation Sociale**

L'organisation sociale de Dziguilao est celui du lawanat. Elle est divisée en trois lawanats (Dziguilao, Golonguini et Goundaye). Ces lawanats correspondent aux chefferies de 2^{ème} degré. Les 7 autres chefferies de troisième degré sont autour de ces chefferies de 2^{ème} degré. Dans les villages, on trouve des chefs de villages appelés 'djaoro'.

Du point de vue des services, nous notons : une sous préfecture, les délégations d'arrondissement de l'agriculture, élevage, poste et télécommunication, le poste forestier, le commissariat spécial, la brigade de gendarmerie.

3.4.4. Acteurs du développement de la Commune

Les acteurs de développement dans la commune de Dziguilao sont représentatifs. En dehors de l'Etat à travers les services déconcentrés, il y a aussi les programmes comme le PNDP, la GTZ/PADDL, PDR-EN; les organisations locales à l'instar du CODAS-CARITAS. Le dynamisme des élites est appréciable à travers les différents comités de développement. Tous ces organismes travaillent ou ont travaillé pour l'amélioration des conditions de vie des populations et pour réduire la pauvreté.

4. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

SYNTHESE DES RESULTATS**4.1. Synthèse du DIC****4.1.1. Gestion des ressources humaines**

Les ressources humaines constituent la commune un potentiel atout pour son essor dans la mise en œuvre de ses activités en vue de remplir la mission qui est assignée. Dans la commune de Dziguilao comme dans les autres communes, les ressources humaines sont réparties divers domaines services à savoir ; l'exécutif communal, le conseil communal et le personnel communal qui sont les trois principaux organes de la commune. Pour leur gestion une fiche de ressources humaines est élaboré par le secrétaire général dans la quelle sont les taches et rôles de tout un chacun au sein de la commune.

➤ Du personnel communal

La commune de Dziguilao dispose en son sein de 16 agents dont 01 femme seulement et 15 hommes. Le plus petit des agents a 25 ans et le plus vieux est âgé de 59 ans .La représentation du genre féminin est très insignifiante au niveau communal car l'aspect genre n'a pas été prise en compte lors que le besoin de recrutement est ressenti au sein de la commune. Tout le personnel sont employés comme permanents sont assurés à 90 % à la CNPS et la majorité d'entre eux n'ont pas atteint l'échelon requis pour pourvoir à certains postes et fonctions de bureau. Ils sont les suivants ;

- le personnel permanent :
 - 01 secrétaire général
 - 01 secrétaire particulier
 - 01 agent d'hygiène
 - 02 gardiens de la réserve communale
 - 01 chef du bureau du personnel
 - 01 chef du bureau du courrier
 - 02 chefs du bureau d'assiette
 - 01 chef de bureau d'hygiène
 - 01 chef cellule informatique
 - 01 gardien de nuit
- le personnel temporaire
 - 01 domestique
 - 01 chauffeur
- personnel détaché
 - 02 détachés dans les services de la perception financière
 - 01 détaché au poste forestier
 - 01 veilleur de nuit a la résidence du sous-préfet

➤ Rémunération et bénéfices sociaux alloués aux agents communaux

Le personnel communal est recruté à base du texte régissant le code de travail camerounais. Chacun des employés recrutés au sein de la commune dispose d'un contrat de travail et perçoit régulièrement son salaire mensuel. Tous sont recrutés comme des permanents sur titre de décisions d'engagement communal. Le salaire du personnel varie entre 40227 FCFA à 121560 FCFA. Tout le personnel est affilié à la CNPS et bénéficie des avancements au même titre que les fonctionnaires de l'Etat dans l'exercice de leur fonction.

A l'extérieur de l'institution, la commune a affecté 4 des ses agents dans d'autres services 02 à la recette municipale, 02 au poste forestier ; les quels travaillent en collaboration avec ces services pour le besoin du personnel en poste. Le tableau ci jointe en annexe présente le nombre de personnel permanent, leur qualification de base dans leur travail au sein de la commune.

➤ **La masse salariale du personnel communal.**

Au sein de la commune, le personnel perçoit une masse salariale mensuelle de 1.272.113 de CFA pour une masse totale annuelle de 15.697.356 FCFA. Mais, il est à signaler qu'aucun cas d'aérés de salaire n'a été enregistré ou évoqué par le personnel dans leur fonction jus qu'à lors. Cependant, on note quand même un retard dans le paiement de salaire de 4 à 10 jours dans certaines périodes. Pour plus de détails concernant le salaire du personnel, le tableau ci après illustre davantage la situation salariale.

➤ **La politique de gestion des ressources humaines**

Le recrutement du personnel dans la commune de Dziguilao se fait souvent en fonction de besoins que les services éprouvent. Pour cela, le personnel doit être recruté à base d'un dossier qu'il soumet à l'exécutif communal pour étude après qu'il soit engagé comme étant un temporaire plu tard devient permanent. Mais on n'a remarqué que le profil de carrière du personnel en fonction dans la commune ne cadre pas presque pas avec les postes occupés ainsi que leur formation de base cadre avec peu avec les taches et celles additionnelles et formelles qui sont assignées aux agents communaux. De même que la présence du manuel de règle de procédure décrivant la gestion du personnel et de ressource fait également défaut dans la commune. C'est pourquoi, il y'a donc souvent de problèmes dans la réalisation de certains services en ce concerne certains agents communaux. Malgré qu'il un service chargé de gestion personnel au sein de la commune, il se pose encore souvent de problèmes dans la mise œuvre d'une initiative puisqu'il manque de personnel qualifié dans certains services .l'ensemble du personnel a un niveau bas et raison pour la quelle il devient difficile de suivre et réaliser certaines actions qui leur sont confiées car elles exigent l'appui des spécialistes. Ceci s'explique au fait que la commune n'a pas mis en place, une politique d'embauche sur la base de formation scolaire, de l'expérience professionnelles et des aptitudes intellectuelles. C'est ainsi qu'il ya parfois cumul des tâches, par exemple le chef du personnel communal pour combler le besoins de service.

➤ **Composition et organisation du Conseil Municipal**

Composition du conseil municipal

Le conseil municipal qui est l'organe de délibération de la commune de Dziguilao est constitué de 25 membres dont 24 hommes et 01 femme seulement. Ils sont repartis entre le l'exécutif communal et les conseillers municipaux. Ils sont essentiellement âgés avec un écart de 71 à 52 ans. La représentativité des femmes et des jeunes est négligée au conseil. Ceci traduit leur isolement à la prise de décisions, compromet la participation à la mise en œuvre du processus de décentralisation et par conséquent constitue un handicap pour leur épanouissement.

L'exécutif communal est constitué du maire et ses deux adjoints (A1 et A2). Il est composé de catégories socioprofessionnelles à savoir le fonctionnaire (maire), agronome, vétérinaire, instituteurs, et cultivateurs. La liste exhaustive de conseillers montre le profil de tout chacun d'eux.

Tableau 4: Liste des conseillers municipaux

N°	Nom et prénom	Date de naissance	Sexe	Catégorie socioprofessionnelle	Parti politique
1	Souaressam Denis	1965	M	IEPM	MDR
2	Djaowé Albert	1962	M	Moniteur sodecoton	MDR
3	Djonwé Germain	1962	M	Cultivateur	MDR
4	Domga Barthlemy	1967	M	Cultivateur	MDR
5	Maigari	1954	M	Animateur régional sodecoton	MDR

6	Lissou	1956	M	Cultivateur	MDR
7	Tchombé René	1960	M	Enseignant	MDR
8	Patamassou Gaston	1961	M	Infirmier accoucheur	MDR
9	Guéla Douksala	1964	M	Cultivateur	MDR
10	Sadou Jonas	1968	M	Cultivateur	MDR
11	Peré André	1965	M	Entrepreneur	MDR
12	Djorwé	1966	M	Cultivateur	MDR
13	Temdandi Sereossoumou	1940	M	Cultivateur	MDR
14	Mbarga Moise	1968	M	Couturier	MDR
15	Djorwé Gabriel	1968	M	Technicien de génie sanitaire	MDR
16	Ndoumga Robert	1965	M	Cultivateur	MDR
17	Djakdjinkreo Houlibelé	1969	M	cultivateur	MDR
18	Mme Nkodai	1956	F	Ménagère	MDR
19	Djarmaila Jean Pierre	1965	M	Cultivateur	MDR
20	Wilbéle Yorkissam	1960	M	cultivateur	MDR
21	Debé David	1963	M	IEG	MDR
22	Taiwé Raymond	1968	M	TA/AC	MDR
23	Mboudga Maurice	1962	M	cultivateur	MDR
24	Djonkamla	1962	M	Temporaire Sodecoton	MDR
25	Dawang Theophile	1982	M	cultivateur	MDR

Le fonctionnement du conseil municipal

Le conseil communal de Dziguilao tient deux sessions ordinaires au lieu de quatre par an dans l'optique de voter le budget et d'adopter le compte administratif de la commune .il peut aussi se réunir en, session extraordinaire en cas d'un problème évoqué par les populations ou au cas où il y'a une action à réaliser. Les délibérations du conseil se font sur ce qui a été préparé par le maire et le secrétaire général en rapport aux actions antérieures. Le mécanisme de budgétisation participative n'est pas encore appliqué au sein. Ainsi les délibérations orientent le budget communal et le contrôle de l'exécution du budget. Les conseillers jouent à ce titre, le rôle d'interface entre les populations et la commune pour rendre l'information fluide dans les deux parties. Mais nous remarquons que les conseillers limitent seulement leur rôle au niveau de la simple représentation et rendent jamais compte à la population sur les actions de la commune. C'est la raison pour laquelle certaines populations deviennent réticentes à payer l'impôt puisque qu'elles savent d'où vont leurs contributions.

Les conseillers municipaux ont été choisis dans les villages par leur influence dans la communauté et leur dynamisme vis-à-vis du parti MDR. De manière globale, les conseillers sont chargés de représenter les populations, de les sensibiliser sur les actions de la commune, de défendre leur intérêt et soumettre les doléances de communautés qu'ils représentent pour appréciation au maire. Ils sont également chargés de voter le budget, d'adopter du budget et du compte administratif et ensuite de proposer des actions favorables au développement de la commune. Lors de sessions de conseil, ils peuvent décider d'adopter le compte ou non s'ils voient quelque chose de caché dans la gestion. Pour la commune de Dziguilao, une objection n'a été faite à l'exécutif en ce concerne la gestion. Cependant, il est à signaler que la tenue de sessions est marquée souvent par

l'absence et l'irrégularité de certains conseillers. Par ailleurs d'autres négligent leurs rôles et ne maîtrisent la mission qu'ils sont appelés à accomplir pour le bien être de populations.

➤ **Les commissions techniques dans la commune de Dziguilao**

Les commissions techniques regroupent les conseillers par thématique ou domaine dans les quels tout le monde se sentirait à l'aise et impliquée dans une action. Dans la commune de Dziguilao, il existe trois commissions :

- La commission de l'affaire sociale ;
- La commission de finances ;
- La commission des grands travaux.

➤ **Forces, faiblesses,**

Au niveau des ressources humaines les forces et les faiblesses sont les suivantes :

Les forces

- Exécutif communal ambitieux et actif,
- SG qualifié expérimenté dans le service, receveur municipal qualifié,
- la totalité du personnel affilié a la CNPS,
- nombre important du personnel ;
- existence de trois commissions ;
- solidarité entre le personnel et l'exécutif communal ;
- répartition de taches entre le maire et ses adjoints ;
- la participation des conseillers aux différentes sessions du conseil municipal ;
- paiement régulier de salaire personnel ; appui du PNDP pour le recrutement de deux agent communaux

Les faiblesses

- Le personnel communal non qualifié et a un bas niveau d'instruction.
- absentéisme du personnel ;
- absence d'un archiviste ;
- faible représentativité de toutes les couches sociales (vieillessement du conseil);
- confusion de rôles entre les agents (non maitrise des rôles par les agents),
- cumul des fonctions,
- Faible déploiement de personnel sur le terrain

4.1.2. Ressources financiers

Les moyens financiers de la commune de Dziguilao s'articulent autour de deux sources de recettes, notamment :

Les ressources internes : les impôts libératoires, taxes sur bétail, taxes sur les armes, taxes d'abattage, droit de fourrière, droit de place sur le marché, le droit de permis de bâtir, le droit d'occupation de parc de stationnement, les taxes sur le spectacle, le droit sur le transit, la cession de carrière, la location des engins, meubles et immeubles.

Les ressources externes : les Centimes Additionnels Communaux (CAC)

Pendant les trois ans, nous constatons les recettes propres à la commune connaissent une variation .c'est pourquoi nous avons noté ; 40% en 2007, 61% en 2008 et 48 % en 2009. Cette variation s'explique par la sensibilité des contribuables à payer leur impôt. Le graphe ci après illustre cette variation

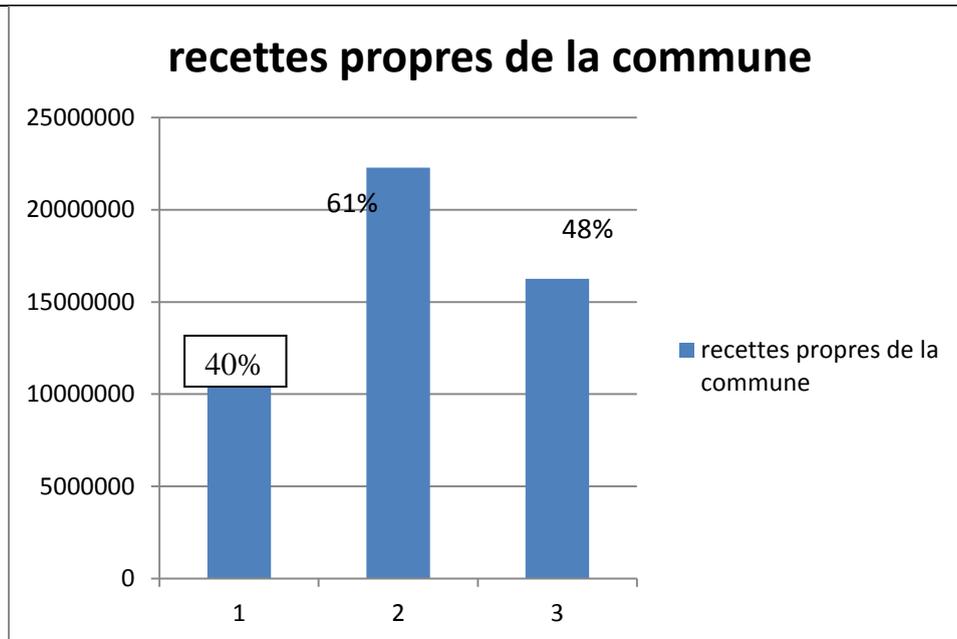


Figure 3 : Comparaison de recettes de la commune de Dziguilao

Mais, la lecture des budgets nous laissent comprendre pendant les trois ans les dépenses de la commune se font beaucoup dans le fonctionnement que les investissements. Ceci s'explique par le fait qu'il y'a trop de charges liées d'une part au personnel en charge et d'autres part aux frais administratifs. Voici le graphe qui de montre cette différence de réalisation de dépenses de la commune de 2007 – 2009

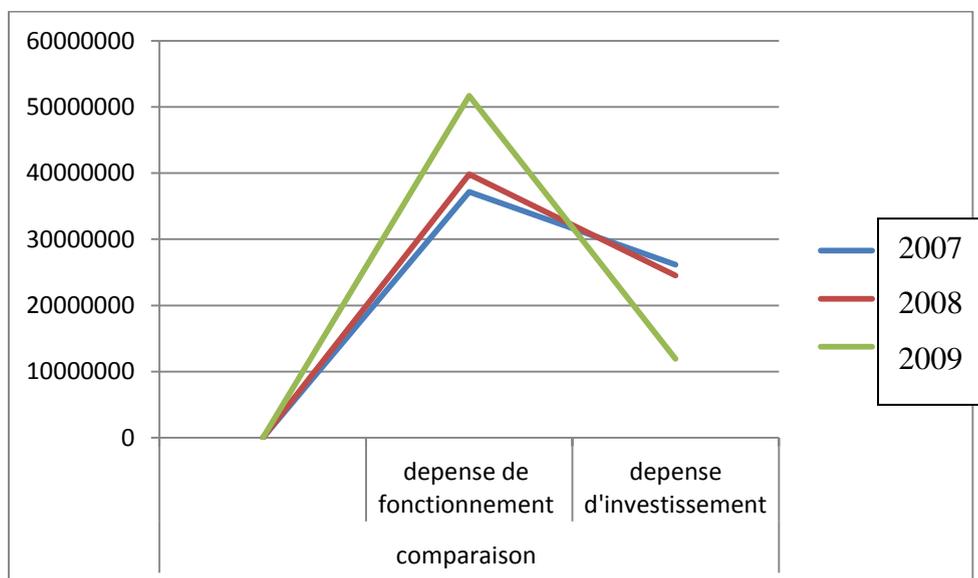


Figure 4 : Comparaison de dépenses de la commune

➤ **Elaboration du budget et compte administratif**

L'élaboration du budget se fait entre les mois de Novembre-Décembre. L'approbation du compte administratif intervient entre les mois d'Avril-Mai de l'année suivante. Le processus d'élaboration du budget communal respecte un certain nombre des consignes. La décision d'élaboration du budget dans la commune de Dziguilao relève de la compétence de l'exécutif communal. En effet, le conseil municipal qui est l'organe délibératif contribue à

l'élaboration du budget. Il propose en fonction des besoins recensés auprès des communautés, afin de les affecter dans les postes d'investissement.

Le Maire est l'ordonnateur principal de toutes les entrées et toutes les sorties, il est parfois assisté par son secrétaire général ou son receveur municipal. Le receveur municipal est chargé des opérations d'encaissement et de décaissement. Pour des raisons de traçabilité, les mandats et ordres de recette sont établis avec des souches archivées au niveau de la recette municipale de la commune et de la trésorerie générale de la région. Mais il est à noter que la budgétisation n'est pas participative.

➤ **Mécanisme de collecte des ressources financières locales**

La collecte des ressources locales au sein de la commune de Dziguilao se base sur les stratégies suivantes ;

- l'existence d'une commission de recouvrement des impôts composée du sous-préfet (président), le Maire, le receveur municipal, le secrétaire général de la commune, le commandant de brigade de gendarmerie,
- l'implication des chefs traditionnels dans la collecte des impôts locaux.
- la présence des agents intermédiaires de recettes pour la collecte des taxes et des droits de place sur le marché.

En sa qualité de président de comité de recouvrement, le sous-préfet coordonne les opérations de collecte des impôts locaux. Il est assisté dans cette mission par le Maire, le receveur municipal et parfois les forces de maintien de l'ordre pour les cas de résistance. Ceci concerne plus particulièrement des taxes et impôts liés aux revenus agricoles, patentes, licence, et ceux liés aux droits de place sur le marché.

Lorsque le sous préfet, le Maire, le receveur municipal se retrouvent avec les acteurs et les différents chefs traditionnel, ils donnent des instructions aux chefs traditionnels sur le déroulement et le placement des tickets. C'est après cela que ces derniers sont distribués aux différents chefs en fonction du nombre de contribuable identifiés sur son territoire de compétence.

Les chefs de village à leur tour procèdent à la sensibilisation de leurs administrés sur la disponibilité des tickets, les délais de paiement des impôts. Ce délai n'est souvent pas respecté dans les communautés. Les contribuables patriotes s'acquittent de leurs devoirs civiques en payant ces tickets. Dès que les stocks de tickets s'épuisent, les chefs de villages se dirigent vers la mairie pour le retrait de l'ordre de recette et procède aussi au versement auprès du receveur municipal qui leur délivre une quittance.

Pour ce qui est de la collecte des droits de place sur le marché, le Maire la commission de finance supervise les collecteurs et les percepteurs sur le terrain. Leur zone de travail ou d'action se limite au marché. Il n'ya pas donc de confusion de rôle entre les collecteurs du marché et les chefs de village collecteur des impôts sur le revenu agricole. Après chaque recouvrement, les chefs de villages et les collecteurs perçoivent de la commune une indemnité de 10% du montant global obtenu auprès des contribuables ou de recette versé.

➤ **Contrôle de Finances.**

Le contrôle de finance est la vérification des pièces justificatives et des documents comptables pour une période donnée, afin de vérifier la conformité des écritures. Les contrôles financiers à la commune internes sont ordonnés par le Maire et les contrôles externes par la tutelle ou le Ministère des finances (TPG). Les budgets et comptes administratifs soient acheminés au niveau de la chambre de comptes pour permettre un contrôle supérieur.

Toutes les dépenses doivent être comptabilisées et justifiées par les pièces comptables que sont : le mandat, le bordereau de livraison, les factures, la quittance, le

registre de détail de recette, et le registre de détail des dépenses. Le suivi comptable est assuré par le Maire, le receveur municipal, le secrétaire général, la tutelle qui est ici le service régional des communes ou les services du trésor public. La traçabilité des opérations est facilitée par les souches, les duplicata des différentes opérations qui sont disponibles au niveau de la commune et de la perception.

➤ **Forces et faiblesses des ressources financières**

Forces

- Existence d'une commission de finance ;
- Existence d'un grand marché hebdomadaire,
- subvention de FEICOM
- Existence du CAC ;
- Disponibilité des carrières
- Recettes de taxes indirectes

Faiblesses

- Faible taux de recouvrement fiscal ; - insuffisance de moyens financiers pour répondre aux besoins de la communauté ;
- mécanisme de suivi de collecte de taxes inapproprié,
- inexistence d'un fichier de contribuables ;
- absence d'une stratégie adéquate de mobilisation,
- irrégularité de versement de recettes,
- non délivrance de ticket aux marchands par certains collecteurs de taxes
- faibles engagement des conseillers dans la sensibilisation pour la collecte des impôts locaux.

4.1.3. Patrimoine communal

Le patrimoine de la commune est constitué des biens matériels comme les infrastructures, les bâtiments, les matériels de transport ou engins. Le patrimoine communal est entretenu malgré son nombre insuffisant. Il n'y a pas un agent spécialisé et affecté à l'entretien et à la maintenance du patrimoine communal. En cas de panne, le matériel est confié à des particuliers pour réparation et la facture adressée à la commune. La commune possède des équipements publics marchands constitués d'un abattoir, marchés et hangars, gare routière. Mais alors, leur entretien nécessite une attention particulière.

Tableau 5: Patrimoine de la commune de Dziguilao

Bien	Date d'acquisition	Valeur d'acquisition	Mode de gestion	Etat de fonctionnement	Système d'entretien
02 hangars au marché	2002 et 2005	5.000.000	Paiement taxe	bon	réfectionnèrent
01 Magasin	2003	800.000	Paiement droit d'utilisation	bon	réfectionnèrent
Local mairie	1999		Sous le contrôle du maire	bon	Achever le plafonnage et extension du bâtiment
abattoir	2001	1.500.000	Prélèvement de Taxe d'usage	Mauvais	A réfectionner et agrandir

Foret communale	2006	1.500.000	2 gardiens recrutés pour le contrôle	Clairsemé	Reboiser
Moto A100	2004	1.500.000	Garé au parking	En panne	réparer
Moto yamaha	2006	1.200.000	-/-	En panne	réparer
02 suzuki	2011	1200.000		Bon	réparer
Voiture Hiace commiter	1982	amorti	-/-	En panne	-/-
Toyota 2 cabines	2010	4.500.000	-/-	Bon	-/-
2 camions	(1) 1980	amorti	-/-	En panne	-/-
Benne	(1) 1999	48.000.000	Conduit par un chauffeur	Bon	-/-
1velo	1998	45.000	Mis en magasin	En panne	-/-

Forces et faiblesses

Forces

- Disponibilité de matériels de travail ;(01 ordinateur complet) - Existence d'une source d'énergie (01 groupe électrogène)
- Existence des infrastructures (01 foret communale
01 puits, 02 hangars au marché
01 Magasin, Local mairie, 1 abattoir),
- disponibilité de moyens de déplacement (moto A100, moto Yamaha, 02 motos Suzuki, 01 voiture Hiace commiter, 01 Toyota double cabines, 01 camion Benne, 1velo)

Faiblesses

- Etroitesse de la mairie,
- Insuffisance de bureaux
- insuffisances de moyens de déplacement,
- manque d'entretien des infrastructures communales,
- manque de suivi quotidien des ouvrages réalisés dans les communautés
- panne du groupe électrogène
- insuffisance des salles de classes
- insuffisance des bureaux de directeurs
- insuffisance de tables bancs
- insuffisance de centres de santé intégrée
- insuffisance de point d'eau potable
- insuffisance d'éclairage public
- insuffisance des hangars dans les marchés
- gare routière non existante
- manque des toilettes publiques dans les marchés
- manque d'engins lourds
- manque d'équipements de centres d'état civil
- inachèvement de la salle de réunions ;

4.1.4. Gestion des relations entre la Mairie et ses partenaires

La commune de Dziguilao entretient des relations avec beaucoup des partenaires tels que:

- La tutelle (MINATD)
 - Le Fonds d'Équipement et d'Investissement Inter - Communal (FEICOM)
 - La SODECOTON
 - Les relations avec les services déconcentrés de l'état
 - Les relations de la commune avec les Chefferies traditionnelles
 - Les relations avec les programmes de développement et OSC /ONG, Opérateurs économiques ...).
 - Le service régional de communes
- ❖ Relation avec la tutelle

La commune de Dziguilao est placée sous le contrôle de la tutelle qui veille au respect de la réglementation en vigueur et apporte son soutien aux activités de la commune. Pour cela, elle joue un rôle dans la coordination des activités de recouvrement des impôts locaux, elle participe aux descentes de terrain en vue de la sensibilisation des populations sur les aspects divers. De même, elle organise des rencontres avec des autorités traditionnelles afin de donner les directives pour une meilleure organisation de recouvrement dans les différentes localités.

La tutelle participe à l'analyse du budget soumis à son appréciation, elle prend une part active aux différents conseils conduisant au vote du budget et à l'adoption des comptes administratifs. Elle approuve également les différents actes municipaux en vue de leur mise en application au niveau de la commune.

❖ Relations avec les services déconcentrés de l'Etat

Dans son environnement proche, la commune entretient des relations avec les services déconcentrés de l'Etat, notamment les services du ministère de la santé, de l'éducation de base, de l'enseignement secondaire, de l'élevage de pêche et des industries animales, du ministère de l'agriculture et du développement rural, du ministère de la jeunesse, de la promotion de la femme et de la famille....

Dans la majorité des cas, ces rapports se limitent aux appuis multidimensionnels que la commune apporte à ces différents services. (Construction des bâtiments, paiement des salaires du personnel détaché...etc.).

❖ Relations avec d'autres services de concentrés de l'état qui interviennent de manière ponctuelle comme MINEFI, MINEPAT, MINDUH, MINTP, MINEE, MINFOF, MINJEUN,

❖ Relation avec les partenaires au développement

Plusieurs organisations nationales et internationales sont présentes dans le registre de collaboration avec la commune. Il s'agit de : FEICOM, PARFAR, PNVRA, PDR, SODECOTON, PNDP,Ces organismes interviennent dans divers domaines (économique, social, culturel...) et ont pour objectif d'améliorer les conditions de vie des populations de la commune. Le commun reste ouvert à toutes les institutions, structure, projets, programmes susceptibles de contribuer au développement de la localité.

❖ Le système de communication communal

Pour communiquer de manière fluide avec les populations la commune a mis en place des moyens de communication efficace à savoir :

- la communication orale
- la communication écrite ou radio (communautaire)
- convocation
- invitation
- réunions avec les chefs de villages
- affichages

Le contenu de cette communication porte sur les aspects des descentes de terrains pour le recouvrement des impôts et taxes, la sensibilisation sur l'hygiène et salubrité, l'information sur l'arrivée d'un hôte, les campagnes de vaccination et de la participation à une fête.

Pour ce qui est des populations, les conseillers, les correspondances, les chefs de villages, et les comités de développement sont des canaux de distribution de message.

➤ **Forces et faiblesses de la gestion des relations**

Forces

- Etroite collaboration avec la tutelle et les SDE dans la budgétisation et l'élaboration de DAO,
- Collaboration avec les comités de développement villageois ;
- appui de la SODECOTON dans l'entretien de pistes rurales ;
- collaboration avec les communes voisines et avec le CVUC

Faiblesses

- faible implication de population de la budgétisation communale;
- manque de synergie d'action au sein de la commune avec les services déconcentrés de l'état,
- ignorance des populations sur le processus de la décentralisation,
- clivage politique ;
- oisiveté de jeunes
- alcoolisme de populations ;
- superstition et pratique de la sorcellerie
- absence d'appui aux couches vulnérables
- absence d'appui aux groupes socio professionnel organisés au sein de la commune
- insuffisance de partenaires financiers pour réaliser les projets dans les villages

4.1.5. Axes de renforcement

Le tableau ci après présente les différents axes de renforcement

Tableau 6 : axes de renforcement

Rubriques	Pistes d'amélioration
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre l'organigramme type -Recruter de personnel qualifié - Renforcer les capacités du personnel et des conseillers municipaux - organiser des formations du personnel sur la gestion des services communaux (informatique comptabilité...) - mettre en place un système de motivation du personnel pour leur donner une certaine émulation poste au travail (distinctions honorifiques, gratification, notes de félicitation, encouragement, récompenses, avancement régulier...) - procéder aux sanctions des agents indisciplinés - mettre en œuvre l'organigramme adapté à la commune ressortant une description claire des postes de travail des de personnel - élaborer un règlement intérieur afin de favoriser la discipline - instaurer une fiche de présence - rendre chaque personnel opérationnel dans son poste de travail -augmenter la fréquence des réunions du personnel
Ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> -Améliorer le niveau des ressources propres - Renforcer le patrimoine Communal - Améliorer les équipements du marché de Dziguilao - Financer les activités agropastorales - Promouvoir les activités commerciales -redynamiser les marchés de Ndongrossé, Goundaye, Golonghini, et Saadong -sensibiliser davantage les contribuables sur le bien fondé de

	<p>l'impôt local</p> <ul style="list-style-type: none"> -mettre en place un mécanisme de suivi transparent de collecte des impôts locaux -réitérer l'appui de la tutelle pour le recouvrement des différents impôts - suivre régulièrement les collecteurs de taxe dans leur travail sur les marchés. Et sanctionner sans complaisance les indécats - mettre en place un système de recherche des clients et des débouchés sur les ressources locales existantes (sable, pierre) -impliquer davantage les conseillers et les chefs traditionnels sur la sensibilisation des populations pour la collecte des impôts - diversifier les sources de recettes de la commune - mettre en place un mécanisme de suivi participatif pour la gouvernance locale et transparence des finances communales
Patrimoine de la commune	<ul style="list-style-type: none"> -Construire un hôtel de ville - choix du site, aménagement et construction d'une gare routière, - aménager le site la boucherie du marché de Dziguilao - construire des toilettes publiques (dans les marchés,) - acquisition d'engins lourds (pelle chargeuse, tracteur,) -rechercher les financements pour la construction et l'équipement d'une bibliothèque municipale annexée d'un centre de TIC - aménager le marché à bétails de Dziguilao -clôturer le groupe scolaire de Dziguilao -construire de forages au marché de Dziguilao - aménager le marché de Dziguilao - aménager le municipal - aménager les routes de l'espace urbain et de villages - créer un jardin public à Dziguilao
Gestion des relations	<ul style="list-style-type: none"> - impliquer d'avantage l'exécutif, les conseillers, et les forces vives de la commune dans la recherche des partenaires de développement. - Impliquer les acteurs sociaux dans la conception de l'avant projet du budget communal - Appuyer les institutions confessionnelles et les SDE dans la réalisation de leur œuvre et activités sociales (santé, éducation...) -appuyer les groupes sociaux organisés par corps métier dans la commune de Dziguilao -Intensifier les recherches de partenaires, des aides et appuis extérieures -Organiser des descentes sur le terrain pour expliquer aux populations les comptes rendus de certaines décisions du conseil municipal

4.2 Synthèse du DEUC

Le diagnostic au niveau de l'espace urbain communal s'est reposée sur les différents corps de métier et les groupes vulnérables qui existent dans l'espace urbain.

4.2.1 Les corps de métiers

Le tableau 7 fait ressortir les différents corps de métier identifiés.

Tableau 7: Effectif et niveau d'organisation des corps de métier

N°	Corps de métier	Effectif de personnes du corps de métier	nombre de personnes présentes à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la mairie
1.	Les garagistes	17	09	Aucune	Bonne collaboration
2.	Les vendeurs de carburant	09	09	Aucune	Bonne collaboration
3.	Les bouchers	05	05	aucune	Bonne collaboration
4.	Les vendeuses du bil-bil	100	14	Aucune	Bonne collaboration
5.	Les Call-boxeurs	06	05	Aucune	Bonne collaboration
6.	Les restauratrices	20	12	Aucune	Bonne collaboration
7.	Les boutiquiers	15	03	Aucune	Conflictuelle
8.	Les moto-taximen	13	11	01 association	Bonne collaboration
9.	Les maraichers	15	06	Aucune	Bonne collaboration
10.	Les couturiers	14	11	Aucune	Bonne collaboration

11.	Les coiffeurs	08	03	Aucune	Bonne collaboration
12.	Les micro-financiers	04	03	Aucune	Bonne collaboration
Total		226	91	01 association	

Le tableau ci-après fait ressortir les difficultés auxquelles les corps de métier sont confrontés de même que leur attente.

Tableau 8: Difficultés, opportunités et attentes des corps de métier

Corps de métier	Difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités	Opportunités liées au corps du métier	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
Les garagistes	Difficultés d'accès aux matériaux de travail Vol des matériels Absence d'un site Absence d'organisation	Clientèle disponible Expertise locale disponible Proximité avec le Tchad	Rentable	Aménager un site Organiser le CM en GIC ou association Faciliter l'accès aux matériels Faciliter l'accès aux sources de financement
Les bouchers	Absence de hangars Cherté du bétail Absence d'organisation Etroitesse de l'aire d'abattage Etroitesse de l'abattoir	Disponibilité e la clientèle Activité rentable Proximité avec le Tchad	Rentable	Construire des comptoirs Agrandir et aménager l'abattoir Acquérir un conservateur Organiser les bouchers en GIC ou association
Les vendeurs du carburant	Irrégularité dans le remboursement des dettes Difficultés d'approvisionnements en carburants Absence d'un site approprié Absence d'un magasin de stockage Tracasserie	Clientèle disponible Activité rentable	Rentable	Organiser le CM en GIC pour être subventionner Aménagement d'un site Construire un magasin Créer une station d'essence
Les vendeurs du bil-bil	Cherté du mil Difficultés d'approvisionnement en bois de chauffe Difficultés de moudre le mil	Matériel de travail local disponible Clientèle abondante	Assez rentable	Organiser et structurer les vendeuses de bil-bil Construire des hangars Faciliter l'accès à l'eau

	Accès difficile à l'eau Conflit d'intérêt Absence d'association Absence d'électricité			Aménager les routes Connecter la ville au réseau électrique d'AES Sonel
Les call-boxeurs	Faible couverture des réseaux MTN et Orange Absence du réseau CAMTEL Absence d'énergie électrique Absence d'organisation Difficultés d'acquisition des cartes et crédits	Activité pouvant générée un revenu Clientèle disponible	Faible rentabilité	Implanter les antennes des réseaux MTN, Orange et CAMTEL Connecter la ville au réseau électrique Organiser et structurer les call-boxeurs Faciliter l'accès au financement
Les restauratrices	Absence de site adéquat Faible revenu Endettement abusif Cherté des produits de première nécessité Absence d'organisation Absence d'énergie Accès difficile à l'eau	Besoin existant	Assez rentable	Baisser les prix des produits Construire un site Organiser les femmes en GIC Faciliter l'accès à l'eau potable Electrifier le site
Les boutiquiers	Difficultés d'approvisionnement Mauvais état des routes Absence d'électricité Absence d'organisation Individualisme Haine Conflit d'intérêt	Besoin existant Clientèle disponible Activité assez rentable	Rentable	S'organiser en GIC Subventionner les commerçants
Les moto-taximen	Cherté du carburant Tracasseries des FMO Mauvais état des routes Absence de contrat légal Absence de gilet Absence de mécanicien qualifié	Activité génératrice de revenu	Assez rentable	Confectionner les gilets Aménager un site pour les moto-taximen Aménager les routes Réglementer la procédure d'arrestation des moto-taximen Subventionner l'activité

Les maraichers / pépiniéristes	Absence d'organisation Insuffisance d'équipement Difficultés d'accès à l'eau Attaque des plantes Faible revenu Absence d'appui Accès difficile aux matériels	Activité génératrice de revenu Lutte contre la désertification	Rentable	Création des GIC Subventionner les activités Faciliter l'accès à l'eau Sensibiliser la population sur l'importance des arbres fruitiers
Les couturiers	Absence d'énergie électrique Difficultés d'approvisionnement en matériels Absence d'organisation Abus de confiance Harcèlements par les bailleurs Absence de technicien de machine	Activité bien engagée Clientèle disponible	Bien rentable	Electrifier la ville Approvisionner rapidement les tailleurs en matériel adéquat Créer des GIC former un technicien local
Les coiffeurs	Absence d'électricité Insuffisance de matériel Absence d'organisation Abus de confiance	Population à coiffer disponible	Rentable	Electrifier le site Construire des locaux Organiser les coiffeurs en GIC Former les coiffeurs
Les micro- financiers	Mauvaise compréhension de la population de l'importance de la micro finance Difficultés d'accès à l'eau potable Absence d'énergie électrique Mauvais état des routes en saison des pluies Remboursement difficile des crédits	Source d'emploi pour les jeunes Développement de la localité	Rentable	Améliorer l'état des routes Faciliter l'accès à l'eau potable Conner la localité au réseau d' AES-SONEL

4.2.2 Les couches vulnérables

Tableau 9: Activités, difficultés, opportunités et attentes des couches vulnérables

Groupe vulnérable	Activités pratiquées	Rentabilité des activités pratiquées	Relation avec la Mairie	Difficultés rencontrées en rapport avec leur situation de vulnérabilité	Opportunités à leur vulnérabilité	Attentes exprimées par les acteurs
Handicapés	Commerce Mécanique	Assez rentable	Pas de relation	Absence d'organisation Difficultés d'accès à l'éducation Faible pouvoir d'achat Absence d'appui Absence de structure d'encadrement Accès difficile à l'eau potable	Faciliter d'insertion et d'intégration	Création d'un GIC Appui aux handicapés Création d'un centre social
Personnes du troisième âge	Petit élevage Agriculture	assez rentable	Pas de relation	Absence d'appui Marginalisation Faiblesse physique Difficultés d'accès à l'eau	Soutien et appui des parentés	Prise en charge des personnes âgées Faciliter l'accès à l'eau

Le tableau suivant fait ressortir les difficultés auxquelles les groupes vulnérables sont confrontés de même que leur attente.

Tableau 10: Accessibilité des groupes vulnérables aux infrastructures vulnérables

Type d'infrastructure		Santé	Hydraulique	Scolaire	Communication	Marchande	Elevage	Loisirs
Couches vulnérables								
Effectif ayant accès	Handicapés	15	11	05	02	08	00	00
	Personnes du troisième âge	00	05	00	00	06	05	00

Problèmes	Handicapés	Difficultés de déplacement en cas d'urgence	Insuffisance des points d'eau	Absence encadrement	Insuffisance de moyen financier	Insuffisance de moyen financier	Mauvaises conditions physiques	Inexistence de structure d'encadrement
	Personnes du troisième âge	Automédication Médecine traditionnelle	Insuffisance de points d'eau Mauvaise condition physique	RAS	Moyen financier insuffisant	Poids de l'âge	Poids de l'âge	Absence d'un centre social

4.3 Synthèse du diagnostic sectoriel au niveau des villages.

Le diagnostic sectoriel au niveau des villages a été réalisé dans neuf localités. Le tableau suivant présente les résultats de ce diagnostic.

Tableau 11: Problèmes identifiés dans les villages par secteurs

N°	SECTEUR	Villages	Causes	Effets
1.	Agriculture	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané, Soueye, Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong	Pauvreté de sol Coût élevé des intrants agricole Conflit agropastoral Insuffisance d'encadrement Difficulté de produire les plants Non rotation des cultures Non utilisation de la fumure Non organisation des agriculteurs Divagation des bêtes Absence d'infrastructure Insuffisance d'équipement Ignorance sur l'importance de la fumure organique Ignorance sur la procédure de légalisation	Baisse de la production Faible rendement agricole Division sociale Insuffisance de traitement phytosanitaire Faible reboisement Baisse du pouvoir d'achat Famine Migration Pourrissement des plants Pauvreté Migration

			<p>Négligence des éleveurs Non construction par l'Etat Non dotation Absence d'appui aux producteurs</p>	
2.	Elevage	<p>Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané, Soueye, Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong</p>	<p>Insuffisance de pâturage Insuffisance de mare à bétail Coût élevé des produits concentrés Faible équipement Non délimitation par l'Etat/commune Conquête de nouvelles terres Non création des nouvelles mares Moyen financier limité Non organisation autour des Gics/association Insuffisance d'encadrement Absence d'initiative de la commune /Etat Explosion démographique Manque d'appui de l'Etat Pauvreté Ignorance de procédure de légalisation Non planification des naissances</p>	<p>Transhumance Consommation des eaux boueuses Sous alimentation du bétail Mauvais suivi des animaux Parcours de longues distances Charge supplémentaires Risque de maladies hydriques Amaigrissement du bétail Risque d'agression Dépenses Dépenses sanitaires Perte du bétail Affaiblissement des animaux Dépenses Perte des animaux Diminution du cheptel Exposition aux maladies</p>
3.	Domaine et affaires foncières	<p>Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané, Soueye, Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong</p>	<p>Occupation anarchique des terres Difficulté d'accès aux titres fonciers Terrains non bornés Moyens financiers limités Ignorance de procédure d'obtention Pauvreté</p>	<p>Litige fonciers Faible développement urbain Déchirure de la couche sociale Exode vers d'autres villes Risque de migration Dépeuplement</p>
4.	Développement urbain et de	<p>Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané, Soueye,</p>	<p>Absence d'un plan d'urbanisation Insuffisance des structures d'accueil Faible aménagement du marché</p>	<p>Mauvais traçage de la ville Carrefour mal aménagés Absence des jardins publics</p>

	l'habitat	Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong	Insuffisance des structures de services publics Absence d'initiative de la commune Insuffisance des habitats modernes Dislocation du site de marché Non construction par l'Etat/commune	Absence d'une voirie urbaine Difficulté de logement Dispersion des services publics Insuffisance des plaques de signalisation pour services Pollution urbain Recours avec les villes voisins Difficulté d'accès aux services publics
5.	Environnement et protection de la nature	Goundaye, Golongiuni, Barlang, Balané, Soueye, Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong	Pollution de l'environnement Par les emballages plastiques Inondation du marché par les eaux de pluie Insuffisance de latrine modernes Absence d'un comité de suivi d'hygiène et de salubrité Non canalisation des eaux stagnantes Insuffisance d'initiative Ignorance du bien des latrines Absence de sensibilisation	Exposition des animaux aux dangers liés à la consommation des plastiques Destruction de la couche d'ozone Réduction de l'espace du marché Défécation à l'air libre Risque de mort Réchauffement de la planète Pollution de l'environnement Baisse de revenu Changement climatique Prolifération des maladies fécales
6.	Forêt et faune	Goundaye, Golongiuni, Barlang, Balané, Soueye, Danhou, Maporé, Domba et	Braconnage Faible reboisement urbain Coupe anarchique de bois Recherche de la protéine faunique Insuffisance d'initiative Recherche du bois de chauffe et de services	Disparition des espèces fauniques Insuffisance d'ombrage urbain et absence total au marché à bétail Déboisement urbain Elévation de la chaleur Baisse de la pluviométrie

		Mbraodong		
7.	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané, Soueye, Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong	<p>Non respect de la hiérarchie traditionnelle</p> <p>Insécurité de la population</p> <p>Faible implication de la population dans le processus de la décentralisation</p> <p>Irrégularité de certains personnels administratifs de poste de service</p> <p>Faible considération du tribunal coutumier</p> <p>Absence d'un comité de vigilance</p> <p>Absence d'un poste de sécurité publique</p> <p>Insuffisance du personnel de la gendarmerie</p> <p>Absence de logement administratif</p>	<p>Conflits d'intérêt</p> <p>Agression</p> <p>Frein de développement de la ville</p> <p>Service peu rendu à la population</p> <p>Migration</p> <p>Psychose de déplacement</p> <p>Sous développement de la ville</p> <p>Non satisfaction aux services administratifs</p> <p>Dépeuplement du village</p> <p>Exode rural de jeunes</p>
8.	Education de base	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané, Soueye, Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong	<p>Insuffisance d'enseignants qualifiés</p> <p>Insuffisance de salles de classes</p> <p>Confusion de l'espace scolaire à l'espace du marché</p> <p>Insuffisance d'équipement et matériel didactique</p> <p>Absence d'une école maternelle</p> <p>Non affectation par l'Etat/commune</p> <p>Abandon des postes par certains enseignants après prise de service</p> <p>Non construction par l'Etat</p> <p>Absence d'une clôture</p> <p>Non dotation par l'Etat/commune</p> <p>Retard dans l'arrivée du paquet minimum</p> <p>Non création par l'Etat/commune</p> <p>Non organisation de l'APEE</p> <p>Non dynamisme des élites</p>	<p>Mauvais suivi des élèves</p> <p>Jumelage de classes</p> <p>Perturbation des cours de jours du marché</p> <p>Mauvais fonctionnellement de l'école</p> <p>Analphabétisme des enfants de moins de 5 ans</p> <p>Taux élevé d'échec</p> <p>Effectif pléthorique dans les salles de classes</p> <p>Non concentration des élèves aux cours</p> <p>Déperdition scolaire</p> <p>Abandon d'école</p> <p>Non suivi des élèves</p>

			Absence d'initiative	Risque d'échec
9.	Enseignement secondaire	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané, Soueye, Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong	<p>Insuffisance d'infrastructure et équipements</p> <p>Insuffisance des enseignants qualifiés</p> <p>Absence d'une bibliothèque</p> <p>Non construction des salles par l'Etat/commune</p> <p>Non dotation de matériels et équipement par l'Etat/commune</p> <p>Abandon de poste par certains enseignants affectés par l'Etat/commune</p> <p>Absence d'initiative</p> <p>Moyen financier limités</p> <p>Absence de conscience professionnelle</p>	<p>Faible encadrement des élèves</p> <p>Mauvaise qualité de l'enseignement</p> <p>Frein de recherche personnel</p> <p>Echec scolaire</p> <p>Faible ouverture d'esprit</p> <p>Risque d'abandon de classe</p> <p>Baisse du taux de réussite</p>
10.	Enseignement supérieur	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané, Soueye, Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong	<p>Faible taux d'étudiant à l'enseignement supérieur</p> <p>Non organisation des élèves et étudiants</p> <p>Faible taux de réussite au baccalauréat</p> <p>Moyens financiers limité</p> <p>Absence d'initiative des élèves et étudiants</p> <p>Non implication des élites</p>	<p>Déperdition scolaire</p> <p>Individualisme des étudiants et élèves</p> <p>Mariage précoce</p> <p>Délinquance juvénile</p> <p>Faible appui</p>
11.	Santé public	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané, Soueye, Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong	<p>Insuffisance d'infrastructure</p> <p>Insuffisance d'équipement</p> <p>Absence d'une voirie</p> <p>Insuffisance du personnel soignant</p> <p>Absence de résidence de chef de centre</p> <p>Insuffisance de salles pour les patients</p> <p>Absence de clôture et latrine</p> <p>Laboratoire peu équipé</p> <p>Absence d'ambulance et une fosse septique</p> <p>Non réalisation par l'Etat/commune</p>	<p>Mauvaise prise en charge des patients</p> <p>Exécution difficile des tâches pour le personnel soignant</p> <p>Accès difficile au CEMA en saison de pluie</p> <p>Aggravation des cas</p> <p>Risque de mort</p> <p>Auto médication</p>
12.	Eau et énergie	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané, Soueye,	<p>Insuffisance des points d'eau potable</p> <p>Tarissement des puits existants</p>	<p>Attroupement autour des points d'eau</p>

		Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong	<p>Non connexion au réseau électrique</p> <p>Forage en panne</p> <p>Absence des points d'eau dans certains quartiers</p> <p>Eloignement de la nappe phréatique</p> <p>Coût élevé de connexion</p> <p>Mauvais fonctionnement des CGPE</p> <p>Non réalisation par la commune</p> <p>Faible pluviométrie</p> <p>Eloignement du réseau</p>	<p>Parcours de longue distance</p> <p>Consommation des eaux souillées</p> <p>Frein au développement de la localité</p> <p>Bagarres et disputes</p> <p>Retard dans les travaux</p> <p>Prolifération des maladies hydriques</p> <p>Insécurité nocturne</p> <p>Difficulté liées à l'utilisation des appareils électriques</p> <p>Déchirure de la couche sociale</p> <p>Risque de mort</p>
13.	Travaux publics	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané, Soueye, Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong	<p>Insuffisance des ouvrages publics</p> <p>Absence d'entretien du patrimoine public</p> <p>Mauvaise réalisation des ouvrages publics</p> <p>Non implication des populations dans le suivi du patrimoine</p> <p>Laxisme des prestataires</p> <p>Absence de sensibilisation</p> <p>Faible suivi des travaux par la commission de suivi</p>	<p>Faible développement urbain</p> <p>Abandon des ouvrages en pannes</p> <p>Détérioration précoce des ouvrages</p> <p>Difficulté d'accès à certains services</p>
14.	Affaire sociale	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané, Soueye, Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong	<p>Absence de structure d'encadrement sociale</p> <p>Absence d'appui aux couches vulnérables</p> <p>Non construction par l'Etat/commune</p> <p>Non organisation des couches vulnérables</p> <p>Moyens financiers limités</p> <p>Absence d'initiative de l'Etat/commune</p> <p>Ignorance sur la procédure de légalisation</p>	<p>Accès difficile à la formation</p> <p>Difficulté de récupérer les couches vulnérables</p> <p>Absence de moyens de déplacement</p>
15.	Promotion de la femme et de la	Goundaye, Golonguini, Barlang,	<p>Absence de Gic/associations pour femmes</p> <p>Difficulté d'exécuter les tâches ménagères</p>	<p>Faible revenu</p> <p>Conflit familiaux</p>

	famille	Balané, Soueye, Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong	Marginalisation de la femme Conflit d'intérêt Difficulté de moudre les céréales Difficulté d'accès à l'eau potable Négligence des droits de la femme	Faible représentativité de la femme au niveau /communal Faible pouvoir d'achat Risque de divorce Absence de leadership Pauvreté
16.	Jeunesse	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané, Soueye, Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong	Absence d'encadrement des jeunes Non organisation des jeunes Alcoolisme des jeunes Absence de structure de promotion des jeunes Ignorance sur la procédure de légalisation Moyen financier limité des jeunes Mauvaise compagnie Non création par l'Etat/commune Absence d'initiative par l'Etat/commune	Non fonctionnement des jeunes Dispersion des jeunes Déperdition des jeunes Chômage des jeunes Délinquance juvénile Blocage de l'essor des jeunes Exode rurale
17.	Sport et éducation physique	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané, Soueye, Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong	Absence d'encadrement technique Absence d'un terrain aménagé Non organisation des jeunes sportifs autour des Gics/association Absence d'infrastructure d'encadrement Non aménagement des terrains par l'Etat/commune Insuffisance d'équipement Ignorance sur la procédure de demande de création Absence d'initiative de l'Etat/commune Moyen financier limité	Sportifs abandonnés à eux même Sport pratiqué dans les mauvaises conditions Désorganisation des jeunes sportifs Non éclosion des talents Risque d'accidents Exode rural Banditisme
18.	Transport	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané, Soueye, Danhou, Maporé,	Mauvais état des routes Absence d'une gare routière Non respect de la réglementation en vigueur par les taximen	Difficulté d'écoulement des produits Insécurité des personnes et biens

		Domba et Mbraodong	Coût élevé de transport Insuffisance d'entretien des routes Non création par la commune Mauvaise organisation des taximen Insuffisance des moyens de déplacement	Occupation anarchique des espaces par les engin Baisse du pouvoir d'achat Baisse de revenu Pauvreté
19.	Emploi et la formation professionnelle	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané, Soueye, Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong	Absence d'encadrement des jeunes Non organisation des jeunes Absence d'un centre de formation professionnelle dans le domaine Ignorance des jeunes sur une organisation en Gic/association Absence d'initiative des jeunes	Méconnaissance sur l'opportunité de l'emploi Individualisme des jeunes Manque d'information Manque de suivi des jeunes
20.	Petite et moyenne entreprise, de l'économie sociale et de l'artisanat	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané, Soueye, Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong	Non organisation des villageois autour des Gics/associations Rareté des matières premières Absence d'encadrement Ignorance sur la procédure de légalisation Déboisement Tracasseries des agents forestiers Moyens financiers limités Absence de structure d'encadrement Explosion démographique	Non formation des artisans Découragement de certains artisans Faible considération des produits artisanaux Peu de fabrication des produits artisanaux Abandon de certains artisans Faible revenu des produits artisanaux Faible considération de l'activité artisanale Insuffisance des produits artisanaux
21.	Recherche scientifique et innovation	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané, Soueye, Danhou, Maporé, Domba et	Absence d'un centre de recherche scientifique et d'innovation Absence de personnel administratif Non construction par l'Etat/commune Absence d'initiative de l'Etat/commune	Frein au développement des activités scientifiques Non vulgarisation de produits de recherche scientifique et d'innovation

		Mbraodong	Absence d'infrastructure Non construction par l'Etat/commune	Faible rendement
22.	Tourisme	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané,Soueye, Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong	Absence d'un site touristique Enclavement de la localité Absence de promotion des activités touristiques Absence des personnes ressources Absence d'une structure d'encadrement	Non organisation des ressources locales Absence des structures d'accueil Faible considération des arts et cultures Difficulté d'ébergement des visiteurs
23.	Culture	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané,Soueye, Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong	Modernisme Alcoolisme Famine Fanatisme aux religions L'influence de l'éducation occidentale Non maîtrise de sois même Sur exploitation des terres Faible pluviométrie	Antagonisme entre religion et tradition Exode rural Affaiblissement de l'organisme Conflits de génération Délinquance juvénile Frein des activités culturelles Déchirure de la couche sociale Acculturation Faible considération des activités culturelles
24.	Mines et développement industriel	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané,Soueye, Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong	Absence d'industrie dans la ville Absence d'investissement industriel Inexistence de matière première Absence d'initiative Absence de recherche de site minière Moyen financier limité par l'Etat	Frein de développement de la localité Exode rural Dépeuplement de la localité
25.	Commerce	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané,Soueye, Danhou, Maporé, Domba et	Difficulté d'approvisionnement des produits Insuffisance des sites du marché Difficulté de conservation de certains produits Coût élevé des produits	Frein des activités économiques Non respect du site Pourrissement de certains produits

		Mbraodong	Transport difficile des marchandises en saison des pluies Absence de moyen de transport Insuffisance de hangar Insuffisance de magasins Absence d'électricité Non organisation des commerçants en Gics/associations Rareté des produits	Dépenses supplémentaires Faible revenu commercial Dislocation du marché Diminution des produits Difficulté d'économiser l'argent Pauvreté Baisse du pouvoir d'achat
26.	Poste et télé-communication	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané, Soueye, Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong	Insuffisance de personnel/équipement Faible couverture du réseau téléphonique, radio et télévision Absence des réseaux CAMTEL, Orange/MTN Difficulté de transport des courriers Non affectation par l'Etat/commune Non dotation d'équipement par la commune/Etat Eloignement des antennes CRTV Eloignement des antennes Absence de moyen de transport Non dotation par l'Etat/commune	Enclavement médiatique de la localité Frein au développement de la localité
27.	Travail et sécurité sociale	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané, Soueye, Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong	Absence de contrat dans l'exercice de certains travaux Absence d'assurance pour moto taximen et petits exploitants commerciales Absence de syndicats des travailleurs Ignorance de l'importance de l'assurance Eloignement des services d'assurance Moyens financiers limités	Perte d'emploi Risque de perte de ses biens en cas d'accident Chômage des jeunes Dépenses énormes Pauvreté
28.	Communication	Goundaye, Golonguini, Barlang, Balané, Soueye,	Faible couverture par la CRTV Maroua Absence de point de vente des journaux Absence de librairie / bibliothèque	Mauvaise qualité des images CRTV TV

		Danhou, Maporé, Domba et Mbraodong		
--	--	--	--	--

4.4 Principaux problèmes et besoins consolidés

4.4.1 Principaux problèmes

Après la mise en commun des problèmes par secteurs des villages des corps des métiers et groupes vulnérables, nous avons procédé à leur reformulation. Le tableau 12 présente les problèmes reformulés par secteur.

Tableau 12 : Problèmes reformulés

N°	SECTEUR	Problèmes
1.	Agriculture	Faible productivité agricole
2.	Elevage	Faible productivité animale
3.	Domaine et affaires foncières	Difficulté d'appropriation des terres et des espaces
4.	Développement urbain et de l'habitat	Faible développement urbain et habitat
5.	Environnement et protection de la nature	Difficulté de préservation de l'environnement et de la protection de la nature
6.	Forêt et faune	Mauvaise gestion des ressources forestières et fauniques
7.	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Difficulté d'accès aux services administratifs décentralisés et maintien de l'ordre
8.	Education de base	Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité
9.	Enseignement secondaire	Difficulté d'accès aux enseignements secondaires
10.	Enseignement supérieur	Difficulté d'accès à l'enseignement supérieur
11.	Santé public	Difficulté d'accès aux de santé de qualité

12.	Eau et énergie	Difficulté d'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique
13.	Travaux publics	Faible réalisation et suivi des travaux publics
14.	Affaire sociale	Faible intégration socioéconomique des personnes vulnérables
15.	Promotion de la femme et de la famille	Difficulté de promotion de la femme et de la famille
16.	Jeunesse	Difficulté d'accès aux services de promotion de la jeunesse
17.	Sport et éducation physique	Faible développement des sports et des activités sportives
18.	Transport	Difficulté d'accès aux moyens de transport et aux infrastructures routières
19.	Emploi et la formation professionnelle	Difficultés d'accès à l'emploi, l'auto-emploi et la formation professionnelle
20.	Petite et moyenne entreprise, de l'économie sociale et de l'artisanat	Difficultés de développement économique et artisanal
21.	Recherche scientifique et innovation	Accès difficile aux produits de recherche scientifique et de l'innovation
22.	Tourisme	Faible développement des activités touristiques
23.	Culture	Difficulté de promotion de la culture locale
24.	Mines et développement industriel	Difficulté d'accès aux ressources minières et au développement industriel
25.	Commerce	Difficulté d'accroître les activités commerciales
26.	Poste et télécommunication	Difficulté d'accès à une télécommunication de qualité
27.	Travail et sécurité sociale	Difficulté de sécurisation sociale des travailleurs
28.	Communication	Difficultés d'accès aux informations au niveau local

4.4.2 Besoins

Les besoins sont listés pour les secteurs sociaux de base.

Tableau 13 : besoins pour le secteur hydraulique

Village	population	Type de point d'eau et nombre	FONCTIONNEMENT DU POINT D'EAU EXISTANT						NOUVEAUX BESOINS HYDRAULIQUES			
			Etat de l'ouvrage	Exploitation de l'ouvrage	Si panne, cause	Quantité d'eau suffisante	Qualité de l'eau	Entretien et réparation	Nouveaux points d'eau (vi)			
			(i)	(ii)	(iii)	(O/N)	(iv)	(v)	Forages	Puits	Sources	Autres
DZIGUILAO	5 149	09 F	01 E 08 B	01 AS 08EX		05 O 04 N	09 C	08 EN 01 RE	6			01 ADE
		05 P	05 B	05 EX		01 O 04 N	05 C	05 RE		3		
GOLONGUINI	4 737	13 F	02 E 09 B	02 AB 09 EX		08 O 03 N	13 C	09 EN 02 RE	2			
		03 P	03 B	03 EX		02 O 01 N	03 C	03 RE		3		
GOUNDAYE	4 803	04 F	04 B	04 EX		04O	04 C	04 EN	9			
		02 P	02 B	02 EX		02 O	02 C	02 RE		3		
BALANE	7 017	00 F							20			
		06 P	06 B	06 EX		01 O 05 N	06 C	06 RE		3		
BARLANG	6 720	05 F	01 E 04 B	01 AS 04 EX		03 O 02 N	05C	08 EN 01 RE	14			
		12 P	12 B	12 EX		05 O 07N	12 C	12 RE		3		
DOMBA	2 930	02 F	02 B	02 EX		01 O 01 N	02C	02 EN	6			
		04 P	04 B	04 EX		02 O 02 N	04 C	04 RE		3		
MAPORE	5 453	02 F	02 B	02 EX		02 O	02 C	02EN	8			
		01 P	01 B	01 EX		01 N	01C	01RE		3		

SOUYEY	4 628	01 F	01 B	01 EX		01 O	01C	01 EN	11			
		02 P	02 B	02 EX		02 O	02 C	02RE		3		
MBRAODONG	3 638	02 F	01 E 01 B	02 EX		01 O 01 N	02 C	02 EN	11			
		01 P	01 B	01 EX		01 O	01C	01RE		3		
DANHOU	4989	03 F	03 B	03 EX		03 O	03 C	03 EN	11			
		01 P	01 B	01 EX		01 N	05 C	01 RE		3		

NB :

P: puits

F: forage

B: bon

E: endommagé

EX : exploité

AB: abandonné

AS: asséché

O: oui

N: non

EN: besoin entretien

RE: besoin réparation

Tableau 14 : Besoins pour le secteur éducation

Village	Ecoles existantes															Besoins nouvelles écoles
	Statut école	Effectifs et besoins			Salle, équipement					Besoins aménagement						
		Elèves	Enseignants	Besoin enseignant	Nbre salle	Table banc	Réhabilitation salle	Construction salle	Besoin table banc	Point d'eau	latrine	Bacs à ordures	Reboisement	clôture	logement	
Dziguilao	5(3pub, 1pri, 1pr)	2837	21	26	29	432	2	18	987	4	2	3	2	5	5	7(1 CETIC, 1 CES Bilingue, 1CES , 1 école maternelle, 3 écoles primaires)
Golonguini	6(5 pub, 1pr)	2271	24	14	19	150	8	19	986	4	4	5	3	6	6	
Goundaye	6 pub	2651	24	20	22	354	13	22	972	5	4	4	4	6	6	
Balane	3 pub	1030	9	8	6	23	2	11	492	1	3	3	2	3	3	
Barlang	8 (7pub, 1pr)	2249	20	17	24	454	20	13	671	4	1	8	1	8	8	
Domba	2pub	886	13	2	9	47	5	6	396	1	1	2	0	2	2	
Mapore	4pub	1230	9	12	11	54	12	10	561	3	4	4	3	4	4	
Soueye	3pub	905	8	7	4	10	8	11	443	3	3	3	0	3	3	
Mbraodong	3pub	1165	11	8	4	90	10	15	493	2	1	3	0	3	3	
Danhou	1pub	405	3	4	4	51	2	3	152	1	0	1	0	1	1	

NB :

Pub: école publique (école primaire, CES ou lycée)

Pri: école privée

Pr: école des parents

Les besoins consolidés pour l'ensemble des secteurs est représenté dans le tableau 15 ci après.

Tableau 15 : Besoins consolidés par secteur

N°	SECTEUR	Problèmes	BESOINS identifiés
1.	Agriculture	Faible productivité agricole	<p>Organisation des paysans en GIC /Filières (4)</p> <p>Formation des paysans sur divers technique de production (la fabrication et utilisation de la fumure organique, technique de restauration des sols, les méthodes de lutte anti – érosive)</p> <p>Subvention des coûts des engrais</p> <p>Construction de 3 magasins de stockage</p> <p>Création de 2 postes agricoles</p> <p>Affectation du personnel qualifié (3)</p> <p>délimitation des zones agricoles des zones de pâturages</p> <p>Dotation des postes agricoles en tracteurs (3)</p>
2.	Elevage	Faible productivité animale	<p>Aménagement des mares (4) et 05 bassins d'abreuvement</p> <ul style="list-style-type: none"> -Création d'un CZCSV -Délimitation des zones de pâturage -Réduction des prix de tourteau -Affectation de 2 encadreurs dans les CZ -Création des pro-pharmacies vétérinaires -Sensibilisation des paysans et bergers sur les inconvénients des feux de brousse -Création des pistes à bétail -Construction d'un bain détiqueur et/ou parc de vaccination -Formation des éleveurs sur la pratique d'un élevage semi – intensif <p>Organiser les éleveurs en Gics et filières (4)</p>
3.	Domaine et affaires foncières	Difficulté d'appropriation des terres et des espaces	<p>Établissement d'une carte SIG de la commune de Dziguilao</p> <p>constitution d'une réserve domaniale communale</p> <p>Sensibilisation de la population sur les normes de l'occupation de l'espace communal</p> <p>Sensibilisation des populations sur l'importance du titre foncier</p> <p>Vulgarisation de la procédure d'obtention du titre foncier</p>
4.	Développement urbain et de l'habitat	Faible développement urbain et habitat	<p>Traçage des différents grands centres urbains (Dziguilao, Golonguini et Goundaye)</p> <p>Aménagement du centre urbain de Dziguilao</p>

5.	Environnement et protection de la nature	Difficulté de préservation de l'environnement et de la protection de la nature	Canaliser les eaux en stagnation dans les endroits publics Sensibiliser les communautés à construire de latrines Traiter les déchets, les ordures et plastiques Redynamiser le service d'hygiène communal Sensibiliser les communautés sur la protection des espèces Confectionner les bacs à ordures Construire des latrines dans les espaces publics Vulgarisation des foyers améliorés Sensibilisation des populations sur l'importance de l'arbre Elaboration d'un cadre de gestion des ressources ligneuses
6.	Forêt et faune	Mauvaise gestion des ressources forestières et fauniques	Sensibilisation des populations sur l'importance de l'arbre Elaboration d'un cadre de gestion des ressources ligneuses Mise en pace des pépinières villageoises Reboisement de la commune (marché du bétail et espace urbain) Création des forets communautaires Elaboration d'un cadre de gestion des ressources Fauniques
7.	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Difficulté d'accès aux services administratifs décentralisés et maintien de l'ordre	Vulgariser les textes sur la décentralisation dans la commune Sensibiliser les populations sur le processus de la décentralisation Mettre en place un cadre de concertation des acteurs au niveau communal construire des services déconcentrés représentés dans la commune Créer et construire de services manquant dans la commune Créer et construire une structure de sécurité publique dans la commune Redynamiser la police municipale
8.	Education de base	Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité	-Création de 3 écoles primaires et une école maternelle -Construction de 126 salles de classe -Réfection des salles de classes endommagées -Equipement des 126 salles de classe en table banc, tableaux, bureau et chaises -Affectation des enseignants qualifiés dans la commune -Sensibilisation des parents pour envoyer les filles à l'école -Construction de 64 latrines -Construction des logements pour enseignants -Création d'un centre multifonctionnel -clôture des écoles publiques de Dziguilao, Balané et Goundaye

9.	Enseignement secondaire	Difficulté d'accès aux enseignements secondaires	<ul style="list-style-type: none"> -Création de 3 établissements (1 CES Bilingue ; 1 CETIC et 1 CES) Construction de 96 salles de classe -Equiperment des 96 salles de classe en table banc, tableaux, bureau et chaises -Affectation des enseignants qualifiés dans la commune -Sensibilisation des parents pour envoyer les filles à l'école -Construction de 15 latrines -Construction des logements pour enseignants
10.	Enseignement supérieur	Difficulté d'accès à l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> Organisation et structuration des élèves et étudiants de la commune Identification annuelle des meilleurs élèves de la commune Dziguilao Allocation des bourses d'excellence aux élèves et étudiants méritants
11.	Santé public	Difficulté d'accès aux de santé de qualité	<ul style="list-style-type: none"> -Création, construction de 2 centres de santé et CMA -Construction des bâtiments au CSI de Balané et Barlang -Affectation du personnel qualifié dans les centres de santé -création d'une pharmacie -Sensibilisation de la population contre l'automédication et sur le planning familial -Réduction des coûts des produits pharmaceutiques -Construction des latrines et des fosses d'incinération -Acquisition des moyens de déplacement pour les CSI -Pourvoir les services d'hygiène en désinfectants - sensibilisation de la population à la construction et à l'utilisation des latrines
12.	Eau et énergie	Difficulté d'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> -réparation des 05 forages en panne -Réhabilitation de 36 puits -Construction de 91 forages -Construction de 34 puits -Formation des COGES -Création d'un comité de suivi communal -Réalisation d'une adduction d'eau potable dans la commune -Formation des agents réparateurs -Branchement de l'arrondissement au réseau moyen Tension AES-Sonel -Extension du réseau basse tension dans les villages de l'arrondissement -Réduction du coût du carburant -régulariser et formaliser la vente du carburant et lubrifiant

			-promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables
13.	Travaux publics	Faible réalisation et suivi des travaux publics	Reprofiler les routes existantes et construire de nouvelles Réhabiliter les ouvrages de franchissement défectueux Ouvrir de nouvelles routes mettre en place des comités de suivi Impliquer d'avantage les populations dans le suivi des ouvrages
14.	Affaire sociale	Faible intégration socioéconomique des personnes vulnérables	Sensibilisation des personnes handicapées sur l'importance de se regrouper Organisation et structuration des personnes handicapées Création et construction d'un centre d'encadrement des personnes handicapées Identification des personnes du 3ème âge, des personnes handicapées et/ou nécessiteuses Appui en matériel indispensable pour personnes handicapées (cane blanche ; tricycle) Appui multiforme des personnes du 3ème âge, des personnes handicapées et/ou nécessiteuses
15.	Promotion de la femme et de la famille	Difficulté de promotion de la femme et de la famille	Créer et ouvrir un centre de promotion de la femme à Dziguilao Mettre en place un réseau d'organisation de femmes Appui à l'organisation et à la formation de femmes (14) Sensibiliser les communautés sur la scolarisation de la jeune fille Impliquer les femmes instances de prise de décisions Sensibiliser les couples (femme- hommes) sur leurs droits et devoirs Combattre le mariage précoce et forcé
16.	Jeunesse	Difficulté d'accès aux services de promotion de la jeunesse	Mettre les jeunes en groupes formelles (10) Créer, construire et équiper un centre multi fonctionnel de promotion de jeunes Appui aux organisations de jeunes à la création de petits métiers Créer et construire et équiper une délégation d'arrondissement de la jeunesse à Dziguilao Affecter le personnel d'encadrement de la jeunesse Suivre les jeunes dans leurs activités
17.	Sport et éducation physique	Faible développement des sports et des activités sportives	Construction d'un stade à Dziguilao (1000 places) avec piste d'athlétisme, Construire 10 stades de football à Dziguilao, Golonguini, Goundaye, Balané, Barlang, Domba, Maporé, Mbrodong, Soueye et Danhou

			<p>Construire 10 terrains de handball à Dziguilao, Golonguini, Goundaye, Balané, Barlang, Domba, Maporé, Mbrodong, Soueye et Danhou</p> <p>Construire un gymnase à Dziguilao</p> <p>Affecter 15 cadres de sport dans les différents établissements scolaires primaires et secondaires</p> <p>Vulgariser le sport scolaire et le sport de masse</p>
18.	Transport	Difficulté d'accès aux moyens de transport et aux infrastructures routières	<p>Acheter et mettre en circulation deux cars de voyage à Dziguilao</p> <p>Réduire le coût de transport (moto taxi)</p> <p>Créer et construire une gare routière</p> <p>Sensibiliser les usagers de la route sur le code de sécurité routière</p> <p>Appui à l'organisation des motos taximen</p> <p>Identifier les motos taximen et chauffeurs en circulation dans la commune</p> <p>Réglementer la circulation routière</p>
19.	Emploi et la formation professionnelle	Difficultés d'accès à l'emploi, l'auto-emploi et la formation professionnelle	<p>Créer et construire 2 SAR/SM</p> <p>organisation des séances de sensibilisation des jeunes sur l'importance de se regrouper organisation et structuration des jeunes de l'arrondissement</p> <p>création, construction et équipement d'un centre de promotion multifonctionnel des jeunes</p> <p>identification et octroi des bourses aux jeunes déscolarisés et méritants pour une formation professionnelle rapide dans les secteurs productifs.</p> <p>mettre en place un dispositif d'information sur les opportunités d'offre d'emploi octroi de subvention et crédits aux jeunes promoteurs des activités rentables</p>
20.	Petite et moyenne entreprise, de l'économie sociale et de l'artisanat	Difficultés de développement économique et artisanal	<p>Structurer les artisans en filière de production</p> <p>Former les artisans regroupés autour des filières sur divers thèmes (comptabilité ; gestion, défense des intérêts, fiscalité, technique de production)</p> <p>Faciliter l'écoulement des produits artisanaux (recherche de nouveaux débouchés)</p> <p>Faciliter l'accès des artisans aux sources de financements de leurs activités</p> <p>Organiser les différents corps de métier en GIC et association</p> <p>Etablir une plate forme de dialogue entre la commune et les corps de métier</p> <p>Former les différents corps de métier</p> <p>Faciliter l'accès des corps des métiers aux sources de financements de leurs activités</p> <p>Vulgariser les procédures de création des entreprises au niveau local</p>

			Encourager les initiatives entrepreneuriales
21.	Recherche scientifique et innovation	Accès difficile aux produits de recherche scientifique et de l'innovation	vulgarisation des techniques de fabrication des engrais organiques (compost) vulgarisation des techniques de multiplications des espèces à cycle végétatif court. vulgarisation des techniques de fabrication des produits phytosanitaires locaux Subvention par la mairie des groupes relais en semences améliorées vulgarisation des espèces laitières formation des groupes de jeunes en techniques de fabrication des matériaux locaux de construction vulgarisation des techniques de fabrication des matériaux locaux de construction
22.	Tourisme	Faible développement des activités touristiques	Redynamiser les danses traditionnelles (Gourna) Identifier les sites touristiques et les aménagés Organiser des foires et festival autour des fêtes traditionnelles (Féo Kagué) en vue d'attirer d'avantage des touristes Mettre en place une plate forme avec les opérateurs économiques en vue d'investir dans les infrastructures hôtelières Réaménager les infrastructures hôtelières existantes Arrimer les infrastructures aux normes camerounaises et internationales Construire de nouvelles infrastructures hôtelières
23.	Culture	Difficulté de promotion de la culture locale	Sensibiliser les populations sur l'importance de pratique culturelle Mobiliser les ressources locales Organiser annuellement des activités culturelles (festivals, compétition) Créer et construire un foyer culturel à Dziguilao
24.	Mines et développement industriel	Difficulté d'accès aux ressources minières et au développement industriel	Faire une étude de prospection des sites miniers Identifier l'entreprise pour l'exploitation des ressources minières Mettre en exploitation les sites miniers Identifier les sites d'exploitation de la carrière, sable et d'argile Définir les modalités d'accès aux sites Suivre l'exploitation de carrière, sable et argile
25.	Commerce	Difficulté d'accroître les activités commerciales	Construire 12 magasins au marché de Dziguilao Construire 16 hangars au marché de Dziguilao Aménager les marchés de Dziguilao ;Ndongrossé ; Ngoundaye ; Golonghini Créer et ouvrir un marché à Mbitou Sensibiliser les populations sur la pratique de commerce moderne Organiser les operateurs économiques en groupes formels

			Subventionner les organisations des opérateurs économiques
26.	Poste et télé-communication	Difficulté d'accès à une télécommunication de qualité	Créer et construire une télé centre à Dziguilao Faire installer les antennes Camtel ; MTN et orange à Dziglao Faire installer une agence sms pour le transfert de colis Equiper le PTT de Dziguilao en outils informatiques performants et moyen de déplacement Mettre en place un cyber café (internet) Ouvrir un site web au sein de la commune
27.	Travail et sécurité sociale	Difficulté de sécurisation sociale des travailleurs	Faciliter l'insertion des jeunes dans les entreprises Identifier les travailleurs par corps de métiers Sensibiliser les travailleurs sur leurs droits et devoirs Organiser les travailleurs en groupe ou syndicat Vulgariser les textes régissant les lois de travailleurs Mettre en application le code de travail pour tout emploi de travailleurs
28.	Communication	Difficultés d'accès aux informations au niveau local	Installer une antenne améliorant la couverture CRTV radio et TV Mettre en place une cellule de communication au sein de la commune Créer une bibliothèque communale Publier régulièrement les informations sur les réalisations de la commune Organiser de journées d'informations

5. PLANIFICATION

5.1. LA VISION DE LA COMMUNE

L'objectif global du processus de planification de la commune de Dziguilao est d'appuyer cette entité dans la définition de ses orientations de développement pour servir de référence à toutes les actions à y mener.

Pour ce faire, nous présentons par sectoriel le cadre logique.

5.2. Objectifs spécifiques du PCD

Il s'est agit de :

- Identifier les principaux atouts et les problèmes de la Commune ;
- Analyser les problèmes identifiés en y apportant des éléments de solution ;
- Elaborer le cadre logique de la commune ;
- Elaborer le cadre de dépense en moyen terme ;
- Elaborer le plan d'investissement annuel ;
- Définir les modalités de mise en œuvre et de suivi du PDC ;
- Accompagner et former le Comité Communal de Suivi-Evaluation (CCSE) pour une bonne exécution du PDC.

5.3. Cadre logique du plan communale de développement

Le cadre logique présente pour chaque secteur la logique d'intervention, les indicateurs objectivement vérifiables, les moyens de vérification et les facteurs externes pouvant perturber la réussite de l'action envisagée. Les tableaux ci-contre présentent les éléments suscités pour chaque secteur

Tableau 16 : Cadre logique du secteur Agriculture

Problème central : Faible productivité agricole						
Objectif global : Améliorer la productivité agricole de 50% dans la commune						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Actions	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique1: Améliorer les rendements agricoles	Utilisation de la fumure organique par 80% des producteurs	Vulgariser l'utilisation de la fumure organique	Plus de 80% des champs enrichis par la fumure organique	Enquête sur le terrain		2500 00
	Intrants agricoles accessible à plus de 75% des producteurs	Subventionner améliorées à 50% les intrants (engrais et semences) Créer un point de vente à Dziguilao	Prix des intrants revus à la baisse pour le producteur Un point de vente fonctionnel	Enquête sur le terrain Rapport activité	Avec l'appui du MINADER et des partenaires	15000000
	Les 60% des maraichers maîtrisent la gestion de l'eau	Construire des biefs sur les mayo Former les producteurs sur la gestion de l'eau de l'irrigation	Trois biefs construits Rapports de formation Liste des participants	Enquête sur le terrain	Avec l'appui du MINADER et des partenaires	25000000
	Exploités 150 ha de riz pluvial	Promouvoir la production du riz pluvial à Barlang	Superficies exploités Production obtenu	Enquête Rapport DAADR	Avec l'appui du MINADER et de la SEMRY	1500000
Objectif spécifique2: Améliorer les infrastructures et équipements agricoles	05 postes agricoles créés et construits	Créer 05 postes (Barlang, Padé, Soueye, Tibégué et Dongrossé) Construire 03 postes agricoles	Nombre de postes construits et fonctionnels	Arrêté création PV réception	Avec l'appui du MINADER et des partenaires	35000000
	02 tracteurs acquis	Acquérir 01 tracteur par poste agricole	Nombre de tracteurs disponibles dans la	PV réception Photos	Avec l'appui du MINADER et	20000000

		(Dziguilao, golonguini ; goundaye)	commune		des partenaires	
	03 magasins de stockage construits	Construire 03 magasins de stockage de céréales (Dziguilao, golonguini ; goundaye)	Nombre de magasins construits et disponibles	PV réception	Avec l'appui du MINADER et des partenaires	1500000
Objectif spécifique3: Améliorer l'encadrement des producteurs	06 nouveaux personnels affectés	Augmenter le nombre de personnel d'encadrement	Nombre de personnels en poste	Décision d'affectation et présence effective sur le terrain	Avec l'appui du MINADER	200000
	Producteurs organisés en trois filières	Organiser les producteurs en trois filières (sorgho, riz pluvial, maïs)	03 filières de producteurs fonctionnels	Attestation de création PV des réunions	Avec l'appui du MINADER et des partenaires	300000
	60% des producteurs formés aux techniques modernes de production et de protection de leurs champs	Former les producteurs en techniques modernes de productions	Au moins 03 thèmes de formation dispensés aux producteurs	Rapports formations Listes des participants	Avec l'appui du MINADER et des partenaires	1 500 000
	50% des producteurs ont accès au financement	Faciliter l'accès aux financements des activités	Au moins la moitié des producteurs ont reçu un financement	Liste des bénéficiaires Nombre de d'accord de financement	Avec l'appui du MINADER et des partenaires	2500000
	Distribuer les prix et récompenses au	Organiser les foires agropastorales et concours de la plus	Nombre des producteurs récompensés	Liste des producteurs récompensés	Avec l'appui du MINADER et des partenaires	5000000

	moins à 60 meilleurs producteurs	belle plantation		avec la nature des prix Liste des participants		
--	--	------------------	--	---	--	--

Tableau 17 : Cadre logique du secteur Elevage

Problème central : Faible productivité de l'élevage Objectif global : Améliorer la productivité de l'élevage de 75% dans la commune						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Actions	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique1: Améliorer l'alimentation et l'exploitation des animaux	Les éleveurs ont accès au tourteau et coque de coton et à coût plus bas	Rendre le tourteau, coques ainsi que les autres sous produits agro-industriels accessible et à moindre coût	Plus de 50% éleveurs ont accès au tourteau et coques de coton	Enquête sur le terrain	Avec la collaboration de la SODECOTON et du MINEPIA	10000000
	Zones de pâturage et piste à bétail délimité	Créer de nouvelles pistes à bétail Délimiter les zones de pâturages et réhabiliter les pistes à bétail	Tous les pâturages et pistes à bétail délimités	Enquête sur le terrain	Avec la collaboration de toutes les parties prenantes	3000000
	Pâturages améliorés	Améliorer la production des pâturages	Pâturages ensemencés	Rapport d'évaluation	Avec la collaboration du MINATD, commune, MINADER, MINEPIA	5000000
	Elevage bien exploité	Améliorer l'exploitation des animaux	75% des élevages bien gérés et bien exploité	Rapport d'évaluation	Avec la collaboration de MINEPIA PNVRA	1000000
	02 CZCSV créés	Créer 02 CZCSV (goundaye, gologuini)	02 CZCVS construits et fonctionnels	Décision de création Pv de réception	Avec la collaboration du MINEPIA et des partenaires	35000000
Objectif spécifique2:	04 mares construites et 05	Construire 04 mares artificielles et les	04 mares construites et équipées de	PV réception Nombre	Avec la collaboration de	4000000

Améliorer les infrastructures	bassines d'abreuvements	bassines d'abreuvement autour des cinq puits pastoraux existants et les équiper de motopompe	motopompe et fonctionnelles 02 mares réhabilitées	d'animaux abreuvés	toutes les parties prenantes	
	02 bureaux et logements construits	Construire des bureaux et logements au centre vétérinaires de Dziguilao et Dongrossé	02 bureaux et logements construits et opérationnels	PV réception	Avec la collaboration de toutes les parties prenantes	35000000
	04 parcs vaccino-gènes réalisés	Réaliser 06 parcs vaccino-gènes (Mbitou, balané, golonguini, dongrossé, barlang, kepna)	04 parcs vaccino-gènes réalisés et fonctionnels	PV réception	Avec la collaboration de toutes les parties prenantes	8000000
	Abattoir de Dziguilao réaménagé	Aménager l'abattoir de Dziguilao	Abattoir délocalisé et fonctionnel	PV réception	Avec la collaboration de toutes les parties prenantes	5000000
	Marché à bétail réaménagé	Réaménager les marchés de bétail, porcs, petit ruminants et reboiser	Marché à bétail	Pv réception	Avec la collaboration de la commune et du MINEPIA	25000000
Objectif spécifique3: Améliorer l'organisation et l'encadrement des éleveurs	03 filières pastorales organisées	Organiser les filières (porcin, aviaire et petit ruminants) et les former	03 filières opérationnelles	Attestation de création Rapport réunion	Avec la collaboration du PNVRA du MINEPIA	1000000
	Campagnes de vaccination organisées	Organiser les campagnes de vaccination antirabique	Au moins deux campagnes de vaccination par an organisé	Rapports	Avec la collaboration de la commune et du MINEPIA	2500000
	Éleveurs ont	Faciliter l'accès aux	Plus de la moitié des	Liste des	Avec la	5000000

	accès aux microcrédits	crédits	éleveurs ont accès aux microcrédits et appui	bénéficiaires	collaboration des OMF et du MINEPIA	
	Le troupeau sécurisé	Sécuriser le bétail par la formation des comités de vigilance	Cheptel de la commune augmenté et bien sécurisé	Rapport comité de vigilance et des services de sécurité	Avec la collaboration des organisations des éleveurs, des services de sécurité et des services techniques	1000000
	02 nouveaux personnels affectés	Augmenter le nombre de personnel d'encadrement	02 nouveaux personnels en poste	Décision d'affectation	Avec la collaboration de la commune et du MINEPIA	20000

Tableau 18 : Cadre logique du secteur Domaine et affaires foncières

Problème central : Difficultés d'accès aux terres et espaces						
Objectif global : Faciliter l'appropriation des terres et des espaces						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Actions	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	coûts
Objectif spécifique1: Réglementer l'occupation des terres	Carte SIG établie	Établissement d'une carte SIG de la commune de Dziguilao	Existence du plan ou carte de la commune Arrêté préfectoral	Carte Enquête sur le terrain	L'adhésion des populations	3000000
	Réserve domaniale communale constituée	Constitution d'une réserve domaniale communale	Existence du domaine communal	Titre foncier	L'adhésion des populations	5000000
	Plus de 80% de la population sensibilisé	Sensibilisation de la population sur les normes de l'occupation de l'espace communal	Nombre de personnes sensibilisées Nombre de séance de sensibilisation	Enquête sur le terrain Rapport Liste participant	L'adhésion des populations	1000000
Objectif spécifique2: Faciliter l'accès au titre foncier	Plus de 80% de la population sensibilisé	Sensibilisation des populations sur l'importance du titre foncier	Nombre de personnes sensibilisées Nombre de séance de sensibilisation	Enquête sur le terrain Rapport Liste participant	L'adhésion des populations	1000000
	Plus de 80% de la population sensibilisé	Vulgarisation de la procédure d'obtention du titre foncier	Nombre de personnes sensibilisées Nombre de séance de sensibilisation	Enquête sur le terrain Rapport Nombre de titre foncier	L'adhésion des populations	1000000

Tableau 19 : Cadre logique du secteur Développement Urbain et de l'Habitat

Problème central ; Difficulté d'urbanisation locale et du développement de l'habitat						
Objectif global ; Promouvoir l'urbanisation locale et le développement de l'habitat						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique1: Améliorer l'urbanisation locale	01 plan d'urbanisme élaboré et mis-en œuvre dans la commune	Elaborer un plan d'un d'urbanisme de la ville de Dziguilao et de villages de Golonghini, Goundaye et Balané	01 plan d'urbanisme de la ville de Dziguilao et de village de Goundaye ,Golonghini et de Balané existent	Existence du plan à la commune au niveau des services de MI NDUH	La commune collabore avec le MINDUH et le MINDAF	3000000
	Lotissement de Dziguilao viabilisé	Viabiliser le lotissement de Dziguilao	Circulation fluide Constructions modernes			15000000
	Le marché est aménagé et équipé	Réaliser les plans d'aménagement du marché, et les équiper d'infrastructure et de superstructures	Le marché dispose des équipements nécessaires pour renflouer les recettes communales	Pv de réception observation sur le terrain	La commune collabore avec le MINDUH et le MINDAF pour les problèmes fonciers	5000000
	Assainissement du milieu urbain réalisé	Canaliser les eaux en stagnation dans l'espace urbain (réseau de drainage)	L'eau de ruissellement s'entasse loin de la ville	Pv de réception	La commune collabore avec le MINDUH et le MINEP pour les problèmes d'assainissement	5000000
	Collecte et traitement des ordures ménagers	Collecter les traiter les ordures ménagers	Quantité des ordures collectée et traitée	Pv du choix du site	Avec la collaboration des populations	2500000

<p>Objectif spécifique2: Améliorer la qualité de l'habitat</p>	<p>Les maisons construites en matériaux résistants de bonne qualité répondant aux normes de confort et de sécurité</p>	<p>Construire des maisons en matériaux résistants, durables avec confort et sécurité</p>	<p>La qualité des maisons est améliorée et attrayante</p>	<p>Pv de réception Statistique des permis de construire</p>	<p>La commune collabore avec le MINDUH et le MINDAF et autres organismes de promotions immobiliers</p>	<p>1000000</p>
<p>Objectif spécifique3: Rendre la ville attrayante et impressionnante</p>	<p>Les panneaux indicateurs et affiches publicitaires implantées aux points stratégiques de la ville</p>	<p>Planter des monuments, panneaux et affiches publicitaires Aménager les carrefours</p>	<p>Le nombre des panneaux et affiches publicitaires implantées</p>	<p>Observation directe Augmentation du rayonnement de Dziguilao</p>	<p>La commune collabore avec le MINDUH et le MINTTOUR</p>	<p>15000000</p>
	<p>Un jardin public créé dans un coin de la ville</p>	<p>Créer des jardins publics et réaliser l'éclairage public</p>	<p>Existence d'un jardin public à Dziguilao et réseau d'éclairage public</p>	<p>Pv de reception Observation directe</p>	<p>La commune collabore avec le MINDUH et le MINDAF dans leur domaine respectif</p>	<p>25000000</p>

Tableau 20 : Cadre logique du secteur Environnement et Protection de la nature

Problème central ; Difficulté de préservation de l'environnement et de la protection de la nature						
Objectif global ; Préserver l'environnement et protéger la nature						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique1: Assainir l'environnement	Les eaux dans endroits publics canalisées	Canaliser les eaux en stagnation dans les endroits publics	Les endroits publics canalisés sont	PV de réception des travaux de canalisation	La commune collabore avec le MINEP, MINDUH	5000000
	90% des populations sensibilisées sur la construction de latrines	Sensibiliser les communautés à construire de latrines	Existence d'une latrine dans chaque ménage	Descente sur le terrain	La commune collabore avec le MINEP, MINSANTE	1000000
	Les ordures, déchets et plastiques traités	Traiter les déchets, les ordures et plastiques	Existence d'un dépotoir à déchets	Observation sur le terrain Enquête	La commune collabore avec le MINEP, MINSANTE	5000000
	Le service d'hygiène communal redynamisé	Redynamiser le service d'hygiène communal	Présence des agents d'hygiène sur le terrain	Observation sur le terrain	La commune collabore avec le MINEP, MINSANTE	1500000
Objectif spécifique2: Conserver la biodiversité dans la commune	90% de populations sensibilisés sur la protection de la nature	Sensibiliser les communautés sur la protection des espèces	Présence de comités de surveillance fonctionnels dans la commune	Enquête sur le terrain	La commune collabore avec le MINEP, MINFOF	1000000

Tableau 21 : Cadre logique du secteur Forêt et faune

Problème central : faible gestion des ressources forestières et fauniques						
Objectif global : Améliorer la gestion des ressources forestières et fauniques						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Actions	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique1: Améliorer la gestion de la Flore	Population sensibilisée	Sensibilisation des populations sur l'importance de l'arbre	Nombre population sensibilisé	Rapport campagne de sensibilisation Sondage d'opinion	L'adhésion des populations	1000000
	Cadre de gestion des ressources ligneuses créé	Elaboration d'un cadre de gestion des ressources ligneuses	Existence carte ressource	Arrêté	L'adhésion des populations	2500000
	Populations sensibilisées sur les foyers améliorés	Vulgarisation des foyers améliorés	Nombre de personne sensibilisé et rapport	Rapport campagne de sensibilisation	L'adhésion des populations	5000000
	Pépinières villageoises mis en place	Mise en place des pépinières villageoises	Nombre pépinières mis en place	Attestation création Pv réception	L'adhésion des populations	10000000
	Espace communal reboisé	Reboisement de la commune (marché du bétail et espace urbain)	Superficie reboisée et nombre arbres plantés	PV réception Observation directe	L'adhésion des populations	2000000
	Forêts communautaires créées	Création des forêts communautaires	Nombres forêts communautaires créés	Arrêté création	L'adhésion des populations	3000000
Objectif spécifique2 : Améliorer la gestion de la Faune	Cadre de gestion élaboré	Elaboration d'un cadre de gestion des ressources Fauniques	Existence d'un organe de gestion	Rapport organe de gestion	L'adhésion des populations	2500000
	Réserve créée	Création de la réserve de Mabenbek	Existence de la réserve	Arrêté du MINFOF	L'adhésion des populations	2000000

Tableau 22: Cadre logique du secteur Administration, décentralisation et maintien de l'ordre

Problème central ; Difficulté d'accès aux services administratifs décentralisés et maintien de l'ordre						
Objectif global ; Faciliter l'accès aux services administratifs décentralisés et de maintien de l'ordre						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Actions	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique1: Faciliter la mise en œuvre du processus de la décentralisation dans la commune de Dziguilao	Texte sur la décentralisation vulgarisé et appliqué dans la commune	Vulgariser les textes sur la décentralisation dans la commune	80% prennent connaissance de textes sur la décentralisation	Enquête	La commune collabore avec la tutelle pour vulgariser les textes	1000000
	80% de populations sensibilisées sur le processus de décentralisation	Sensibiliser les populations sur le processus de décentralisation	80% de population maîtrise le processus de décentralisation	Enquête	La commune collabore avec la tutelle pour la sensibilisation des populations	1000000
	01 cadre de concertation des acteurs mis sur place	Mettre en place un cadre de concertation des acteurs au niveau communal	01 cadre de concertation des acteurs fonctionnel dans la commune	PV de réunions de concertation Liste de membres	La commune sollicite l'appui des organismes et de la tutelle	500000
	80% de populations sensibilisées sur le paiement des impôts	Sensibiliser les populations sur le paiement de l'impôt forfaitaire	Les populations paient leurs impôts	Rapports sensibilisation et des services de collecte des impôts	Avec la collaboration des populations	1000000
Objectif spécifique2: Faciliter l'accès aux services déconcentrés de l'état	Les SDE représentés au niveau local sont construits	Construire des services déconcentrés (sous préfecture et chefferies traditionnelles) représentés dans	Existence des locaux de services déconcentrés fonctionnels	PV de réception de construction	Intervention de l'Etat	35000000

		la commune				
	Tous les services déconcentrés sont représentés dans la commune	Créer et construire de services manquant dans la commune	Disponibilité des services déconcentrés dans la commune	Arrêté de création PV de réception de construction	Intervention de l'Etat	50000000
Objectif spécifique3: Maintenir la sécurité dans la commune	01 structure de sécurité publique créé et construite dans la commune	Créer et construire une structure de sécurité publique dans la commune (commissariat de sécurité publique)	Existence d'un service de service de sécurité publique dans la commune	Arrêté de création PV de réception de construction	Intervention de l'Etat	20000000
	La police municipale redynamisée	Redynamiser la police municipale	Intervention des agents municipaux dans les communautés	Le planning de travail Fiche de suivi	La collaboration entre la commune et la tutelle	1500000
	Le personnel du maintien de l'ordre renforcé (gendarmerie)	Renforcer du personnel du maintien de main de l'ordre	la brigade de gendarmerie a un effectif complet et disponible	Visite sur le terrain Fiche de présence	Intervention de l'Etat	500000

Tableau 23 : Cadre logique du secteur Education de base

Problème central : Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité						
Objectif global : Faciliter l'accès à l'éducation de base de qualité						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Actions	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	
Objectif spécifique1: Favoriser l'éducation de proximité	03 écoles primaires bilingues créées dans la commune de Dziguilao	Créer et construire 03 écoles bilingues (Bilou, mantagui, loboekri)	Nombre des écoles bilingues créées et fonctionnelles	PV de réception Arrêté de création	La commune collabore avec le MINEDUB	144000000
	03 écoles maternelles créées dans la commune de Dziguilao	Créer et construire 03 écoles maternelles (Dziguilao, Gollonguini et goundaye)	Nombre des écoles maternelles créées et fonctionnelles	PV de réception Arrêté de création	La commune collabore avec le MINEDUB	144000000
Objectif spécifique2: Améliorer les infrastructures dans les établissements scolaires	126 salles de classes disponibles dans les écoles de la commune	Construire les salles de classes dans les 34 écoles de la commune	Nombre de salles de classe construites équipées et dans les écoles	PV de réception	Intervention de l'état des organismes d'appui	1008000000
	34 logements pour directeur construits	Construire les logements pour les directeurs dans les 34 écoles de la commune	Nombre de logements pour personnels construits	PV de réception	Intervention de l'état des organismes d'appui	170000000
	34 salles endommagées réfectionnées	Réhabiliter 34 salles de classe des écoles de la commune	Nombre de salle de classe réhabilité	PV de réception des travaux de réfection	Intervention de la commune, l'état et les organismes d'appui	170000000
	6500 tables bancs disponibles dans les écoles de la commune	Doter les écoles de la commune en 6500 table bancs	Nombre des tables bancs dans les écoles de la commune	PV de réception	Intervention de l'état des organismes d'appui	97500000

	102 bacs à ordures disponibles dans les écoles de la commune	Doter les écoles de la commune en 102 bacs à ordures	Nombre des bacs à ordures dans les écoles de la commune	PV de réception	Intervention de l'état des organismes d'appui	510000
	68 latrines construites dans les écoles de la commune	Construire 68 latrines dans les écoles de la commune	Nombre de latrines construites et disponibles dans les écoles	PV de réception	Intervention de l'état des organismes d'appui	68000000
	34 points d'eau construits dans les écoles de la commune	Construire 34 points d'eau dans les écoles de la commune	Nombre de point d'eau fonction dans chaque école	PV de réception	Intervention de l'état des organismes d'appui	272000000
	Lés écoles de Dziguilao, Ndongrossé et de Goundaye sont clôturées	Clôturer les écoles de Dziguilao centre, Ndongrossé, Golonguini et de Goundaye	Nombre des écoles de clôturées dans la commune	PV de réception de travaux de construction	Intervention de l'état des organismes d'appui	80000000
Objectif spécifique3: Améliorer la qualité des enseignements	Le ratio enseignant /élèves atteint	Faire une demande d'affectation d'enseignants	Nombre personnel enseignant affectés	Enquête sur le terrain Décision d'effectuation Attestation de prise de service	Intervention du MINEDUB	1000000
	5000 actes de naissances établis aux élèves	Etablir 5000 actes de naissance	Nombre d'acte de naissance établi aux élèves	Acte de naissance Certificat de nationalité	Avec l'appui du MINATD	5000000
	34 écoles boisées	Reboiser les écoles	Nombres d'écoles reboisés	Pv de réception	Appui MINEP	3400000
	Inspection d'arrondissement de l'éducation de base construite	Construire l'inspection d'arrondissement	Nombre des bâtiments construits à l'inspection	Pv e réception Photo	Avec la collaboration de la commune	20000000

Tableau 24: Cadre logique du secteur Enseignement secondaire

Problème central ; Difficulté d'accès aux enseignements secondaires						
Objectif global ; Faciliter l'accès aux enseignements secondaires de qualité						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique1: Augmenter le nombre des établissements secondaires	CES de Mbraodong créé et fonctionnel	Créer, construire et équiper un CES à Mbraodong	Nombre de bâtiment construit au CES Nombre des élèves inscrits	PV de réception Arrêté de création	La commune collabore avec le MINESEC	20000000
	CETIC de Dziguilao créé et fonctionnel	Créer, construire et équiper un CETIC à Dziguilao	Nombre de bâtiment construit au CETIC Nombre des élèves inscrits	PV de réception Arrêté de création	La commune collabore avec le MINESEC	30000000
	Un CES Bilingue créer dans l'arrondissement	Créer, construire et équiper un CES bilingue dans l'arrondissement	Nombre de bâtiment construit au CES bilingue Nombre des élèves inscrits	PV de réception Arrêté de création	La commune collabore avec le MINESEC	20000000
Objectif spécifique2: Améliorer les infrastructures dans les établissements scolaires existantes	56 salles de classes dans les établissements existants	Construire 56 salles de classes dans les 05 établissements scolaires existantes (46 dans les CES et 10 dans les lycées)	Nombre de salles de classe construites équipées	PV de réception	Intervention de l'état des organismes d'appui	504000000
	3000 tables bancs disponibles dans les établissements secondaires de la commune	Equiper les 08 établissements secondaires en 3000 table bancs	Nombre de tables bancs disponibles	PV de réception	Intervention de l'état des organismes d'appui	45000000
	15 latrines construites dans les	Construire 15 latrines dans les 08 établissements	Nombre de latrines construites disponibles	PV de réception	Intervention de l'état des organismes	15000000

	établissements secondaires	secondaires			d'appui	
	08 points d'eau construites dans les établissements secondaires	réaliser 08 points d'eau dans les 08 établissements secondaires	Nombre de points d'eau potable réalisés disponibles au sein des établissements	PV de réception	Intervention de l'état des organismes d'appui	36000000
Objectif spécifique3: Améliorer la qualité d'enseignement secondaire et les conditions de travail	Le ratio personnel /élèves atteint	Faire une demande d'affectation d'enseignants	80% des établissements secondaires atteints le ratio élèves /enseignants	Enquête sur le terrain	Intervention du MINESEC	500000
	08 bibliothèques construites et fonctionnelles	Construire 08 bibliothèques dans les établissements	Nombres de bibliothèque construits	Pv réception	Avec l'intervention de l'état des organismes d'appui	16000000
	05 maisons d'astreinte construites	Construire 05 maisons d'astreintes pour les personnels enseignants	Nombres de maisons construites	Pv réception	Avec l'intervention de l'état des organismes d'appui	50000000
	05 laboratoires construits et équipés	Construire 05 laboratoires dans les établissements	Nombres de laboratoires construits	Pv réception	Avec l'intervention de l'état des organismes d'appui	50000000
	05 blocs administratifs construits et fonctionnelles	Construire 05 blocs administratifs dans les établissements	Nombres de blocs administratifs construits	Pv réception	Avec l'intervention de l'état des organismes d'appui	25000000
	05 centres informatiques construites et fonctionnelles	Construire 05 centres informatiques dans les établissements	Nombres de centres informatiques construits	Pv réception	Avec l'intervention de l'état des organismes d'appui	25000000

	05 établissements secondaires électrifiés	Electrifier les établissements	Nombre des établissements électrifiés	PV réception	Avec la collaboration de la commune	250000
--	--	-----------------------------------	--	--------------	---	--------

Tableau 25 : Cadre logique du secteur Enseignement supérieur

Problème central : difficultés d'accès à l'enseignement supérieur Objectif global : Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Actions	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique1 : Améliorer le taux d'accès d'étudiant à l'enseignement supérieur	100% des étudiants ressortissants de l'arrondissement organisés autour des différentes universités du Cameroun	Organisation et structuration des élèves et étudiants de la commune	Nombre des organisations des étudiants mis en place	Attestation associative Rapport des associations	Avec la collaboration de la commune, des comités de développement	500000
	100% des meilleurs étudiants identifiés annuellement	Identification annuelle des meilleurs élèves de la commune Dziguilao	Nombre des étudiants identifiés	Liste des étudiants	Avec la collaboration de la commune, des comités de développement	500000
	Bourses allouées à 50% des élèves et étudiants excellent et nécessiteux	Allocation des bourses d'excellence aux élèves et étudiants méritants et nécessiteux	Nombre des nécessiteux bénéficiaires	Listes des bénéficiaires Rapports commissions	Avec la collaboration de la commune, des comités de développement	30000000
	90% des étudiants ont accès aux informations	Faciliter l'accès des étudiants aux informations relatifs aux concours	Nombre d'étudiant réussissant aux concours	Résultat des concours	Avec la collaboration de la commune, des comités de développement	5000000

Tableau 26 : Cadre logique du secteur Santé publique

Problème central ; Difficulté d'accès aux de santé de qualité						
Objectif global ; Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique1: Faciliter les soins de santé de proximité	02 CSI créés, construits et fonctionnels dans la commune	Créer et construire deux CSI dans la commune de Dziguilao (Mbitou et Soueye)	Nombre de CSI construits et fonctionnels	PV de réception arrêté de création Observation sur le terrain	La commune collabore avec le MINSANTE	7000000
	05 pharmacies communautaires créées dans les CSI	Créer des pharmacies communautaires dans les CSI	Nombre de pharmacies communautaires créées	Enquête dans les villages Arrêté de création	La commune collabore avec le MINSANTE	2500000
Objectif spécifique2: Améliorer les infrastructures sanitaires	01 hôpital de santé construit et équipé à Dziguilao	Créer, construire et équiper le district de santé à Dziguilao	Un hôpital de santé fonctionnel dans la commune de Dziguilao	PV de réception Arrêté de création Observation sur le terrain	Intervention de l'Etat, organisme d'appui	5000000
	03 CSI réfectionnés et équipé	Réfectionner les 03centres de santé existants	Nombre de CSI réfectionnés	PV de réception	Intervention de l'Etat, organisme d'appui	1500000
	02 CSI construits et équipés	Construire et équiper les CSI de Barlang et Balané	Nombre de CSI construits et équipés	PV de réception	Intervention de l'Etat, organisme d'appui	7000000
	32 latrines construites dans les CSI de la commune	Construire 32 latrines autour de CSI de la commune	Nombre de latrines construites	PV de réception	Intervention de l'Etat, organisme d'appui	3200000
	16 fosses d'incinération	Construction de 16 fosses	Nombre de fosses d'incinération	PV de réception	Intervention de l'Etat, organisme d'appui	4000000

	construite	d'incinération dans les formations sanitaires	disponibles dans les formations sanitaires			
Objectif spécifique3: Faciliter le suivi sanitaire de populations	Le ratio personnel médicaux /population atteint	Affecter le personnel dans les formations sanitaires	Nombre de nouveau personnel affecté dans les CSI	Décision d'affectation, Certificat de prise de service	La commune collabore avec le MINSANTE	500000
	01 voiture tout terrain et 01 ambulance disponibles à l'hôpital	Doter l'hôpital créé d'un voiture tout terrain et d'une ambulance médicalisée	01 voiture tout terrain et 01 ambulance mises au service de la l'hôpital	Observation sur le terrain PV réception Photo	Intervention de l'Etat et organisme d'appui	60000000
Objectif spécifique4: Combattre les maladies épidémiques et endémiques	100% de population sensibilisées contre les maladies récurrentes	Sensibiliser les populations contre les maladies récurrentes et les règles d'hygiènes	Nombre de personnes sensibilisées	Rapport campagne de sensibilisation Enquête	La commune collabore avec le MINSANTE	1000000
	100% vaccinées contre les maladies sévissantes	Sensibiliser et vacciner les populations contre les maladies épidémiques et endémiques	Nombre de personnes vaccinées par campagne dans la commune	Enquête	La commune collabore avec le MINSANTE	1500000

Tableau 27: Cadre logique du secteur Eau et énergie

Problème central : difficultés d'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique						
Objectif global : Faciliter l'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Actions	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique1: Augmenter les points d'eau potable	91 Forages réalisés et fonctionnels	Réaliser de 91 forages et 64 puits équipés de pompes à motricité humaine	Nombre de forages réalisés	PV réception Photo	Avec la collaboration des populations, commune, MINEE	728000000
	34 puits équipés réalisés et fonctionnels	Réaliser 34 puits équipés de pompes à motricité humaine	Nombre de puits réalisés	PV réception Photo	Avec la collaboration des populations, commune, MINEE	170000000
	25 Km de Système d'adduction d'eau potable réalisé et fonctionnel	Mise en place d'un système d'adduction d'eau dans l'espace urbain de la commune	Nombre de ménage alimentés par le système d'adduction	PV réception Photo Observation directe	Avec la collaboration des populations, commune, MINEE	50000000
Objectif spécifique2: Réhabiliter les points d'eau existants	100% des forges réhabilités	Réhabiliter 30 forages en panne (pompe Verget et India markII)	Nombre de forages en pannes réhabilités	PV réception Photo	Avec la collaboration des populations, commune, MINEE	60000000
	100% des anciens puits défectueux réaménagés	Aménager 20 anciens puits (construction et	Nombre des anciens puits réhabilités	PV réception Photo	Avec la collaboration des populations,	2000000

		équipement pompe)			commune, MINEE	
Objectif spécifique3: Electrifier l'arrondissement	Couverture de l'arrondissement en énergie électrique de 80%	Branchement du réseau moyen Tension AES-Sonel dans l'arrondissement (Guidiguis Goundaye Dziguilao et Tchatibali-Dziguilao)	Nombre de villages branchés au réseau électrique	PV réception Photo	Avec la collaboration des populations, commune, MINEE	300000000
		Extension du réseau base tension dans les villages de l'arrondissement	Nombre de villages branchés au réseau électrique	PV réception Photo	Avec la collaboration des populations, commune, MINEE	100000000
Objectif spécifique4: promouvoir la pérennité et l'hygiène autour des ouvrages	Diminution du nombre de panne	Recruter un artisan réparateur des points d'eau par la commune	Nombre de points d'eau réparé Nombre de panne	Rapport d'activité	Avec la collaboration des populations, commune, MINEE	500000
	Un animateur recruté	Recruter les animateurs pour le suivi des comités de gestion des points d'eau	Nombre de suivi réalisé	Rapport d'activité	Avec la collaboration des populations, commune, MINEE	1500000
	100% des comités des gestions des points d'eau formés	Former les comités de gestion des points d'eau	Nombre des comités formés Nombre de formations effectuées	Rapport de formation Liste des participants	Avec la collaboration des populations, commune, MINEE	2000000

	50 aires d'assainissement et murets construits	Construire les aires d'assainissement et les murets de protection sur les points d'eau	Nombre des aires d'assainissement et murets construits	Pv réception Observation directe	Avec la collaboration des populations, commune, MINEE	5000000
--	--	--	--	-------------------------------------	---	---------

Tableau 28 : Cadre logique du secteur Travaux publics

Problème central : Faible réalisation et suivi des ouvrages publics dans la commune						
Objectif global : Améliorer la réalisation et le suivi des ouvrages publics						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Actions	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique1: Faciliter la circulation des biens et des personnes	70% des routes reprofilées	Reprofiler les routes existantes s	Nombre de Km de route reprofilé	PV de réception	Avec la collaboration de la commune, MINTP	100000000
	75 % des ouvrages défectueux réhabilités	Réhabiliter les ouvrages de franchissement défectueux	Nombre des ouvrages réhabilités	PV de réception	Avec la collaboration des populations, commune, MINTP	50000000
	30 km de nouvelles pistes ouvertes	Ouvrir de nouvelles routes	Nombre de km de nouvelles routes ouvertes	PV de réception	Avec la collaboration des populations, commune, MINTP	300000000
Objectif spécifique2: Améliorer le suivi des travaux	80 % de comité de route fonctionnel	mettre en place des comités de route	Nombre de comité de route mis en place	Arrêté de création	Avec la collaboration des populations, commune, MINTP	1000000
	100% des comités formés	Former les comités de routes	Nombre de comité de route formé	Rapports de formation	Avec la collaboration des populations, commune,	2500000
	Population mieux impliquée dans le suivi des ouvrages	Impliquer d'avantage les populations dans le suivi des ouvrages	Nombre campagne de sensibilisation	Rapport des réunions	Avec la collaboration des populations, commune, MINTP	500000

Tableau 29 : Cadre logique du secteur Affaires sociales

Problème central : faible intégration socioéconomique des personnes vulnérables						
Objectif global : promouvoir l'intégration socioéconomique des personnes vulnérables						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Actions	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique1: Encadrer les personnes vulnérables	95% des personnes vulnérables recensées	Identifier et recenser les personnes vulnérables et leurs besoins dans tout l'arrondissement	70% de personnes vulnérables recensées	Fichier des personnes vulnérables	Avec l'adhésion de la population, de la commune et du MINAS	1000000
	Organisation et structuration des personnes handicapées	Sensibiliser les personnes vulnérables sur l'importance de se regrouper	80% de personnes sensibilisées	Rapport Enquête sur le terrain	Avec l'adhésion de la population, de la commune et du MINAS	1000000
		Organiser et structurer des personnes vulnérables	75% des organisations mis en place	Attestation PV réunion	Avec l'adhésion de la population, et du MINAS	500000
Objectif spécifique2: créer un centre social	Centre créé et construit	Créer et construire un centre public d'encadrement socioéconomique des personnes vulnérable	50% de personnes vulnérable encadrés socio économiquement	Arrêté création Pv réception	Avec l'adhésion de la population, de la commune et du MINAS	30000000
Objectif spécifique3: appui des personnes vulnérables	80% des personnes vulnérables bénéficiant des aides multiformes	Octroie des aides multiforme des personnes du 3 ^{ème} âge, des personnes handicapées et/ou nécessiteuses (cane blanche ; tricycle)	50% des personnes vulnérables bénéficiant des aides multiformes	Liste des bénéficiaires Rapports des services du MINAS et des OSP	Avec l'adhésion de la population, de la commune et du MINAS	15000000

Tableau 30 : Cadre logique du secteur Promotion de la femme et de la famille

Problème central ; Difficulté de promotion de la femme et de la famille						
Objectif global ; Favoriser la promotion de la femme et de la famille						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Actions	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Faciliter l'autopromotion socioéconomique de la femme	01 centre de promotion de la femme est créé	Créer et construire un centre de promotion de la femme à Dziguilao	01 centre de promotion de la femme et de la famille construit et fonctionnel	PV de réception Certificat de prise de service	Intervention du MINPROFF et élite	30000000
	Le réseau d'organisation des femmes de Taïbong redynamisé	Accompagner le réseau d'organisation de femmes de Dziguilao	Le réseau des organisations féminines redynamisé et fonctionnelles	Enquête	La commune collabore avec le MINPROFF	1000000
	32 organisations encadrées et bien organisées	Appui à la restructuration et la formation des organisations féminines	Au moins 20 organisations féminines financées	Enquête	La commune collabore avec le MINPROFF et MINEFOP, MINADER, MINEPIA, MINEPAT	2500000
Améliore l'égalité genre et l'équité sociale dans la commune	La scolarisation de la jeune fille assurée à 90%	Sensibiliser les communautés sur la scolarisation de la jeune fille Sensibiliser les femmes sur la vie socioéconomique	80% de filles entrées à l'école accèdent au niveau secondaire	Enquête	La commune collabore avec le MINPROFF et organismes d'appui au développement, MINEDUB, MINESEC et APEE	1000000
	Les femmes sont impliquées dans les	Impliquer les femmes des instances de prise	Proportion des femmes aux institutions de	Enquête Liste de	La commune collabore avec	2000000

	instances de prise de décisions au niveau local	de décisions	prises décisions augmentée à 50%	conseillers municipaux	le MINPROFF et organismes d'appui au développement	
	Les droits de la femme respectés dans la société par les hommes	Vulgariser les droits humains en direction des communautés	Augmentation de taux de participation de la femme au développement	Enquête	La commune collabore avec le MINPROFF et organismes d'appui au développement	1000000
	Le mariage précoce et forcé éradiqué dans la commune	Combattre le mariage précoce et forcé	Réduction du taux d'analphabétisme	Enquête	La commune collabore avec le MINPROFF et organismes d'appui au développement	1500000
	Connaissance de la famille renforcée au plan socio économique	Sensibiliser sur la culture de la paix et de la gouvernance au sein de la famille	Nombre des personnes sensibilisé	Rapport des séances	Intervention du MINPROFF et élite	1500000
Objectif spécifique 3 : Améliorer les infrastructures d'encadrement	Centre créé	Création d'un centre d'alphabétisation fonctionnel	Centre fonctionnel	Liste des apprenants	Intervention du MINPROFF et élite	1500000
	DAPROFF construit et équipé	Construire et équiper la DAPROFF et y affecter un personnel	DAPROFF construit et fonctionnel	PV réception Certificat de prise de service	Intervention du MINPROFF et élite	2500000

Tableau 31 : Cadre logique du secteur Jeunesse

Problème central ; Difficulté d'accès aux services de promotion de la jeunesse						
Objectif global ; Faciliter l'accès aux services de promotion de la jeunesse						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique1 : Promouvoir l'auto-emploi des jeunes	50 groupes formels de jeunes mis sur pieds dans la commune	Susciter l'adhésion des jeunes au CNJC Former et redynamiser les groupes	50 groupes formels mis sur pieds et fonctionnels	PV de réunion Rapport des activités Fichiers des groupes formels	Avec la collaboration de toutes les parties prenantes	500000
	01 centre multi fonctionnel de promotion de jeunes créés et construits	Créer et construire et équiper un centre multi fonctionnel de promotion de jeunes	01 centre multifonctionnel de promotion de la jeunesse fonctionnel	PV de réception de travaux de construction Présence d'au moins 05 personnels et adhérents	Avec la collaboration de toutes les parties prenantes	35000000
	50 groupes de jeunes ayant bénéficié de l'appui	Appui aux organisations de jeunes à la création de petits métiers à travers le montage des projets	Au moins 30 groupes formels bénéficient d'appui	Rapport d'activité	Avec la collaboration de toutes les parties prenantes	2500000
Objectif spécifique2 : Faciliter l'encadrement de jeunes	01 délégation d'arrondissement de jeunesse créée et équipée	Créer et construire et équiper une délégation d'arrondissement de la jeunesse à Dziguilao	01 délégation d'arrondissement de la jeunesse créée et fonctionnelle	Acte de création PV de réception de travaux de construction Présence du personnel	Avec la collaboration de toutes les parties prenantes	25000000
	02 Personnels	Exprimer le	02 personnels en	Disponibilité du	Avec la	500000

	affectés à la DAJ	besoin en personnel d'encadrement de la jeunesse	poste dans les structures de la jeunesse	personnel au poste Rapport d'activité de la DAJ	collaboration de toutes les parties prenantes	
	05 Centres créés et fonctionnels, 05 redynamisés	Création d'un centre d'alphabétisation fonctionnel	Centre fonctionnel	Liste des apprenants	Avec la collaboration de toutes les parties prenantes	1000000
	Œuvres de vacances organisées	Organiser les loisirs sains et éducatifs pendant les vacances	Existence d'un championnat de vacance	Rapport des activités	Avec la collaboration de toutes les parties prenantes	3000000

Tableau 32 : Cadre logique du secteur Sport et éducation physique

Problème central : faible développement des sports et des activités sportives						
Objectif global : Promouvoir le développement des sports et des activités sportives						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Actions	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique1: Augmenter le nombre des infrastructures sportives	Complexe multisports construit et fonctionnel à Dziguilao	Construire un complexe sportif à Dziguilao comprenant un stade de football, handball, volleyball et basketball, lawn tennis avec piste d'athlétisme, et la clôturer	Nombre des stades réalisés dans le complexe	Décision de création PV réception Photo	Avec la collaboration du MINSEP et de la commune	35000000
	Le football, handball, volleyball et basketball pratiqué dans tous les villages dans des stades construits	Construire 09 stades réglementaires de football handball, volleyball et basketball à Golonguini, Goundaye, Balané, Barlang, Domba, Maporé, Mbrodong, Soueye et Danhou	09 stades de football handball, volleyball et basketball construits dans les villages	Décision de création PV réception Photo	Avec la collaboration du MINSEP et de la commune	27000000
	Le sport en salle réalisé dans la commune	Construire un gymnase à Dziguilao et l'équiper d'un tapis	Un gymnase fonctionnel	Décision de création PV réception Photo	Avec la collaboration du MINSEP et de la commune	20000000
Objectif spécifique2:	Les élèves et la population de	Solliciter l'affectation des cadres formés	15 personnels de sport formés affectés dans	Décisions d'affectation	Avec la collaboration du	500000

Promouvoir le sport de masse	l'arrondissement mieux encadré par un personnel qualifié	de sport dans les différents établissements scolaires pour assurer l'effectivité de l'enseignement de l'EPS	l'arrondissement	Certificat de présence au poste	MINSEP et de la commune	
	La santé des populations mieux assurée par le sport	Création des clubs santé	10 clubs santé créés et fonctionnels	Décision de création	Avec la collaboration du MINSEP et de la commune	1500000
	Sports de combat vulgarisé	Vulgariser les sports de combats	03 sports de combats vulgarisés	Rapports	Avec la collaboration du MINSEP et de la commune	1000000
	Tournois existant dans toutes les disciplines	Organiser des tournois dans les disciplines sportives	Nombre de tournois organisés		Avec la collaboration du MINSEP et de la commune	2500000
	Un club de football fonctionnel dans l'arrondissement	Création d'un club de football et d'en assurer l'entretien	Nombre de	Décision création Accord	Avec la collaboration du MINSEP et de la commune	3000000
	Activités de la FENASCO appuyé	Appuyer les activités de la FENASCO	Nombre des jeunes appuyés	Rapport activités	Avec la collaboration du MINSEP et de la commune	5000000

Tableau 33 : Cadre logique du secteur Transport

Problème central ; Difficulté d'accès aux moyens de transport et aux infrastructures routières						
Objectif global ; Sécuriser les transports sur les routes de l'arrondissement						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique1 : Faciliter le déplacement de biens et des personnes	02 cars disponible et mis en circulation dans la commune	Acheter et mettre en circulation deux cars de voyage à Dziguilao	Existence de 02 cars de voyages en service dans la commune	Observation Dossier de véhicules	La commune, les élites et les operateurs économiques	5000000
	Le coût de transport en moto taximen réduit	Réduire le coût de transport (moto taxi)	Le coût de transport abordable à tous	Consultation de tarif affiché à la gare Enquête auprès de population	La commune collabore avec le MINTRANS	500000
Objectif spécifique2 : Assurer la sécurité routière	01 gare routière créée et construite	Créer et construire une gare routière	01 gare routière disponible fonctionnelle	PV de réception	La commune collabore avec le MINTRANS	1000000
	Les usagers de la route sensibilisés sur la sécurité routière	Sensibiliser les usagers de la route sur le code de sécurité routière	80% des usagers de la route prennent connaissance de la sécurité routière	Enquête Contrôle routier	La commune collabore avec le MINTRANS	100000
	01 organisation de motos taximen bien structuré	Appui à l'organisation des motos taximen	01 organisation de motos taximen fonctionnelle	Enquête	La commune collabore avec le MINTRANS	250000
	Les motos taximen et chauffeurs en circulation dans la commune identifiés	Identifier les motos taximen et chauffeurs en circulation dans la commune	100% de moto taximen et chauffeurs identifiés dans la commune	Enquête Liste de personnes	La commune collabore avec le MINTRANS	50000
	La circulation	Réglementer la	100 % de moto	Enquête	La commune	150000

	routière réglementée	circulation routière	taximen portent le gilet et sont en règles		collabore avec le MINTRANS	
	100% des motos et véhicules de l'arrondissement portent leur plaque CEMAC	Immatriculer les motos et véhicules suivant les normes CEMAC	Toutes les motos et véhicules sont immatriculées	Enquête Contrôle routier Rapport activité DDTRANS	La commune collabore avec le MINTRANS	1000000

Tableau 34 : Cadre logique du secteur Emploi et Formation professionnelle

Problème central : Difficultés d'accès à l'emploi, à l'auto-emploi et à la formation professionnelle						
Objectif global : Faciliter l'accès à l'emploi, à l'auto-emploi et à la formation professionnelle						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Actions	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique1: Former et Encadrer les jeunes	80% des jeunes sensibilisés sur l'importance de la formation professionnelle de petits métiers et le regroupement en association ou GIC	organisation des séances de sensibilisation des jeunes sur l'importance de la formation professionnelle de petits métiers et le regroupement en association ou GIC	60% des jeunes sensibilisés	Rapport des activités Pv des réunions	Avec l'appui des populations et des MINEFOP	1000000
	80% des jeunes sensibilisés sur les opportunités des activités rentables de l'arrondissement	Organisation et sensibilisation des jeunes sur les opportunités des activités rentables de l'arrondissement	60% des jeunes sensibilisés	Rapport des activités Pv des réunions	Avec l'appui des populations et des MINEFOP	1000000
	Un SAR/SM créé, construit et fonctionnel	Création, construction et équipement d'un centre de formation professionnelle (SAR/SM)	Nombre des bâtiments construits et élèves fréquentant d'établissement	Acte de création PV réception Photo	Avec l'appui des populations et des MINEFOP	4000000
	100% des jeunes déscolarisés et méritants identifiés	Identification et octroi des bourses aux jeunes déscolarisés et méritants pour une	50% des jeunes déscolarisés et méritants bénéficient des bourses	Rapport des activités Liste des bénéficiaires	Avec l'appui des comités de développement des villages et des MINEFOP	2500000

		formation professionnelle rapide dans les secteurs productifs.				
	Les jeunes informés sur les opportunités d'emploi	Mettre en place un dispositif d'information sur les opportunités d'offre d'emploi (protocole d'accord entre les entreprises créatrices d'emploi)	Dispositif effectif	Protocole d'accord Rapport d'activité	Avec l'appui de la commune et des MINEFOP	1500000
Objectif spécifique2: Promouvoir les activités génératrices de revenus	Les jeunes bénéficient des microcrédits	Octroi de subvention et crédits aux jeunes promoteurs des activités rentables	50% des jeunes promoteurs des projets ont accès aux microcrédits	Rapport des activités Liste des bénéficiaires	Avec l'appui des populations, des OMF et des MINEFOP	2500000

Tableau 35 : Cadre logique du secteur Petites et moyennes entreprises, économies sociales et artisanats

Problème central : faible développement économique et artisanal						
Objectif global : Faciliter le cadre de développement économique et artisanal						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Actions	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique1: Redynamiser l'artisanat local	Les artisans structurés en filière de production	Structurer les artisans en filière de production et de prestation	80% des artisans structurés (nombre des filières mis en place)	Certificat d'inscription ou attestation PV réunion constitutive	Avec l'appui de la commune et du MINPMEESA	500000
	Les organisations artisanales formées sur la gestion et comptabilité, marketing, communication, droit commercial, défense des intérêts, fiscalité, technique de production	Former les artisans regroupés autour des filières sur divers thèmes (gestion et comptabilité, marketing, communication, droit commercial, défense des intérêts, fiscalité, technique de production)	80% des organisations artisanales formées	Rapport d'activité PV réunion Rapport de formation Support de formation Liste des participants	Avec l'appui de la commune et du MINPMEESA	2000000
	Débouchés des produits artisanaux identifiés	Faciliter l'écoulement des produits artisanaux par la recherche de nouveaux débouchés et la création d'une vitrine artisanale à la commune	70% des artisans écoulent facilement leur production	Revenu des producteurs Rapport d'activité des filières	Avec l'appui de la commune et du MINPMEESA	2500000
	Les artisans ont accès aux OMF	Faciliter l'accès des artisans aux sources de financements de leurs activités	50% des filières ont accès aux crédits	Accord Liste des bénéficiaires	Avec l'appui de la commune et du MINPMEESA	1000000
	Un centre d'apprentissage créé	Faciliter la production artisanale par la création d'un centre	Le centre d'apprentissage de métier fonctionnel	Acte de création PV de réception	Avec l'appui de la commune et du	500000

		d'apprentissage de métier et d'approvisionnement du centre en matières premières et matériels de production			MINPMEESA	
	Une exposition vente organisée	Organiser les expositions ventes des produits artisanaux (poterie, tannerie) au moins une fois l'an	Une exposition vente par an	Rapport activité	Avec l'appui de la commune et du MINPMEESA	500000
Objectif spécifique2: Structurer le secteur informel	Les corps de métier structurés en GIC et Association	Organiser les différents corps de métier en GIC et association	80% des corps des métiers structurés (nombre GIC mis en place)	attestation d'inscription PV réunion constitutive	Avec l'appui de la commune et du MINPMEESA	500000
	Plate forme établie avec la commune	Etablir une plate forme de dialogue entre la commune et les corps de métier	Une plate forme	PV réunion	Avec l'appui de la commune et du MINPMEESA	200000
	Corps des métiers formés	Former les différents corps de métier en gestion des affaires et des microprojets	70% des corps des métiers formés	Rapport des formations	Avec l'appui de la commune et du MINPMEESA	2500000
	Les corps des métiers ont accès aux OMF	Faciliter l'accès des corps des métiers aux sources de financements de leurs activités par le biais des OMF et l'appui de la commune	50% des corps des métiers ont accès aux crédits	Accord Liste des bénéficiaires	Avec l'appui de la commune, du MINPMEESA et des OMF	1000000
Objectif spécifique3: Promouvoir l'entrepreneuriat local	Procédure de création des entreprises connue des populations	Vulgariser les procédures de création des entreprises au niveau local	60% des populations sensibilisées	Rapport et PV des réunions	Avec l'appui de la commune et du MINPMEESA	500000
	Entreprises locales	Encourager les initiatives	Nombre des	Acte de création	Avec l'appui de	1000000

	plus visibles	entrepreneuriales	entreprises locales	contrat	la commune et du MINPMEESA	
	Les acteurs économiques mieux empreints aux réalités	Organiser des forums d'échanges entre acteurs économiques	Nombre de forum organisé	Rapport	Avec l'appui de la commune et du MINPMEESA	1500000

Tableau 36 : Cadre logique du secteur Recherche scientifique et innovation

Problème central : difficultés d'accès aux produits de la recherche						
Objectif global : Améliorer l'accès aux produits de la recherche						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Actions	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique1: Améliorer le rendement agropastoral et de l'artisanat	Population sensibilisée et informés des différents produits de la recherche agricole	vulgarisation des techniques de fabrication des engrais organiques (compost) , des techniques de fabrication des produits phytosanitaires locaux et des techniques de multiplications des espèces à cycle végétatif court.	Nombre de personnes sensibilisées et techniques vulgarisées	Liste des participants PV rencontre Rapport d'activité	Avec l'appui du MINADER, MINRESI et commune	500000
	Population sensibilisée des différents produits de la recherche pastorale	vulgarisation des espèces laitières et espèces à haut rendement	Nombre de personnes sensibilisées et techniques vulgarisées	Liste des participants PV rencontre Rapport d'activité	Avec l'appui du MINEPIA, MINRESI et commune	500000
	Jeunes formés sur les différents produits artisanaux	formation des groupes de jeunes en techniques de fabrication des matériaux locaux de construction	Nombre des jeunes formés	Liste des participants PV rencontre Rapport formation	Avec l'appui du MINRESI, MINPMESSA et commune	1500000
Objectif spécifique2: promouvoir la recherche locale	Plantes locales identifiées et répertoriées	Identifier et répertorier toutes les plantes utilisées traditionnellement dans la pharmacopée	Nombre des personnes ressources identifiées	Listing des produits Rapport commission	Avec l'appui du MINRESI et commune	1000000
	Techniques de	Normaliser les techniques	Nombre des	Rapport	Avec l'appui du	1500000

	production artisanale Normalisée	de production artisanales	produits locaux faisant objet de la recherche	chercheurs	MINRESI et commune	
--	----------------------------------	---------------------------	---	------------	--------------------	--

Tableau 37 : Cadre logique du secteur Tourisme

Problème central : faible développement des activités touristiques						
Objectif global : Promouvoir le développement des activités touristiques						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Actions	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique1: Valoriser les potentialités touristiques existantes	Danses traditionnelles valorisées	Redynamiser les danses traditionnelles (Gourna, waywa)	Plus de deux danses traditionnelles redynamisées	PV des réunions rapports	Avec l'adhésion de la population et des partenaires	3000000
	Sites touristiques de la commune identifiés	Identifier les sites touristiques et les aménagés	Nombre de sites identifiés		Avec l'adhésion de la population et des partenaires	1000000
	Foires, festivals et veillées culturelles organisées dans l'arrondissement	Organiser des foires, festival autour des fêtes traditionnelles (Féo Kagué) et des veillées culturelles du jeudi à samedi en vue d'attirer d'avantage des touristes	Nombres de foires, festivals et veillées culturelles organisées	Rapport commission Observation directe enquête	Avec l'adhésion de la population et des partenaires	5000000
Objectif spécifique2: améliorer la qualité de l'offre touristique pour qu'elle soit compétitive et promouvoir cette offre pour qu'elle soit vendue	Structures hôtelières de l'arrondissement standardisées	Réaménager et arrimer les infrastructures hôtelières existantes aux normes camerounaises et internationales	Au moins une structure réhabilitée et standardisée	PV de réception	Avec l'adhésion de la population et des partenaires	1500000
	Auberge municipal et foyer culturel construits	Construire une auberge municipale et un foyer culturel	Auberge et foyer fonctionnel	PV de réception Photo	Avec l'adhésion de la population et des partenaires	5000000

	Destination Dziguilao connu des touristes	Promouvoir la destination de la ville de Dziguilao	Nombre de supports médiatiques utilisés	Dépliants Communiqué radio	Avec l'adhésion de la population et des partenaires	
	GIC éco-touristiques créés	Créer des GICs éco-touristiques dans les villages périphériques du parc de Ma mbed mbed en projet	Nombre des GIC fonctionnels	Certificat d'inscription Rapport d'activité	Avec l'adhésion de la population et des partenaires	500000
	GIC éco-touristiques formés	Former les GICs éco-touristiques dans l'accueil, le guidage, la promotion des conditions locales, l'artisanat local pour développer l'industrie de souvenir	Nombre de formations offertes aux GIC	Rapport de formation Liste des participants	Avec l'adhésion de la population et des partenaires	150000
	Réserve forestière communales constituée	Constituer des réserves forestières pour les investissements à caractère touristique	Superficie réservée	Titre foncier	Avec l'adhésion de la population et des partenaires	50000

Tableau 38 : Cadre logique du secteur Culture

Problème central ; Difficulté de promotion de la culture locale						
Objectif global ; Promouvoir la culture locale						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique 1 : Valoriser la culture Toupouri	90% de populations sensibilisées connaissent l'importance de pratique culturelle	Sensibiliser les populations sur l'importance de pratique culturelle	90% de population pratique la culture	Enquête	La commune, MINCULTURE , MINTOUR, élites, Comité de développement et Organisme d'appui	500000
	Les ressources locales mobilisées disponibles	Mobiliser les ressources locales	Disponibilités de ressources locales	Enquête	Appui de la commune, MINCULTURE , élites, Comité de développement et Organisme d'appui	2500000
	Les activités culturelles (festivals, compétition) organisées chaque année	Organiser annuellement des activités culturelles (festivals, compétition)	Existence de calendrier des activités	Rapport des activités culturelles	La commune, MINCULTURE , MINSEP, élites, Comité de développement et Organisme d'appui	5000000
Objectif spécifique 2 : Conserver les patrimoines culturels	Un foyer culturel créé et construit à Dziguilao	Créer et construire un foyer culturel à Dziguilao	Disponibilité des objets culturels	Visite de foyer Inventaire	La commune, MINCULTURE , MINTOUR, élites, Comité de développement et Organisme d'appui	15000000

Tableau 39 : Cadre logique du secteur Industrie, Mines et Développement Technologique

Problème central ; Difficulté d'accès aux ressources minières et au développement industriel						
Objectif global ; Faciliter l'accès aux ressources minières et au développement industriel						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique 1 : Favoriser l'exploitation minière dans la commune de Dziguilao	01 site minier disponible	Faire des recherches spécialisées dans le domaine de la prospection des sites miniers Obtenir des permis de recherche	Existence d'un site minier	Fiche d'étude Rapport de prospection Résultat recherche	La commune collabore avec la MINIMIDT	2500000
	01 entreprise identifiée pour l'exploitation des ressources minières	Identifier l'entreprise pour l'exploitation des ressources minières	01 entreprise agréée disponible pour réaliser l'exploitation	Le protocole d'accord	La commune collabore avec la MINIMIDT, MINDAF, Organisme d'appui,	500000
	Les sites miniers mis en exploitation	Obtenir des autorisations Mettre en exploitation les sites miniers	Les produits miniers sont abondants et disponibles dans la commune	Rapport d'exploitation	La commune collabore avec la MINIMIDT Entreprise agréée	500000
Objectif spécifique 2 : Réglementer l'exploitation des produits des carrières	Les sites d'exploitation des produits des carrières identifiés et délimités	Identifier les sites d'exploitation des produits des carrières conformément à la réglementation	Les sites d'exploitation des produits des carrières, sont disponibles	Descente sur le site	La commune collabore avec la MINIMIDT et MINDAF	500000

(sable, latérite et d'argiles) artisanale	Les modalités d'accès aux sites définies	Définir les modalités d'accès aux sites conformément à la réglementation	L'accès aux sites est contrôlé et réglementaire	Droit d'accès aux sites Autorisation d'exploitation	La commune collabore avec le MINIMIDT	500000
	L'exploitation des produits des carrières, suivie régulièrement	Suivre l'exploitation de carrière, sable et argile	Le suivi et contrôle de l'exploitation des sites effectués	Rapport de suivi et de contrôle d'exploitation	La commune collabore avec le MINIMIDT, MINDAF	1500000
Objectif spécifique 3 : Susciter une étude de création d'une industrie dans la commune de Dziguilao	Matières premières abondantes	Augmenter la production des matières premières Mobiliser les ressources Sensibiliser les populations	Existence d'une industrie dans la localité	Rapport de suivi et de contrôle rapport d'activité	La commune collabore avec le MINIMIDT, MINDAF	500000

Tableau 40 : Cadre logique du secteur Commerce

Problème central ; Difficulté d'accroître les activités commerciales						
Objectif global ; Faciliter l'émergence des activités commerciales						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique 1 : Créer des marchés hebdomadaires dans l'espace communal	04 marchés hebdomadaires créés dans l'espace communale	Créer et aménager 04 marchés : Mbitou; Goundaye ; Golonghini et Dongrossé	Nombre de marché créés dans l'espace communale	Arrêté de création Enquêtes sur le terrain	Avec l'appui de la commune, du MINCOMMERCE et des partenaires	10000000
Objectif spécifique 2 : Améliorer les infrastructures marchandes dans l'espace communale	Les infrastructures marchandes améliorées	Construire 16 magasins aux marchés dont : 12 à Dziguilao, 01 à Mbitou, 01 à Goundaye, 01 à Dongrossé, et 01 à Golonguini)	Nombre de magasins construits dans l'espace communal	PV de réception Observation physique	Avec l'appui de la commune, des élites, du MINCOMMERCE et des partenaires	80000000
		Construire 20 hangars aux marchés dont : 16 à Dziguilao, 01 à Mbitou, 01 à Goundaye, 01 à Dongrossé, 01 à Golonguini)	Nombre de magasins construits dans l'espace communal	PV de réception Observation physique	Avec l'appui de la commune, des élites, du MINCOMMERCE et des partenaires	50000000
Objectif spécifique 3 : Améliorer le	Le revenu des activités commerciales améliorées	Sensibiliser les populations sur la pratique de commerce moderne	Au moins 30% de populations sur la pratique de commerce	Rapport d'enquête	La commune collabore avec les organismes de développement et	1000000

revenu des activités commerciales			moderne Nombre des opérateurs augmenté		partenaires et MINCOMMERCE	
		Organiser les opérateurs économiques en groupes formels	Existence de groupes des opérateurs par filière	Liste de groupes opérationnels Rapport activité commune	La commune collabore avec les organismes de développement et partenaires et MINCOMMERCE	500000
		Subventionner les organisations des opérateurs économiques	Au moins 10 groupes bénéficiant de l'appui	Rapport d'enquête Listes des groupes	La commune ; l'Etat ; ONG	2500000

Tableau 41: Cadre logique du secteur Poste et Télécommunication

Problème central ; Difficulté d'accès à une télécommunication de qualité						
Objectif global ; Faciliter l'accès à une télécommunication de qualité						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
OS 1 : Faciliter l'échange des informations et courrier au niveau local	L'échange des informations et des courriers facilité dans la commune de Dziguilao	Réfectionner le bâtiment abritant le télé-centre à Dzigilao	Le bâtiment abritant le télé-centre réfectionné	PV de réception	Intervention de l'Etat MINPTT ; la nécessité d'électrification locale	5000000
		Faire installer des antennes Camtel, MTN et Orange à Dziguilao	Une antenne installée et opérationnelle dans la commune	La disponibilité des réseaux Camtel, MTN et Orange dans la localité	La commune collabore avec les entreprises ; CAMTEL	30000000
		Faire installer une agence sms pour le transfert de colis	Une agence sms existe et transfère les colis dans la commune	La fonctionnalité de l'agence sms	La commune collabore avec les entreprises ;	1000000
		Equiper le PTT de Dziguilao en outils informatiques performants et moyen de déplacement et doter d'un groupe électrogène	Le PTT de Dziguilao est équipé des outils informatiques performants et dispose d'un moyen de placement pour le service	Rapport d'enquête La disponibilité de, moyen de déplacement	Intervention de l'Etat MINPTT et la commune collabore avec les partenaires	10000000
		Augmenter le nombre de personnels	Nombre de personnels affectés et en poste	Certificat de prise de service		500000
OS 2 :	Les nouvelles technologies de	Mettre en place un cyber café	Un cyber café existant dans la	Le fonctionnement de l'internet	La disponibilité d'énergie	1500000

Vulgariser les nouvelles technologies de l'information et de la communication	l'information et de communication appliquées dans la commune	(internet)	commune et fonctionnel avec une connexion internet		électrique en permanence	
		Ouvrir un site web au sein de la commune	Un site web existant et fonctionnel au sein de la commune	Le fonctionnement de site web	La collaboration de la commune renforcée	500000

Tableau 42 : Cadre logique du secteur Travail et sécurité sociales

Problème central : Difficultés de sécurisation sociale des travailleurs						
Objectif global : Promouvoir la sécurité sociale des travailleurs						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique 1 :	La sécurité sociale des travailleurs assurée	Identifier les travailleurs par secteurs d'activité	100 % des travailleurs identifiés et classés par secteurs d'activité	Liste des travailleurs enquête	Nécessité de contacter le MINTSS ainsi que la CNPS	500000
		Sensibiliser les responsables des groupes ou syndicats des travailleurs sur leurs droits et devoirs en matière de sécurité sociale	80% des responsables des groupes ou syndicats des travailleurs sur leurs droits et devoirs en matière de sécurité sociale	Document d'information sur les travailleurs auprès de la CNPS	La commune collabore avec les organismes d'appui et MINTSS	1000000
		Organiser les travailleurs en groupe ou syndicat	Existence d'un groupe ou syndicat de travailleurs fonctionnel	Le rapport d'activité des syndicats	La commune collabore avec les organismes et MINTSS	500000
Objectif spécifique 2 : Réglementer les activités des différents travailleurs	Activités des différents travailleurs réglementées	Vulgariser les textes de lois relatives à la sécurité sociales des travailleurs et la convention n° 102 de l'OIT	60% de populations prennent connaissance de la sécurité sociales et la convention n° 102 de l'OIT	Enquête	Descente systématique de la commune en collaboration du SDE de MITSS	1000000
		Mettre en application les lois relatives à la sécurité sociale dans toutes les activités professionnelles des populations	Respect du code de travail pendant le recrutement de 90 % des travailleurs immatriculés à la CNPS	Enquête	la CNPS et organismes de développement collaborent avec les syndicats	500000

Tableau 43 : Cadre logique du secteur Communication

Problème central : Difficulté d'accès aux informations au niveau local						
Objectif global : Faciliter l'accès aux informations au niveau local						
Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Activités	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèse	Coûts indicatifs
Objectif spécifique 1 : Faciliter l'accès à l'actualité	L'accès à l'actualité facile	Mettre en place une cellule de communication et des archives au sein de la commune	Une cellule fonctionnelle Des archives bien conservés et rangés	Rapports des activités	Nécessité la collaboration entre la commune et le MINCOM	500000
		Créer une bibliothèque communale Créer un laboratoire vidéo et photo	Une bibliothèque fonctionnelle Laboratoire créé et fonctionnel	Nombre de documents de la bibliothèque bien rangés et enregistrés	La mobilisation des élites, appui des organismes et du MINCOM	2000000
Objectif spécifique 2 : Diffuser les informations sur les réalisations de la commune	Les informations sur la commune diffusées permanemment	Publier régulièrement les informations sur la commune Organiser les journées portes ouvertes	Parution trimestrielle des bulletins d'information	Support d'information (bulletin, dépliant, affiche)	La mobilisation des élites, appui des organismes et du MINCOM	2500000
		Créer une radio communautaire	Une radio opérationnelle	Information permanemment diffusée	La mobilisation des élites, appui des organismes et du MINCOM	5000000
		Faciliter le captage des signaux CRTV (radio et TV)	Sons améliorés pour la CRTV radio, sons et images améliorés pour la CRTV télé	Population ravies	La mobilisation des élites, appui des organismes et du MINCOM	10000000

Tableau 44 : Cadre logique de l'institution communale

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement véritables	Moyens de vérifications	Facteurs externes pouvant influencer perturber l'objectif (hypothèse)
<p>Objectif Global : Réduire la pauvreté</p> <p>Objectif de développement : Améliorer les performances de l'institution communale</p> <p>Objectifs spécifiques :</p> <p>OS1 : Renforcer la capacité de personnel</p> <p>OS2 : Améliorer les services financiers de la commune</p> <p>OS3 : Augmenter le patrimoine communal et améliorer sa gestion</p> <p>OS4 : Améliorer la gestion des relations</p> <p>R1.1: Ressources humaines plus efficaces d'ici 2015</p> <p>R2.1 : Services financiers mieux pourvus d'ici 2015</p> <p>R3.1 : Patrimoine communal suffisant et mieux géré d'ici 2015</p> <p>R4.1 : les relations de la commune plus prospères d'ici 2015</p>	<p>Nombre de personnel et service rendu</p> <p>Assiette fiscal améliorée de 30%</p> <p>Nombre des acquisitions et construction</p> <p>Nombre de partenaires de la commune</p>	<p>Enquête de terrain</p> <p>Les PV de réception</p> <p>Les rapports</p> <p>Les accords de partenariats</p>	<p>Avec l'adhésion de la population et des conseillers municipaux et la participation des partenaires au développement</p>
Activités/Actions		Coûts indicatifs	
<p>A1.1 : former le personnel et des conseillers municipaux sur les thèmes (la gestion des services communaux ; comptabilité ; rôles et responsabilités)</p>		<p>2500000</p>	

A1.2 : Recruter de personnel qualifié	1500000
A1.3 : mettre en place un système de motivation du personnel pour leur donner une certaine émulation poste au travail (distinctions honorifiques, gratification, notes de félicitation, encouragement, récompenses, avancement régulier...)	1000000
A1.4 : mettre en œuvre l'organigramme adapté à la commune ressortant une description claire des postes de travail des de personnel	50000
A1.5 : rendre chaque personnel opérationnel dans son poste de travail	50000
A1.6 : élaborer un règlement intérieur afin de favoriser la discipline	50000
A1.7 : augmenter la fréquence des réunions du personnel	100000
A1.8 : procéder aux sanctions des agents indisciplinés	100000
A.2.1 : Mettre un mécanisme de gestion des équipements du marché de Dziguilao	500000
A.2.2 : diversifier les sources de recettes de la commune	500000
A.2.3 : mettre en place un système de recherche des clients et des débouchés sur les ressources locales existantes (sable, pierre)	1500000
A.2.4 : mettre en place un mécanisme de suivi transparent de collecte des impôts locaux	100000
A.2.5 : sensibiliser davantage les contribuables sur le bien fondé de l'impôt local	100000
A.2.6 : suivre régulièrement les collecteurs de taxe dans leur travail sur les marchés.	500000
A.2.7 : Créer et mettre en place les activités commerciales	500000
A.2.8 : mettre en place un mécanisme de suivi participatif pour la gouvernance locale et transparence des finances communales	100000
A3.1 : Construire un hôtel de ville	10000000
A3.2 : choix du site, aménagement et construction d'une gare routière,	500000
A3.3 : aménager le site la boucherie du marché de Dziguilao	2000000

A3.4 : construire des toilettes publiques (dans les marchés,)	3000000
A3.4 : acquisition d'engins lourds (pelle chargeuse, tracteur,)	100000000
A3.5 : rechercher les financements pour la construction et l'équipement d'une bibliothèque municipale annexée d'un centre de TIC	1000000
A3.6 : aménager le marché à bétails de Dziguilao	25000000
A3.7 : aménager le stade municipal	3000000
A3.8 : créer un jardin public à Dziguilao	2000000
A3.9 : aménager le marché de Dziguilao	5000000
A4.1 : impliquer d'avantage l'exécutif, les conseillers, et les forces vives de la commune dans la recherche des partenaires de développement.	100000
A4.2 : Organiser des descentes sur le terrain pour expliquer aux populations les comptes rendus de certaines décisions du conseil municipal	100000
A4.3 : Intensifier les recherches de partenaires, des aides et appuis extérieures	500000
A4.4 : appuyer les groupes sociaux organisés par corps métier dans la commune de Dziguilao	2000000
A4.5 : Appuyer les institutions confessionnelles et les SDE dans la réalisation de leur œuvre et activités sociales (santé, éducation...)	1500000
A4.6 : Impliquer les acteurs sociaux dans la conception de l'avant projet du budget communal	1500000

Tableau 45 : coûts estimatifs par secteurs

N°	Secteurs	Coûts
	Agriculture	119 500 000
2.	Elevage	176 700 000
3.	Domaine et affaires foncières	11 000 000
4.	Développement urbain et de l'habitat	71 500 000
5.	Environnement et protection de la nature	13 500 000
6.	Forêt et faune	28 000 000
7.	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	110 500 000
8.	Education de base	2 183 410 000
9.	Enseignement secondaire	836 750 000
10.	Enseignement supérieur	36 000 000
11.	Santé public	342 500 000
12.	Eau et énergie	1 419 000 000
13.	Travaux publics	454 000 000
14.	Affaire sociale	47 500 000
15.	Promotion de la femme et de la famille	80 500 000
16.	Jeunesse	76 500 000
17.	Sport et éducation physique	95 500 000
18.	Transport	71 500 000
19.	Emploi et la formation professionnelle	48 500 000

20.	Petite et moyenne entreprise, de l'économie sociale et de l'artisanat	14 200 000
21.	Recherche scientifique et innovation	5 000 000
22.	Tourisme	67 500 000
23.	Culture	23 000 000
24.	Mines et développement industriel	65 000 000
25.	Commerce	144 000 000
26.	Poste et télécommunication	48 500 000
27.	Travail et sécurité sociale	3 500 000
28.	Communication	20 000 000
29.	Institution communale	256 350 000
TOTAL		6 810 910 000

5.4. Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Eu égard des enjeux sur la gestion des terres, il faut ainsi entreprendre des mesure en vue d'une utilisation durable des terres. Pour ce faire un plan d'urbanisation est nécessaire pour définir les espaces et leur utilisation dans les centres urbains. Pour le reste un plan de gestion des espaces est nécessaire pour éviter tout abus.

Tableau 46 : plan d'utilisation et gestion des terres

Ressources	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ utilisation	contrôleurs	Mode de gestion (accès)	Tendances	Problèmes /contraintes	Action à entreprendre
Carrière de sable	Soueye Dziguilao Danhou	Disponible en grande quantité	Les populations pour la construction des maisons La commune pour la vente	Commune	Libre et paiement des frais		Mauvais état des voies de desserte Faible mécanisme de collecte des recettes	Aménager les voies de desserte Sécuriser les recettes issues des carrières
Bas-fond	Mbraodong	Le long du cours d'eau	Populations pour le maraichage		Libre	Pression anthropique	Dégradation	Régulation de l'utilisation

5.5. PROGRAMMATION

5.5.1. Ressources mobilisables

Dans le but de financer les actions prioritaires dans les secteurs sociaux, le maire sous le contrôle de ses conseillers, a identifié les sources de financement du PCD suivantes. Le tableau ci après indique cet état.

Tableau 47 : Ressources mobilisables

Source de financement	Montant	Secteurs cibles
BIP	16 729 810	
PNDP	100 000 000	Education de base, enseignement secondaire, santé
PDR-EN	100 000 000	Education de base, enseignement secondaire, santé
FEICOM	150 000 000	Eau et énergie
Fondation Bethléem	1 500 000	Education
Prévision investissement Commune	22 992 572	Tout secteur
Total	386 492 572	

Les secteurs sociaux retenus pour faire l'objet du financement CDMT sont : Education de Base, Enseignement secondaire, Eau et énergie, Santé, Travaux publics, Affaires sociales et jeunesse. Les quotas suivant ont été affectés à chaque secteur suivant les priorités.

Tableau 48 : Répartition des ressources par quotas

Secteur	Montant
Education de Base	105 160 057
Enseignement secondaire	36 000 000
Eau et énergie	169 500 000
Santé	45 580 028
Travaux publics	12 666 119
Affaires sociales	2 666 119
Jeunesse	322 238
Total	386 492 572

5.5.2. Cadre de dépense à moyen terme (CDMT) des projets prioritaires

Tableau 49 : cadre des dépenses à moyen terme pour les projets prioritaires

Secteur / problème	Actions	Quantité	Lieu	Période			Coût	Source de financement		Responsable
				A1	A2	A3		Partenaires	Commune	
Education de base Difficultés d'accès à l'éducation de base	Construction des salles de classe	04	Balané, Golinguini II, Bilsoué, Djaolané	X 02	X 01	X 01	64 000 000	PNDP PDR-EN	X	Comité de suivi et exécutif municipal
	Réhabilitation des salles de classes dans les écoles primaires	07	Maporé, danhou, Soueye, Mbraodong, Kepna, Goundaye, Manenbagué		X 04	X 03	27 660 057	PNDP PDR-EN	X	Comité de suivi et exécutif municipal
	Equipement des écoles primaires en table-bancs	900	Goundaye, Mbraodong Maporé, Bitou, Saadong, Danhou, Dongrossé, Golinguini, Barlang, Manenbagué, Dziguilao I, Soueye Domba, Padé	X 700	X 100	X 100	10 500 000	PDR-EN	X	Comité de suivi et exécutif municipal

<p><u>Enseignement secondaire</u> Difficultés d'accès à l'enseignement secondaire</p>	<p>Construction des salles de classe aux CES</p>	<p>02</p>	<p>Barlang, dongrossé</p>	<p>X 02</p>			<p>36 000 000</p>	<p>PNDP PDR-EN</p>	<p>X</p>	<p>Comité de suivi et exécutif municipal</p>
<p><u>Eau et énergie</u> Difficultés d'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique</p>	<p>Réhabilitation des anciens forages en panne</p>	<p>07</p>	<p>(Goundaye centre, EP de Goundaye, Mbraodong, Barlang, Golonguini marché, Mbilsoué - Danhou, Kéra,)</p>	<p>X 07</p>			<p>3 500 000</p>	<p>PNDP PDR-EN</p>	<p>X</p>	<p>Comité de suivi et exécutif municipal</p>
	<p>Réalisations des nouveaux forages</p>	<p>02</p>	<p>Bitou, Bilou</p>	<p>X 02</p>			<p>16 000 000</p>	<p>PNDP PDR-EN</p>	<p>X</p>	<p>Comité de suivi et exécutif municipal</p>
	<p>Electrification Axe Guidiguis-Goundaye</p>	<p>10km</p>	<p>Goundaye</p>	<p>X</p>			<p>145 520 000</p>	<p>FEICOM</p>	<p>X</p>	<p>Comité de suivi et exécutif municipal</p>

	Electrification Axe Goundaye-Dziguilao	10km	Dziguilao		X	X	150 000 000	FEICOM	X	Comité de suivi et exécutif municipal
Santé Difficultés d'accès à la santé de qualité	Construction et équipement de centre de santé intégré	01	Barlang ou Balané		X	X	45 580 000	PNDP PDR-EN	X	Comité de suivi et exécutif municipal
Travaux publics I	Reprofilage des routes	05 km	Centre urbain Dziguilao		X	X	8 000 000	PNDP PDR-EN	X	Comité de suivi et exécutif municipal
	Ouverture de nouvelles routes	05 Km	Centre urbain		X	X	4 666 119	PNDP PDR-EN	X	Comité de suivi et exécutif municipal
Affaires sociales	Appui aux couches vulnérables		Couches vulnérables de la commune	X	X	X	2 666 119	Fondation Bethléem PDR-EN	X	Comité de suivi et exécutif municipal
Jeunesse	Appui à l'organisation des activités culturelles des jeunes		Dziguilao, Goundaye, Golonguini		X	X	322 238		X	Comité de suivi et exécutif municipal

5.6. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

Le cadre sommaire de gestion environnementale du programme d'investissement du CDMT de la commune de Gaschiga comprend deux volets essentiels :

- Les principaux impacts potentiels et les mesures envisageables ;
- Le plan de gestion environnementale et sociale.

5.6.1. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels et les mesures

Les impacts potentiels suite à la mise en œuvre des nombreux projets programmés sont positifs et diversifiés. Les plus importants sont repris dans le tableau ci-dessous par groupe de projets.

Tableau 50 : principaux potentiels impacts socio-environnementaux

Micro projets	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> - Construction des salles de classe - Réhabilitation des salles de classes dans les écoles primaires - Equipement des écoles primaires en table-bancs 	<ul style="list-style-type: none"> -Amélioration du niveau d'instruction des populations -Sécurité des bénéficiaires 	Erosion, destruction du couvert végétal,	Construction de latrines, des aires de jeu et équipement des écoles en tables bancs, aménagement des points d'eau	Plantation d'arbres à usages multiples Construction d'anti borbier autour du point d'eau <ul style="list-style-type: none"> - Bon choix du site ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents

Micro projets	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
- Construction des salles de classe aux CES	-Amélioration du niveau d'instruction des populations -Sécurité des bénéficiaires	Erosion, destruction du couvert végétal,	Construction de latrines, des aires de jeu et équipement des écoles en tables bancs, aménagement des points d'eau	Plantation d'arbres à usages multiples Construction d'anti borbier autour du point d'eau - Bon choix du site ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents
- Réalisations des nouveaux forages - Réhabilitation des anciens forages en panne	Réduction des maladies liées à l'eau, limitation des pertes de temps à la recherche de l'eau	Risques de concentration humaine autour de ces ouvrages, risque de destruction de ligneux lors de la mise en place des puits/forages Risques de stagnation des eaux usées autour des points d'eau	Sensibilisation du public sur ces impacts pour leur plus grande implication lors du remplissage du formulaire environnemental Mettre en place un comité de gestion des points d'eau	Bon choix du site Mettre des espèces fourragères qui limitent l'érosion sur les pentes endommagées, Remise en état des zones endommagées, construire le dispositif anti borbier autour des points d'eau
- Electrification Axe Guidiguis-Goundaye - Electrification Axe Goundaye-Dziguilao	La connexion du réseau électrique dans la commune va accroître le niveau de sécurité et l'émergence des nouvelles activités	- Risques d'incendies liés au réseau électrique; - Risques d'érosion des sols inhérents aux voies d'eau occasionnées par les pistes ; -Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange)	- Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion	- Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Interdiction des feux de brousse ; Installation des pare feux ;

Micro projets	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
Construction et équipement de centre de santé intégré	Amélioration des conditions sanitaires générales de la population Limitation du nombre de décès Limitation de la prévalence du VIH/SIDA	Présence des déchets hospitaliers,	Construction des fosses spéciales pour incinérer certains déchets et protéger la population	Plantation d'arbres et mise en place d'une clôture pour limiter la divagation des animaux et sécuriser les populations environnantes ; Installation d'un groupe électrogène pour assurer la sécurité de certaines opérations ; mettre en place un système d'approvisionnement en eau
<ul style="list-style-type: none"> - Reprofilage des routes - Ouverture de nouvelles routes 	Décongestion de certains villages au profit des villages désenclavés par les nouvelles pistes T couvertes	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'érosion des sols inhérents aux voies d'eau occasionnées par les pistes ; - Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) - Risques d'embourbements 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles - Interdiction des feux de brousse ; - Installation des pare feux ; - Installation des barrières de pluies

5.6.2. Plan sommaire de gestion de l'environnement

Le plan de gestion consiste simplement à préciser pour chaque mesure environnementale envisagée du programme CDMT, les acteurs (arrangements institutionnels), les coûts, les périodes, et les indicateurs de suivi.

Tableau 51 : Plan sommaire de gestion

Mesures environnementale	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Fournir 60 plants aux populations bénéficiaires des puits pour reboiser les alentours des points d'eau réhabilités	Mairie	Continu	DD/MINEP	60 000	Les populations se chargent de suivre et d'entretenir les plants
Fournir 115 plants aux populations bénéficiaires de forages pour reboiser les alentours des points d'eau réhabilités	Mairie	Continu	DD/MINEP	115 000	Les populations se chargent de suivre et d'entretenir les plants
Remplacer les arbres détruits par l'opération d'électrification	Mairie	Continu	DD/MINEP	1 000 000	La Mairie prend en charge cette opération de reboisement
Mettre une haie vive autour des centres de santé pour empêcher l'introduction des animaux dans l'enceinte	Mairie	Continu	DD/MINEP	500 000	Cette opération est prise en charge par la Mairie
Plantation d'arbres à usages multiples autour des bâtiments de deux salles de classe chacun et autour des logements des maîtres	Mairie	Continu	DD/MINEP	500 000	Prise en charge par l'association des parents d'élèves
Construire des anti bourniers autour des points d'eau - Bon choix du site ; - Engazonnement des pentes perturbées ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents	Mairie	Continu	DD/MINEP	PM	Prise en compte dans le coût des ouvrages
Plantation d'arbres et mise en place d'une clôture pour limiter la divagation des animaux et sécuriser les populations environnantes ;	Mairie	Continu	DD/MINEP	5 000 000	Prise en charge des coûts y afférant par la Mairie

Mesures environnementale	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Installation d'un groupe électrogène pour assurer la sécurité de certaines opérations ; mettre en place un système d'approvisionnement permanent en eau aux centres de santé					
Faire des remblais sur les terrains où s'effectuent les emprunts de terre	Mairie	Continu	DD/MINEP	2 000 000	Les coûts y afférant seront inclus dans l'offre
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent de développement local	Continu	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Comité de suivi du PCD ;	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet concerné
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	PNDP	Continu	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ;	PM	
Provision pour la réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires	PNDP, Mairie (conseil municipal)	Continu	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	2 450 000	En cas de recasement, les coûts sont pris en charge par la mairie
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des entrepreneurs)	Agent de développement	Continu	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Comité de suivi du PCD ;	4 000 000	
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des MP	Entrepreneurs concernés	Continu	Délégation MINEP ; Agent de développement ; Comité de suivi du PCD ;	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet concerné

5.7. Plan d'investissement annuel (PIA)

Tableau 52 : Plan d'investissement annuel

Projets / Actions retenues	Valeurs cibles	Coût unitaire	Coût total	Source de financement			Période de l'année				responsables	Indicateurs / résultats	observations
				S1	S2	S3	T1	T2	T3	T4			
Secteur : Education de base													
Construction et équipement de 02 nouveaux bâtiments de 04 salles dans les 02 écoles primaires de la commune	02	16 000 000	32 000 000	X	X	X				X	Comité de suivi	02 bâtiments de 04 salles de classe construits	01 bâtiment à l'EP de Balané 01 bâtiment à l'EP de Golonguini II
équipement de 14 écoles primaires de la commune en 700 table-bancs	700	15 000	10 500 000	X	X	X				X	Comité de suivi	14 Ecoles primaires équipés en 700 table-bancs	14 écoles primaires dotés de 50 tables bancs chacune (Goundaye, Mbraodong, Maporé, Bitou, Saadong, Danhou, Dongrossé, Golonguini, Barlang, manenbagué, Dziguilao I, Soueye, Domba, Padé)
Total :													42 500 000 francs CFA
Secteur : Enseignement secondaire													
Construction et équipement de 02 nouveaux bâtiments de 04 salles dans les	02	18 000 000	36 000 000	X	X	X				X	Comité de suivi	02 bâtiments de 04 salles de classe construits	01 bâtiment au CES de Barlang 01 bâtiment au CES de

02 CES de la commune													Dongrossé	
Total :													Total : 36 000 000 francs CFA	
Secteur : Eau et Energie														
Réalisation de 02 nouveaux forages dans la commune	02	8 000 000	16 000 000	X	X	X					X	Comité de suivi	02 nouveaux forages construits	01 forage à Bitou 01 forage à Bilou
Réhabilitation de 07 anciens forages dans la commune	07	500 000	3 500 000	X	X	X					X	Comité de suivi	07 anciens forages réhabilités	Les forages des villages (Goundaye centre, EP de Goundaye, Mbraodong, Barlang, Golonguini marché, Mbilsoué - Danhou, Kéra,)
Electrification Axe Guidiguis-Goundaye	10km		145 520 000	x	x	x	x	x	x	x	x	Comité de suivi	Goundaye électrifié (10km d'électrification effectués)	
Total :													165 020 000 francs CFA	
Secteur : Affaires sociales														
Distribution de 12 appareils aux handicapés	12	50 000	600 000	X	X	X					X	Comité de suivi	12 appareils distribués auxhandicapés	
Total :													600 000 francs CFA	
Total Général													244 120 000 francs CFA	

5.8. Plan de passation des marchés du PIA

Tableau 53 : Plan de passation des marchés

PROJETS	Préparation Dossiers d'appel d'offres	Lancement de la Procédure d'appel d'offres	Période de Soumission	Ouverture et Evaluation des Cotations, décision d'attribution et notification	Signatures du contrat	enregistrem ent	Période d'exécution	Réception provisoire des travaux
	DUREE ESTIMEE EN SEMAINES							
	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	12-16 sem	1semaine
Construction et équipement de 02 nouveaux bâtiments de 04 salles dans les 02 écoles primaires de la commune	05 février	10 février	10 février au 12 mars	12 mars	08 avril	15 avril	15 avril au 15 juin	Juin
équipement de 14 écoles primaires de la commune en 700 table-bancs	05 février	10 février	10 février au 12 mars	12 mars	14 avril	15 avril	15 avril au 1 ^{er} juin	Juin
Construction et équipement de 02 nouveaux bâtiments de 04 salles dans les 02 CES de la commune	05 février	10 février	10 février au 12 mars	12 mars	14 avril	15 avril	15 avril au 1 ^{er} juin	Juin
Réalisation de 02 nouveaux forages dans la commune	05 février	10 février	10 février au 12 mars	12 mars	14 avril	15 avril	15 avril au 1 ^{er} juin	Juin
Réhabilitation de 07	05 février	10 février	10 février au	12 mars	14 avril	15 avril	15 avril au	Juin

anciens forages dans la commune			12 mars				1 ^{er} juin	
Distribution de 12 appareils aux handicapés	05 février	10 février	10 février au 12 mars	12 mars	14 avril	15 avril	15 avril au 1 ^{er} juin	Juin

5.9. LE DISPOSITIF DE MISE EN OEUVRE ET DE SUIVI – EVALUATION DU PLAN

5.9.1. La mise en œuvre du plan

La mise en œuvre du PDC nécessite une mobilisation des ressources financières, matérielles et humaines. Afin de permettre au conseil ou à l'exécutif de prendre les mesures idoines pour corriger ou ajuster les actions, les stratégies ou les projets, il est essentiel d'impliquer les différents acteurs pouvant contribuer à la réalisation des actions dudit PDC. De plus, une clarification de rôle des acteurs ainsi que les étapes de mise en œuvre devront être définis.

Les acteurs

- le conseil municipal
- l'exécutif communal
- les services communaux
- la tutelle
- les services déconcentrés de l'Etat
- les organisations professionnelles et Associations
- le secteur privé (prestataires de services, opérateurs économiques etc.)
- les partenaires de développement de la commune (ONG, projets, institutions Internationales et nationales de financement du développement etc.) ;
- la population.

Chacun de ces acteurs a un rôle à jouer dans le processus de mise en œuvre du PDC.

5.9.2. Le rôle des acteurs

Le tableau récapitule les principales tâches des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du plan.

Tableau 54: Rôle des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du plan

ACTEURS	ROLES
Exécutif communal	<ul style="list-style-type: none"> • Créer les conditions pour exécuter ce plan • Rechercher les financements • Attribuer les marchés • Apprécier la qualité des prestations de services • Suivre la mise en œuvre des projets • Assurer la gestion, la maintenance et le renouvellement des initiatives de développement ; • Assurer la maîtrise d'ouvrage • Faire le plaidoyer • S'approprier le plan, l'exécuter et veiller à son actualisation
Conseil municipal	<ul style="list-style-type: none"> • Stimuler la participation de la population à travers les sensibilisations • Veiller à la programmation annuelle des activités • Suivre l'évolution de la mise en œuvre du plan à travers l'exécutif communal et le comité de suivi
Tutelle	<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter et veiller à la participation des services techniques • Contribuer à la recherche de solutions en cas de blocages • Veiller à la programmation annuelle des activités
Services communaux	<ul style="list-style-type: none"> • Elaborer les dossiers techniques et financiers des projets • Elaborer les termes de références et les dossiers d'appel d'offres • Veiller à la mise à disposition des fonds pour la réalisation • Suivre la réalisation des projets
Services déconcentrés Etat	<ul style="list-style-type: none"> • Apporter des informations (programme gouvernemental, normes, etc.) • Conseiller l'exécutif dans leurs domaines respectifs d'activités • Apporter des appuis financiers et / ou techniques pour l'exécution et le suivi évaluation des projets • Assister les services communaux dans le montage des projets • Apprécier la qualité des prestations de services

	<ul style="list-style-type: none"> • Attirer l'attention de l'exécutif par rapport aux difficultés de mise en œuvre du plan • Participer aux séances d'évaluation et d'autoévaluation du plan
Secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> • Apporter des financements pour l'exploitation des services publics à caractère commerciale ou autres • Mettre en place les activités génératrices de revenus • Mettre à disposition des services pour les études contrôles • Investir, etc.
Organisation professionnelles et associations, ONG, Bailleurs de fonds, Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> • Mobiliser et encadrer les populations • Apporter des financements • Exécuter certains projets relevant de leur compétence • Faciliter les études et contrôles • Participer à l'élaboration du programme d'activités annuelles
Population	<ul style="list-style-type: none"> • Contribuer à la réalisation du plan par la mobilisation des ressources humaines matérielles et financières • Assurer la pérennisation des ouvrages communautaires

5.9.3. Les étapes de mise en œuvre

La diffusion du contenu du PDC

Après la validation du PCD par le conseil municipal et son approbation par la tutelle, le document devrait faire l'objet d'une large diffusion. Plus spécifiquement, il sera question d'une campagne de sensibilisation et d'information auprès des populations, des organismes d'appui au développement local et du gouvernement camerounais. Il s'agira par cet exercice de susciter l'appropriation et l'engagement des populations à la mise en œuvre du Plan. La population se donnera, pour activité suivante l'information des autres fils et filles de la communauté vivants à l'extérieur de la localité. Des lettres de transmission seront envoyées dans toutes les associations des ressortissants de l'arrondissement de Dziguilao, dans le pays tout entier, aux élites extérieures et aux fils et filles de la diaspora. Ils reconnaîtront que leur PCD représente le document phare des grands axes de développement de leur communauté. Ils s'en serviront efficacement quand besoin se présentera et contacteront les institutions de développement rural, les institutions de recherche et toute autre firme œuvrant dans la lutte contre la pauvreté pour leur faire part des différents projets de développement élaborés dans leur PCD.

L'élaboration des programmes annuels de mise en œuvre

Un programme d'action qui précise les activités et les tâches, leurs résultats ou indicateurs du processus, les responsabilités de mise en œuvre, le calendrier d'exécution ou chronogramme, les ressources pour chaque tâches sera élaboré à la fin de chaque année pour l'année suivante. Cette étape sera appelée planification opérationnelle. La visibilité pour la mise en œuvre est ainsi précisée pour une échelle temporaire plus courte : un an. La programmation inclura la dimension physique et spatiale où les activités et les projets se trouvent concrètement. Du fait du niveau de détail requis pour les estimations des coûts alloués aux ressources et investissements, cette programmation se fera en comité restreint.

L'élaboration des requêtes de financement des microprojets

Cette élaboration se fera après le bouclage des études et la rédaction des microprojets. Il s'agit de déterminer au franc près le montant de la contribution de la commune au financement du projet et de l'inscrire effectivement dans le budget de l'exercice qui verra le projet commencer. Si le microprojet prévoit la contribution financière ou matérielle des bénéficiaires, il faut s'assurer qu'ils sont prêts à mobiliser cet apport.

Il est nécessaire pour l'élaboration des requêtes de financement d'identifier les potentiels partenaires et leurs conditions/exigences de financement. Les requêtes de financement des microprojets préciseront les responsabilités, la contribution de chaque partie prenante, la période

d'exécution, la pertinence du projet, le lien avec les orientations de la stratégie sectorielle ou de la politique nationale.

L'élaboration des stratégies de mobilisation des ressources correspondantes

Les stratégies de mobilisation des ressources varient en fonction des parties prenantes. S'il s'agit de la contribution des bénéficiaires, un cahier de contribution est ouvert auprès de l'agent responsable des finances. Ce dernier reçoit les apports des uns et des autres sous délivrance d'un reçu matérialisant la nature de la participation. L'argent perçu est ensuite sécurisé auprès d'une institution de micro finance où un compte a été ouvert à cet effet.

S'il s'agit d'un financement auprès d'un partenaire, la démarche suivante devra être respectée :

- Identifier le partenaire en fonction des domaines d'intervention ;
- Elaborer et déposer le dossier ;
- Suivi du dossier ;
- Accord de financement ;
- Envoie de l'argent au porteur ;
- Exécution du microprojet conformément au plan validé ;
- Suivi/évaluation des activités ;
- Expédition périodique des rapports techniques et financiers

L'exécution des microprojets

Après la mobilisation des ressources correspondantes, il est primordial de rechercher le prestataire en mettant en exergue le décret présidentiel N°2004/275 du 24 septembre 2004, fixant les règles et procédures, obligations pour l'exécution des microprojets public. Un avis d'appel d'offre est lancé, le choix du prestataire est effectué, le contrat est signé et l'exécution de la prestation s'en suit.

5.9.4. Le dispositif de suivi – évaluation du Plan de Développement Communal

Le suivi évaluation du PCD est un aspect essentiel du développement communal. Il permet d'une part de mesurer le taux de réalisation des actions prévues ; d'apprécier le niveau d'engagement des responsables d'activité dans leurs tâches et d'autre part d'apprécier le niveau d'atteinte des résultats escomptés. Pour se faire, la commune doit assurer la maîtrise d'ouvrage du suivi évaluation à travers le comité de suivi du PCD de Dziguilao mis en place à cet effet. Ce comité sera notifié par arrêté préfectoral. Il est composé de :

- | | |
|---------------|----------------------|
| 1- Président | M. DOMGA Baryhélemy |
| 2- Rapporteur | M. WANKAGUE ANATOLE |
| 3- Membre | M. NDOUMGA ROBERT |
| 4- Membre | M. SADOU JONAS |
| 5- Membre | M. TAIDANDI |
| 6- Membre | M. DANWANG THEOPHILE |
| 7- Membre | M. DJONGWE GERMAIN |
| 8- Membre | M. DJORWE |

5.9.5. Le suivi du plan

Le suivi du PDC s'effectuera par les membres du comité de suivi sus cités à travers les outils de suivi. Des entretiens semis structurés auront lieu avec les prestataires, les communautés, les leaders d'opinion et les chefs traditionnels, pendant des visites programmées et inopinées en situation de travail. Des entretiens individuels seront également organisés avec l'équipe de pilotage pour apprécier les disparités. Le suivi est physique et financier.

Le suivi physique se fera à deux niveaux :

- Au niveau du cycle du PCD (diagnostic, élaboration, sensibilisation, mise en œuvre, suivi évaluation et re programmation) ;
- Au niveau du cycle de vie des microprojets (identification, conception, mobilisation du financement, réalisation, gestion/maintenance/pérennisation).

Le suivi financier s'articulera autour de l'exécution du budget global du microprojet et du budget mensuel/annuel de la prestation.

Les rapports de suivi devront présenter les points saillants des observations faites et proposeront quelques recommandations qui contribueront, à faciliter la mise en œuvre du PCD et à pérenniser ses acquis

5.9.6. L'évaluation du plan

Elle se déroulera au fur et à mesure de la mise en œuvre du PCD ou pendant l'exécution des microprojets. L'appréciation objective ou impartiale du comité de suivi se fera avant, pendant et après l'exécution du microprojet.

*Avant l'exécution du plan, il sera question d'apprécier la :

- Pertinence du projet
- Cohérence des actions
- Efficience de la démarche
- Effet du projet à moyen terme
- Stratégie de mobilisation des ressources
- Capacités intrinsèques des prestataires
- Compétences des prestataires

*Pendant l'exécution du plan, il sera question d'évaluer

- Le niveau de réalisation des activités ;
- Le plan de réalisation ;
- Les matériaux utilisés ;

*Après l'exécution, il sera question d'apprécier le degré de gestion, de maintenance et de pérennisation de l'ouvrage.

Egalement les rapports d'évaluation devront présenter des observations faites et proposeront quelques recommandations qui contribueront, à faciliter la mise en œuvre du PCD et à pérenniser ses acquis.

5.9.7. Les outils de suivi évaluation

Les outils du suivi/évaluation sont :

- Le cadre logique du PCD ;
- Des tableaux de suivi/évaluation des activités établis sur la base du Plan d'action triennale, du plan opérationnel/annuel et du calendrier du microprojet ;
- Du calendrier des réunions (bilan et programmation annuel, assemblée générale CS, etc.);
- Du plan de construction ou de réalisation et;
- Des cahiers de charge, du contrat et des conventions signés avec un prestataire.

5.10. Plan de communication**5.10.1 communication interne au sein de la commune en tant qu'institution**

Objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Supports/outils	Indicateurs
	-Créer des adresses email pour chaque personnel	Chargé de communication	Conseiller municipaux	Internet	100% du personnel et des conseillers ont une adresse E-mail
	-Créer un carnet d'adresses	Chargé de la communication	Conseillers municipaux	Registre	Un répertoire est disponible et régulièrement actualisé
	-Créer une fiche de circulation interne des documents	Chargé de communication	Maire et ses adjoints	Fiche	100% des informations véhiculées suivent des canaux adaptés
	-Créer une boîte postale	Chargé de communication	Grand public		Clé boîte postale et fiche d'ouverture

5.10.2 la communication institutionnelle**a) La communication avec les autorités et les sectoriels**

Objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/outil	Indicateur
Informier régulièrement les autorités nationales, régionales et locales des activités de la commune les autorités	Produire et diffuser un rapport trimestriel d'activités	-Chargé de la communication de développement -Agent	-membres du gouvernement -gouverneur -sectoriels -préfet	Ordinateur	20 rapports trimestriels d'activités sont rédigés et transmis aux autorités

b) La Communication avec les bénéficiaires

Objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/outil	Indicateurs
Sensibiliser les populations sur l'importance des activités de développement	-organiser des causeries éducatives avec les populations	-maires -conseillers municipaux	-communautés	Plan communal de développement	100% des communautés sont sensibilisées
Expliquer le DSCE aux populations	Organiser des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation sur le DSCE au niveau des communautés	-Délégués départementaux MINEPAT	-communes -communautés	DSCE	100% des communautés sont sensibilisées sur la DSCE
Restituer le plan communal de développement aux populations pour les engager dans la mise en œuvre des actions convenues	Séance de restitution des PCD au niveau des communautés	-Maire -Conseillers municipaux	communautés	Plans communaux de développement	100% des communautés sont informées
Promouvoir la gouvernance locale	Communiquer sur le budget et le compte administratif de la commune	maire	communautés	-Médias locaux -Site internet communal -concertation avec les communautés -babillard de la commune	100% des budgets et des comptes administratifs sont communiqués

c) Communication avec la société civile et le secteur privé

Objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Supports/outils	Indicateurs
Impliquer la société civile et le secteur privé dans la conduite des actions de développement	Organiser des rencontres avec la société civile et le secteur privé	Le maire	Société civile/secteur privé	correspondances	Au moins une rencontre organisée chaque année
Constituer une banque de données sur la société civile et le secteur privé	Mettre en place un répertoire	Chargé de la communication	maire	Fiche	/ Un Répertoire disponible et actualisé chaque année
Informers régulièrement la société civile et le secteur privé sur les activités de la commune	Concevoir et diffuser un rapport d'activités trimestriel	Cf. communication avec les autorités et les sectoriels			

d) la Communication avec les partenaires techniques et financiers

Objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/outil	Indicateurs
Identifier les partenaires	Constituer un répertoire des partenaires	Chargé de la communication	maires	Plan communal de développement	Un Répertoire disponible et actualisé chaque année
Sensibiliser et impliquer les partenaires dans le processus de développement de la commune	Organiser des séances de travail et créer des cadres de concertation entre la commune et les partenaires	Chargé de la communication	maires	Séances de travail	Compte rendu des rencontres disponibles
Informers régulièrement les partenaires sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	Cf Communication avec les autorités et les sectoriels			

e) Communication avec les élites extérieures et la diaspora

Objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/outil	Indicateurs
Identifier les élites extérieures et acteurs de la diaspora	Constituer un répertoire des élites extérieures	Chargé de la communication	maires	Fiche/Registre	Un Répertoire des élites est disponible et actualisé chaque année
Sensibiliser et impliquer les élites extérieures et les élites de la diaspora dans le processus de développement de la commune	Organiser des campagnes de sensibilisation auprès des élites extérieures et les acteurs de la diaspora	Chargé de la communication	maires	Campagnes d'information avec plan communal de développement comme support	Compte rendu des rencontres de sensibilisation disponible

5.10.3. La communication de masse

Objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/outil	Indicateurs
Informer le grand public sur les activités de la commune, l'élaboration et la mise en œuvre du plan communal de développement	Organiser des émissions sur les radios communautaires ou régionales	Chargé de la communication	Grand public	Médias de masse	Nombre d'émissions diffusées
	Concevoir, mettre en ligne et actualiser régulièrement le site web de la commune	Chargé de la communication	Public national et international	Site internet	Site en ligne et régulièrement mis à jour
	Organiser des points de presse	Chargé de la communication	journalistes	dossiers de presse	Nombre d'articles publiés dans la presse
	Réaliser des reportages et des documentaires sur les activités de la commune	Chargé de la communication	Grand public	Scénario des reportages et documentaires	Un documentaire de 52min réalisé
	Créer et diffuser un journal communal	Chargé de la communication	Grand public	Ordinateurs, matériel de bureau/ imprimeries	Nombre d'éditions Nombre d'exemplaires diffusés

5.10.4. Actions de plaidoyer

Objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ outil	Indicateurs
Rechercher des financements alternatifs pour la mise en œuvre du plan de développement	Organiser des rencontres auprès du MINEPAT	maire	MINEPAT	PCD et état de mise en oeuvre	Compte rendu des rencontres disponible
	Organiser des rencontres auprès des bailleurs et des projets ainsi que les programmes	Maire	partenaires	PCD et état de mise en oeuvre	Compte rendu des rencontres disponible
	Organiser des rencontres auprès du secteur privé	Maire	Chefs d'entreprise	PCD et état de mise en oeuvre	Compte rendu des rencontres disponible
	Organiser des rencontres avec la diaspora	Maire	Diaspora		Compte rendu des rencontres disponible

CONCLUSION

Le présent plan de développement a été conçu et élaboré suivant une démarche participative systématique qui a associé à chacune de ses étapes, les populations locales, toutes les catégories socioprofessionnelles, les chefs traditionnels, les autorités administratives, les services déconcentrés de l'Etat, les organismes d'appui au développement local intervenant dans l'espace communal de Dziguilao. Les actions prioritaires qui seront mis en œuvre dans le cadre du Plan Communal de Développement de la de Dziguilao à l'horizon 2013 traduit clairement l'ambition des populations de la Commune à travers leur Comité communal de suivi et évaluation (CCSE) à œuvrer pour leur développement social et économique et participer ainsi à la lutte contre la pauvreté dans l'environnement général actuel.

Plaçant résolument l'amélioration des conditions de vie des populations de la Commune de Dziguilao au centre de leurs préoccupations, le Conseil Municipal et le CCSE font désormais du présent Plan Communal de Développement un cadre de référence de leur politique et le lieu de convergence du partenariat avec les acteurs de développement en milieu rural, notamment en matière de lutte contre la pauvreté.

Ce plan de Développement sera révisé en temps que de besoin, pour refléter l'évolution de la situation socio-économique de la Commune de Dziguilao et la conjoncture nationale et internationale, à travers un processus itératif et participatif. Vivement que les bénéficiaires en face bons usages

BIBLIOGRAPHIE

Manuel du praticien des appuis au processus d'élaboration des PDL et PDC, PNDP

Recueil des lois de décentralisation, Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, mai 2005

Rapport des stages monographiques de Dziguilao, Domkéga, Soueye et Maporé effectués par les étudiants du CRA de Maroua

Plan de la province de l'Extrême Nord 2003

6. ANNEXE

Annexe 1: QUELQUES FICHE DE MICROPROJET**Microprojet 1**

1	Jour	Mois	Année	Observation
Date d'établissement			2011	A déterminer avant la période d'exécution
Date de soumission			2011	
Autres dates importantes				
2	Informations sur le projet			
Nom de la communauté ou du village bénéficiaire	Balané			
Dépend de la commune de	Dziguilao			
Nom de la commune bénéficiaire	Dziguilao			
Département	Mayo Kani			
Région	Extrême-Nord			
Titre du projet	Construction d'un bâtiment de deux salles de classe l'école publique de Balanèa			
3	Financement du projet			
	Libellés			Montant
	Contribution de la communauté/village (5% du total)			800 000
	Contribution sur budget communal (15% du total)			2 400 000
	Contribution sur budget de l'Etat			/
	Autres cofinancements confirmés (80 %)			12 800 000
	Montant sollicité			/
	Total			16 000 000
4	Objectifs du projet			
Groupes cibles bénéficiaires	Population du village Balané et ses environ			
Problème à résoudre	Difficultés d'accès à l'éducation de base			
Objectifs globaux	Faciliter l'accès à l'éducation de Base			
Objectifs spécifiques	Augmenter le nombre des infrastructures scolaires			
Résultats attendus	Amélioration des conditions d'enseignement et des résultats scolaires			
Activités	Etude de faisabilité ; Mobilisation des ressources ; Recherche du prestataire ; Exécution des travaux ; suivi/évaluation des travaux ; pérennisation du projet			
5	Lien avec la programmation			
Orientations	Description			
PCD	Le projet entre dans les objectifs poursuivis.			
Stratégie sectorielle	La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.			
Politique nationale (DSCE)	Le projet tiendra compte des générations présentes et futures			
Autres à préciser				

6 Complémentaire avec autres intervenants			
Titre	Bailleur(s)	Terminé	En cours
		Cocher	
Reboisement de a commune et de la Sous préfecture	Commune	x	

Microprojet 2

1	Jour	Mois	Année	Observation
Date d'établissement			2011	A déterminer avant la période d'exécution
Date de soumission			2011	
Autres dates importantes				
2 Informations sur le projet				
Nom de la communauté ou du village bénéficiaire	Golonguini			
Dépend de la commune de	Dziguilao			
Nom de la commune bénéficiaire	Dziguilao			
Département	Mayo Kani			
Région	Extrême-Nord			
Titre du projet	Construction d'un bâtiment de deux salles de classe l'école publique de Golonguini			
3 Financement du projet				
Libellés			Montant	
Contribution de la communauté/village (5% du total)			800 000	
Contribution sur budget communal (15% du total)			2 400 000	
Contribution sur budget de l'Etat			/	
Autres cofinancements confirmés (80 %)			12 800 000	
Montant sollicité			/	
Total			16 000 000	
4 Objectifs du projet				
Groupes cibles bénéficiaires	Population du village Golonguini et ses environ			
Problème à résoudre	Difficultés d'accès à l'éducation de base			
Objectifs globaux	Faciliter l'accès à l'éducation de Base			
Objectifs spécifiques	Augmenter le nombre des infrastructures scolaires			
Résultats attendus	Amélioration des conditions d'enseignement et des résultats scolaires			
Activités	Etude de faisabilité ; Mobilisation des ressources ; Recherche du prestataire ; Exécution des travaux ; suivi/évaluation des travaux ; pérennisation du projet			
5 Lien avec la programmation				

Orientations	Description		
PCD	Le projet entre dans les objectifs poursuivis.		
Stratégie sectorielle	La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)	Le projet tiendra compte des générations présentes et futures		
Autres à préciser			
6	Complémentaire avec autres intervenants		
Titre	Bailleur(s)	Terminé	En cours
		Cocher	
Reboisement de a commune et de la Sous préfecture	Commune	x	

Microprojet 3

1	Jour	Mois	Année	Observation
Date d'établissement			2011	A déterminer avant la période d'exécution
Date de soumission			2011	
Autres dates importantes				
2	Informations sur le projet			
Nom de la communauté ou du village bénéficiaire	Barlang			
Dépend de la commune de	Dziguilao			
Nom de la commune bénéficiaire	Dziguilao			
Département	Mayo Kani			
Région	Extrême-Nord			
Titre du projet	Construction d'un bâtiment de deux salles de classe au CES de Barlang			
3	Financement du projet			
	Libellés		Montant	
	Contribution de la communauté/village (5% du total)		900 000	
	Contribution sur budget communal (15% du total)		2 700 000	
	Contribution sur budget de l'Etat		/	
	Autres cofinancements confirmés (80 %)		14 400 000	
	Montant sollicité		/	
	Total		18 000 000	
4	Objectifs du projet			
Groupes cibles bénéficiaires	Population du village Barlang et ses environ			

Problème à résoudre	Difficultés d'accès à l'enseignement secondaire		
Objectifs globaux	Faciliter l'accès à l'enseignement secondaire		
Objectifs spécifiques	Augmenter le nombre des infrastructures scolaires		
Résultats attendus	Amélioration des conditions d'enseignement et des résultats scolaires		
Activités	Etude de faisabilité ; Mobilisation des ressources ; Recherche du prestataire ; Exécution des travaux ; suivi/évaluation des travaux ; pérennisation du projet		
5	Lien avec la programmation		
Orientations	Description		
PCD	Le projet entre dans les objectifs poursuivis.		
Stratégie sectorielle	La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)	Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où		
Autres à préciser			
6	Complémentaire avec autres intervenants		
Titre	Bailleur(s)	Terminé	En cours
		Cocher	
Reboisement de a commune et de la Sous préfecture	Commune	x	

Annexe 2: LISTE DES VILLAGES

N°	COMMUNAUTES	UPP
1	Balani,Dongrosse,Goudoussi,Ngoundere,Fadgo,Walya Mitchare,Manguidele,Djaoube,Ngalna,Telgoua,Nihiwa,Pilding	BALANE (chef)
2	Domba centre,kéra,Tchéobring,Saïga,Sirlawé,Benoué, Saouringwa,Dongrossé,Balané et Danhouli	Domba centre (chefferie)
3	Golonghini,Bilou,Maïraïdaï,Ndoumga,Yaméda,Barkoudi Wouya,Somgui,Toklore,Mbitcharé,mbang-Maroua,et Djakpio	Golonghini (chefferie)
	Houang,werseoré,Blamlalé,Djaktouli,Foulaïng,Kaya,Kâne, Gada –Mayo,Domga sirlawé	Werseoré
4	Mbantouang,Tibali,Mbang-broh,Mbang-mouhourï,Mbissoué,Djilé, Dadjamka et Sirlawé	Mbantouang (chefferie)
5	Saoussiguidi,Tihore,Manone,Bogo,Yaméda,Baodi ,et Barlang	Barlang
	Ngorho,Saohoyomo,Mandare,Tchouwaïbe,kokra,Wilpio, Tchabinni,et mbihoé	Ngorho
	Manenbagué,Djédjéringué,Dargala,Sadiélé ,Foulaïng, Werbagué,et Dadjamka	Manenbagué
6	Yekwang,golongréong,going et boboyo	Golongréong
	Padé,werseoré-Pade,Dangminguiri,Borno et Mbichokloum,	Padé
	koumaïwa I et II ,worseoré,Lirtchay,Hourkoutouki	Werseoré
7	Mbrodong centre,Sadong,Mbrodong toupouri et Djaolané	Djaolané
	Mbitou,Pitao I et II	MBITOU
8	Maporé centre,Maporé damsou,Dandebalé et Donkéga	Maporé centre
	Djaolané,Danminguiri,Lobokri,et Blammlalé	Djaolané
9	Goundaye centre,Danlao,Houang,Kané,Foulaïng, Guisga,Haïgayéwa,Sirlawé et Ray	Goundaye centre
	Balané,Rébété,Bihouli,Falépio,Mbang guéréme,Ngouma et hardé	Balané toudang
10	Soueye,Tisbaga,Mbang Mbarhaing Dayang,Lawarga,Dantibali,Soueye foulbé,Mra	Soueye centre
	Mbilsoué,Werbagué,Djaolané,Figuil,Yoldéo,Tabouli-foretoing,Taklaré,Werféo I et II	Mbilsoué

Annexe 3: ARRETE COMMUNAL